

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 25/04/2019

N° : 2019/128

SOMMAIRE

 **Arrêtés**

Page 3/54

 **Décisions**

Page 55/249

ARRÊTÉS

Arrêté n° 19/061/CM

Habilitation du " Groupe ADDAP 13 » pour la mise en œuvre sur le territoire de Pertuis d'actions de prévention spécialisée

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment ses articles L.121-2 et L.313-8-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°FAG 012-1015/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant transfert conventionnel des compétences départementales – Département du Vaucluse sur le territoire de la Commune de Pertuis ;
- La convention cadre de transfert de compétences entre le Département de Vaucluse et la Métropole Aix-Marseille-Provence et son avenant n°2 propre à la compétence dite « prévention spécialisée », conclus le 23 janvier 2017.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application du IV de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le Département de Vaucluse a, sur le périmètre de la commune de Pertuis, transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence trois des huit groupes de compétences énumérés au IV de cet article L.5217-2 ;
- Que parmi les compétences ainsi transférées à la Métropole Aix-Marseille-Provence figurent notamment les actions de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu, prévues au 2° de l'article L.121-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) ;

- Que l'article L.121-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles prévoit que, pour la mise en œuvre des actions de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu, la Présidente de la Métropole habilite des organismes publics ou privés dans les conditions prévues aux articles L. 313-8, L. 313-8-1 et L. 313-9 du même code,
- Que le groupe Association Départementale Des Actions de Prévention « Groupe ADDAP 13 » qui dispose d'un service de prévention spécialisée, a notamment pour objet de conduire, dans le cadre légal et réglementaire en vigueur, toutes actions éducatives et sociales visant à prévenir la marginalisation, l'exclusion sociale, la grande pauvreté, la délinquance ou encore les emprises radicales et sectaires. A ce titre, les actions se déclinent, au travers notamment, des pratiques et des axes suivants :
 - présence sociale sur les territoires d'intervention ;
 - accompagnement éducatif individuel ;
 - animations collectives et stratégiques visant à renforcer le pouvoir d'agir des habitants ;
 - participation à des animations territoriales ;
- Que dans ce cadre, il convient d'habiliter, pour l'année 2019, le groupe Association Départementale Des Actions de Prévention 13 pour la mise en œuvre, sur le territoire de la commune de Pertuis, d'actions de prévention spécialisée auprès des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu ;

ARRETE

Article 1 :

Le groupe Association Départementale Des Actions de Prévention « Groupe ADDAP 13 » est habilité pour l'année 2019 à mettre en œuvre, sur le territoire de la commune de Pertuis, une mission de prévention spécialisée.

Article 2 :

Les actions de prévention spécialisées mentionnées à l'article précédent seront engagées au profit des jeunes de 11 à 24 ans et de leur famille, et auront pour objectifs de :

- Prévenir le décrochage et la rupture scolaire ;
- Agir sur l'insertion socio-professionnelle ;
- Contribuer à la prévention de la délinquance ;
- Appréhender les problématiques de santé dont les conduites addictives ;
- Traiter les problématiques de marginalisation et d'inadaptation sociale.

Article 3 :

Pour atteindre ces objectifs, le groupe Association Départementale Des Actions de Prévention 13 interviendra selon quatre modalités :

- Une présence sociale par un travail de rue, de proximité, une relation éducative directe avec les jeunes sur leurs points constatés de regroupement, et une observation du territoire et des groupes en complémentarité d'actions avec les acteurs locaux qui sont aussi en lien avec ces jeunes.

Cette présence sociale peut s'exercer dans une amplitude horaire correspondant au temps de présence de ces jeunes dans leur territoire de vie ;

- Des actions d'accompagnement collectif par une approche des groupes ;
- Des actions d'accompagnement individuel à visée éducative et socioprofessionnelle dans la perspective d'inscrire les jeunes suivis dans la société. Les supports peuvent être l'accueil, l'entretien d'aide, l'accompagnement dans des démarches ;

- A la demande de la Métropole, une contribution à l'élaboration de diagnostics dans le cadre d'instances partenariales.

Article 4 :

Les modalités de suivi administratif, financier et comptable des actions mises en œuvre seront déterminées dans une convention annuelle d'objectifs à intervenir, qui sera conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le groupe Association Départementale Des Actions de Prévention 13.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 3 avril 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Arrêté n° 19/077/CM

**Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque à cordonnerie
situé 15 bd de Paris 13002 à Andranik Avagyan**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le règlement général des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

La demande présentée par Monsieur Andranik Avagyan, domicilié 123 boulevard Romain Rolland-les Marronniers – Bat 40L 13010 à Marseille, enregistré au SIRET sous le n°848 512 620 00016, en vue d'exploiter un kiosque sur le domaine public.

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Andranik Avagyan est autorisé à exploiter un kiosque d'une dimension de douze mètres carrés (12 m²) sur le domaine public, sis 15 boulevard de Paris 13002 à Marseille, en vue d'y exercer une activité de cordonnier.

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2019

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous-location entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, voté par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 6 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente autorisation, il devra immédiatement en avvertir la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente autorisation.

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile et produire à la Direction de la Valorisation du Domaine Public et des Affaires Générales de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 8 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le Règlement Général des Emplacements de la Ville de Marseille visé ci-dessus.

Article 11 :

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2019

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 12 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 13 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 11 avril 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/079/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque situé 189 bd Chave 13005 Marseille, à la SAS Fleur de Web, représentée par Jean Michel Leleu

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le règlement général des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

La demande présentée par la SAS Fleur de Web, représentée par Monsieur Leleu Jean-Michel domiciliée 57 traverse Notre Dame de Bon Secours 13014 à Marseille, enregistré au RCS Marseille sous le n°838 310 928, en vue d'exploiter un kiosque sur le domaine public.

ARRETE

Article 1 :

La SAS Fleur de Web, représentée par Monsieur Leleu Jean-Michel, est autorisée à exploiter un kiosque d'une dimension de 12 m² sur le domaine public, sis 189 Boulevard Chave 13005 à Marseille, en vue d'y exercer une activité de fleuriste.

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous-location entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, voté par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 6 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente autorisation, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente autorisation.

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile et produire à la Direction Ressources et Domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 8 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le Règlement Général des Emplacements de la Ville de Marseille visé ci-dessus.

Article 11 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 12 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 13 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 avril 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Avril 2019

Arrêté n° 19/082/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour la terrasse de l'établissement "Saladerie du Vieux Port" situé 1 quai des Belges 13001 Marseille, à la SARL les Deux Frères représentée par Aziz Banoub

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole-Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le règlement des emplacements publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006 ;
- La Charte des Terrasses du Vieux Port.

CONSIDÉRANT

- L'arrêté d'occupation temporaire n°15/209/CC, délivré le 4 juin 2015 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à la SARL les Deux Frères, représentée par Aziz Banoub, l'autorisant à occuper une terrasse de 23 m2 au 1 quai des Belges 13001 Marseille ;
- L'étroitesse de la voie sur laquelle est installée la terrasse, qui occasionne une gêne du flux des piétons et présente des risques pour la sécurité.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté d'occupation temporaire n°15/209/CC, délivré le 4 juin 2015 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à la SARL les Deux Frères, représentée par Aziz Banoub, est abrogé.

Article 2 :

la SARL les Deux Frères, représentée par Aziz Banoub, enregistrée au RCS Marseille sous le numéro 500 527 544, est autorisée à occuper le domaine public au droit de son établissement dénommé La Saladerie du Vieux Port, sis 1 quai des Belges 13001 Marseille et d'y installer :

- Une terrasse simple de 18.90 m² (façade : 4.40m – saillie : 4.30m)
sur laquelle sont implantés :
- 2 parasols

Les dispositifs devront être maintenus en permanence en parfait état de propreté. Le mobilier sera de bonne qualité, et conforme à la Charte des Terrasses du Vieux-Port.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. L'Administration pourra la modifier ou l'abroger si l'intérêt général l'exige.

Article 4 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter la redevance d'occupation du domaine public suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 6 :

Le bénéficiaire de l'autorisation pourra mettre fin de son plein gré à l'autorisation dont il bénéficie par lettre recommandée avec accusé de réception à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui abrogera la présente autorisation.

Il sera ainsi dégagé des obligations du présent arrêté sans pour autant pouvoir prétendre à indemnité.

Article 7 :

Les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 8 :

Le bénéficiaire s'engage à se conformer rigoureusement aux lois et règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne la sécurité, l'hygiène publique et, le cas échéant, le code du travail pendant toute la durée de l'occupation.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Avril 2019

Article 9 :

La terrasse et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Dans la mesure du possible, le matériel des terrasses devra être rentré à l'intérieur de l'établissement à chaque fermeture.

Les étals réfrigérés, les armoires et dessertes doivent être disposés à l'intérieur du commerce, pas en terrasse.

Article 11 :

Le titulaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée ;

Une attestation d'assurance devra être transmise chaque année à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Cette autorisation est consentie pour une période de 3 ans, dans les conditions et règlements définis par le présent arrêté.

La Métropole Aix-Marseille-Provence pourra abroger la présente autorisation pour motif d'intérêt général, après avoir respecté un préavis de 6 mois, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 13 :

Seront considérées comme infraction, toutes occupations du domaine public sans autorisation délivrée par l'autorité compétente.

Dans ce cas, et après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, une procédure d'expulsion sera engagée auprès des juridictions compétentes.

Article 14 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera, après une mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, l'abrogation de l'autorisation, sans droit à indemnité.

L'occupant devra procéder, à ses frais, à la dépose du mobilier ainsi que des constructions et installations réalisées sur le domaine public et remettre les lieux dans leur état primitif.

Article 15 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 avril 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Avril 2019

Arrêté n° 19/083/CM

Arrêté d'engagement - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon de Provence - Procédure de modification simplifiée n°2

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération FAG 001-4256/18 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 n°URB 002-3560/18/CM de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre les Conseils de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- Le courrier de la commune de Salon-de-Provence du 13 décembre 2018 saisissant le Conseil de Territoire du Pays Salonais afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification simplifiée ;

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Avril 2019

- La délibération n°14/19 du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 27 février 2019 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la modification simplifiée n°2 du PLU de la Commune de Salon-de-Provence et définissant les modalités de la mise à disposition du public ;
- La délibération n° URB 002-5500/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 février 2019 sollicitant de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence en vigueur.

CONSIDÉRANT

- Que le site « Lèbre », reconnu à haute performance urbaine par le SCoT en vigueur est actuellement soumis à une servitude de constructibilité limitée par un « Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement ».
- Qu'il convient d'autoriser la construction dans le secteur « Lèbre » d'un établissement de santé privé validé par l'Agence Régionale de Santé, venant s'articuler avec le centre de gérontologie public dont il complètera l'offre de soins en parfaite cohérence avec les besoins et aspirations de la population. Ce projet s'inscrit dans la suite logique de la présence à proximité de résidences seniors déjà existantes (Marcel Lyon et Ensouleïado) ou actuellement en cours de construction (allées de Craponne).
- Que ce projet d'aménagement du site répond aux orientations générales du PADD, notamment les orientations 1 et 3 visant au renouvellement urbain du centre-ville par l'implantation d'activités tertiaires.
- Que le « Périmètre d'Attente de Projet d'Aménagement » peut être levé par cette procédure de modification simplifiée.
- Que cette procédure permettra également de mettre à jour la liste des emplacements réservés notamment en supprimant des emplacements réservés qui n'ont plus lieu d'être.
- Qu'il apparaît en conséquence utile d'adapter le PLU sur ces points.
- Que la modification simplifiée n° 2 envisagée aura dès lors pour effet de modifier les pièces suivantes :
 - Rapport de Présentation
 - Orientations d'Aménagement et de Programmation
 - Règlement
 - Zonage
- Que les modifications du document d'urbanisme projetées relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée conformément au Code de l'Urbanisme.
- Qu'à la suite du courrier de la commune de Salon-de-Provence du 13 décembre 2018, le Conseil de Territoire du Pays Salonais a saisi le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification simplifiée n° 2.
- Que le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°2 du Plan local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence.

ARRETE

Article 1 :

Il est prescrit une procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence.

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Avril 2019

Article 2 :

La modification simplifiée n°2 du PLU de la commune de Salon-de-Provence va permettre le classement de la parcelle AO 192 située en zone UC 3 et autorisera ainsi la mise en œuvre du projet sur le site « Lèbre » en accordant la possibilité de réaliser un établissement de santé.

Elle permettra également de mettre à jour la liste des emplacements réservés notamment en supprimant des emplacements réservés qui n'ont plus lieu d'être.

Conformément à l'article L 153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de la modification simplifiée sera notifié aux Personnes Publiques Associées.

Les modalités de la mise à disposition telles que définies par la délibération du 27 février 2019 du Conseil de Territoire du Pays Salonais seront précisées par arrêté du Président du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Article 3 :

Conformément à l'article R 421-1 à R 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 3 avril 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Avril 2019

Arrêté n° 19/084/CM

**Arrêté d'engagement - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pélissanne -
Procédure de modification de droit commun numéro 1**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre n° URB 0001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification de droit commun des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseil de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération n° 336/2016 du Conseil Municipal de la Commune de Pélissanne du 28 septembre 2016 approuvant l'engagement de la procédure de modification simplifiée n° 1 de son PLU ;

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Avril 2019

- La délibération n° 19/18 du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 12 février 2018 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente la poursuite de la modification simplifiée n° 1 du PLU de la Commune de Pélissanne avec enquête publique pour une mise en conformité avec la loi dite « Grenelle II » du 12 juillet 2010 ;
- La délibération n° URB 020-3578/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 sollicitant de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence la poursuite de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pélissanne avec enquête publique pour une mise en conformité avec la loi dite « Grenelle II » du 12 juillet 2010 ;
- Le courrier de la Commune de Pélissanne du 31 octobre 2018 saisissant le Conseil de Territoire du Pays Salonais afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'évolution de la procédure de modification simplifiée n° 1 de son Plan Local d'Urbanisme vers une procédure de modification de droit commun n° 1 dudit Plan Local d'Urbanisme afin de soumettre à enquête publique unique ledit projet de modification simplifiée n° 1 ainsi que le projet d'instauration d'un Périmètre Délimité des Abords autour du Moulin Bertrand (Monument Historique Inscrit) ;
- La délibération n° URB 018-5149/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 sollicitant de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification de droit commun n° 1 du PLU de la Commune de Pélissanne, correspondant à l'évolution de la procédure de modification simplifiée avec enquête publique du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pélissanne pour sa mise en conformité avec la loi dite « Grenelle II » du 12 juillet 2010, afin de soumettre à enquête publique unique d'une part ledit projet de modification simplifiée et d'autre part le projet d'instauration d'un Périmètre Délimité des Abords autour du Moulin Bertrand (Monument Historique Inscrit) ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pélissanne en vigueur ;

CONSIDÉRANT

- La nécessité de modifier le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pélissanne afin de permettre d'apporter les ajustements aux documents constitutifs dudit PLU en vue, d'une part, d'une mise en conformité avec la loi dite « Grenelle II » du 12 juillet 2010 et, d'autre part, de l'instauration d'un Périmètre Délimité des Abords autour du Moulin Bertrand (Monument Historique Inscrit) ;
- Qu'il apparaît en conséquence utile d'adapter le Plan Local d'Urbanisme sur ces points ;
- Que la modification de droit commun n° 1 aura dès lors pour effet de modifier le règlement, le zonage et les pièces annexes du Plan Local d'Urbanisme ;
- Que le projet envisagé ne change pas les orientations définies au Projet d'Aménagement et de Développement Durable, qu'il ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole, ou une zone naturelle et forestière, qu'il ne réduit pas une protection ;
- Que les modifications du document d'urbanisme projetées relèvent du champ d'application de la procédure de modification de droit commun conformément au Code de l'Urbanisme ;
- Qu'à la suite du courrier de la Commune de Pélissanne en date du 31 octobre 2018, le Conseil de Territoire du Pays Salonais a saisi le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification de droit commun n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pélissanne ;
- Que le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification de droit commun n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pélissanne.

ARRETE

Article 1 :

Il est prescrit une procédure de modification de droit commun n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pélissanne.

L'engagement de cette procédure de modification de droit commun n° 1 du PLU de la Commune de Pélissanne correspond à l'évolution de la procédure de modification simplifiée avec enquête publique du PLU de la Commune de Pélissanne pour sa mise en conformité avec la loi dite « Grenelle II » du 12 juillet 2010, afin de soumettre à enquête publique unique d'une part ledit projet de modification simplifiée et d'autre part le projet d'instauration d'un Périmètre Délimité des Abords autour du Moulin Bertrand (Monument Historique Inscrit).

Article 2 :

La modification de droit commun n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pélissanne doit permettre d'apporter les ajustements aux documents constitutifs dudit Plan Local d'Urbanisme en vue, d'une part, d'une mise en conformité avec la loi dite « Grenelle II » du 12 juillet 2010 et, d'autre part, de l'instauration d'un Périmètre Délimité des Abords autour du Moulin Bertrand (Monument Historique Inscrit) ;

Conformément à l'article L153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de la modification sera notifié aux Personnes publiques associées ainsi qu'au Maire de la Commune concernée par cette modification.

Conformément à l'article L153-41 du Code de l'Urbanisme, le projet de la modification fera l'objet d'une enquête publique.

Article 3 :

Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 3 avril 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Avril 2019

Arrêté n° 19/085/CM

Délégation de fonctions à Monsieur Pascal Montecot dans le cadre de la conduite de la négociation relative à la procédure 20182CONC03, Concession pour la mise à disposition, le nettoyage, la maintenance et l'exploitation publicitaire d'abris-voyageurs.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis motivé de la commission de concession réunie le 14 mars 2019 et le rapport d'analyse des offres annexé ;

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente donne délégation temporaire dans le cadre de la procédure de concession pour la mise à disposition, le nettoyage, la maintenance et l'exploitation publicitaire d'abris-voyageurs et afin de mener librement toute discussion utile avec les entreprises ayant présentées une offre.

ARRETE

Article 1 :

Sont déléguées, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente, pour mener avec le candidat Decaux, pour lequel la Commission de Concession a émis un avis favorable, les discussions utiles dans le cadre de la phase de négociations de la procédure de concession pour la mise à disposition, le nettoyage, la maintenance et l'exploitation publicitaire d'abris-voyageurs à Monsieur Pascal Montecot.

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Mars 2019

Article 2 :

Monsieur Pascal Montecot pourra être assisté, dans le cadre de ces négociations, à raison de leur compétence dans le domaine considéré, par :

- Monsieur Jean Louis Dalmasso, Directeur Général délégué aux services de transport
- Monsieur André Hemery, Directeur, Stationnement et gestion déléguée, gares routières et parc relais
- Madame Isabelle Mirandola, Directrice adjointe à la direction des infrastructures stationnements et équipements mobilités
- Monsieur Mickaël Olmos, Chef de Projet BHNS d'Aix-en-Provence
- Monsieur Alain Trabuc, Directeur juridique, Schémas, Grands Projets et Contentieux ;
- Monsieur Nicolas Derne, Chef du service juridique accompagnement des services publics ;
- Monsieur Olivier Vernhettes, Conseiller juridique, Service DSP et concessions
- Madame Anne-Lise Rodier, assistant à maîtrise d'ouvrage pour la passation de la présente procédure sur le plan financier ;
- Monsieur Fabrice Cazaban, assistant à maîtrise d'ouvrage pour la passation de la présente procédure sur le plan juridique.

Article 3 :

La présente délégation prendra fin à l'issue de la dernière réunion ou du dernier courrier, relatifs à cette phase de négociation.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 27 mars 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/086/CM

Arrêté de composition des commissions consultatives paritaires des catégories A, B ET C.

VU

- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- La loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits des fonctionnaires,
- Le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifiée, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale
- Le décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux Commissions Consultatives Paritaires et aux conseils de discipline de recours des agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale,
- La délibération FAG 001-4256/18 CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Les résultats du tirage au sort effectué pour la Commission Consultative Paritaire de la Catégorie B, le 6 décembre 2018 conformément à la procédure fixée à l'article 17 du décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 précité,
- Le Procès-Verbal du 6 décembre 2018, établi par le bureau centralisateur, portant recensement des votes et la proclamation des résultats des élections professionnelles du jeudi 6 décembre 2018 des représentants du personnel aux Commissions Consultatives Paritaires des catégories A, B et C de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

- Les listes présentées par les syndicats lors des élections professionnelles du 6 décembre 2018 et le nombre total de sièges mentionné au Procès-verbal du Bureau Central attribué à chacune de ces listes :

A la Commission Consultative Paritaire de la catégorie A :

- SNUTER 13 – La FSU Territoriale : 2 sièges obtenus
- Force Ouvrière (FO) : 1 siège obtenu
- Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA) : 1 siège obtenu
- SNT CFE-CGC, CFTD, FAFPT, CFDT : 1 siège obtenu

A la Commission Consultative Paritaire de la catégorie B :

- Force Ouvrière (FO) : 3 sièges obtenus

A la Commission Consultative Paritaire de la catégorie C :

- Force Ouvrière (FO) : 3 sièges obtenus
- SNUTER 13 – La FSU Territoriale : 1 siège obtenu
- Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA)

ARRETE

Article 1^{er} :

Suite à la désignation des représentants du personnel, la composition des Commissions Consultatives Paritaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence est établie ainsi qu'il suit :

Commission Consultative Paritaire de la Catégorie A

REPRESENTANTS DE L'AUTORITE TERRITORIALE :

Titulaires :

Mme Solange BIAGGI
M. Eric CASADO
M. Pascal MONTECOT
M. Gérard CHENOZ
M. Jean-Jacques POLITANO

Suppléants :

M. Jean-Pierre BERTRAND
M. Henri CAMBESSEDES
Mme Monique CORDIER
M. Gilbert FERRARI
M. Régis MARTIN

REPRESENTANTS DU PERSONNEL :

Titulaires :

M. Serge BRIANCON (FO)
M. Bernard SAINT MARTIN (UNSA)
M. Etienne LE BAUBE (SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT)

Suppléants :

M. Arezki LARABI (FO)
Mme Coralie COYO (UNSA)
M. Jean-Luc DAOUST (SNT CFE-CGC, CFTC, FAFPT, CFDT)

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2019

Mme Camille RACCAH (SNUTER 13 – FSU) M. Hocine BEN SAID (SNUTER 13 – FSU)
M. Salah TACHOUKRAFT (SNUTER 13 – FSU) Mme Leila IKHLEF (SNUTER 13 – FSU)

Commission Consultative Paritaire de la Catégorie B

REPRESENTANTS DE L'AUTORITE TERRITORIALE

Titulaires:

M. Pascal MONTECOT
M. Gérard CHENOZ
M. Jean-Jacques POLITANO

Suppléants :

M. Henri CAMBESSEDES
M. Jean-Pierre BERTRAND
Mme Monique CORDIER

REPRESENTANTS DU PERSONNEL

Titulaires:

M. Stéphane CALOÏARO (FO)
Mme Elodie PONCET (FO)
M. René-Francis CARPENTIER (FO)

Suppléants :

Mme Amandine BOULLENGER (FO)
Mme Véronique ASECIO
Mme Julie MORATA

Les deux sièges de suppléants non pourvus par le syndicat Force Ouvrière ont fait l'objet d'une procédure de tirage au sort le 6 décembre 2018 à l'issue de laquelle Mesdames Véronique ASECIO et Julie MORATA ont été désignées et ont acceptées ce mandat.

Commission Consultative Paritaire de la Catégorie C

REPRESENTANTS DE L'AUTORITE TERRITORIALE :

Titulaires :

M. Pascal MONTECOT
M. Gérard CHENOZ
M. Jean-Jacques POLITANO
Mme Maryse RODDE

Suppléants:

Mme Monique CORDIER
M. Jean-Pierre BERTRAND
M. Henri CAMBESSEDES
M. Alain ROUSSET

REPRESENTANTS DU PERSONNEL

Titulaires:

Mme Caroline COURRIEU (FO)
M. Ichem BOUGHANEMI (FO)
Mme Ophélie BESSON (FO)
M. Frédéric AMODEO (SNUTER 13 – FSU)

Suppléants :

M. Nasser MARZOUGUI (FO)
Mme Diane DI MARCO (FO)
M. Marc HAMZA (FO)
Mme Laure CHARBONNEL (SNUTER 13 – FSU)

Article 2 :

Madame Martine Vassal, en sa qualité de membre de droit, préside les Commissions Consultatives Paritaires des catégories A, B et C.

En cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, Monsieur Pascal Montecot assurera cette même présidence.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal Montecot, Madame Monique Cordier assurera la suppléance de la présidence.

Article 3 :

Le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 4 avril 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/087/CM

Réouverture de l'aire d'accueil des gens du voyage Les Molières à Miramas.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-569 du 29 juin 2001 relatif aux normes techniques applicables aux aires d'accueil des gens du voyage ;
- Les circulaires n° NOR/INT/D/06/00074/C du 3 août 2006 et n° 2001-49/UHC/IUH1/12 du 5 juillet 2001 portant application de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-3517/18/BM du 22 mars 2018 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Miramas relative à la réalisation de travaux d'extension et de mise aux normes des équipements de l'aire d'accueil des gens du voyage ;
- L'arrêté n° 18/008/CM du 2 février 2018 du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence relatif à la fermeture temporaire de l'aire d'accueil des gens du voyage ;
- L'arrêté n° 18/080/CM du 31 mai 2018 du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence relatif à la prolongation de la fermeture temporaire de l'aire d'accueil des gens du voyage ;

- L'arrêté n° 18/220/CM du 16 octobre 2018 de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence relatif à la prolongation de la fermeture temporaire de l'aire d'accueil des gens du voyage ;
- L'arrêté n° 18/360/CM du 21 décembre 2018 de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence relatif à la prolongation de la fermeture temporaire de l'aire d'accueil des gens du voyage.

CONSIDÉRANT

- Que l'aire d'accueil des gens du voyage Les Molières, située à Miramas, zone industrielle des Molières, rue d'Irlande était fermée depuis le 15 janvier 2018 pour l'exécution de travaux d'extension et de mise aux normes des équipements ;
- Que les travaux d'extension et de mise aux normes des équipements sont achevés ;
- Qu'il convient de ré-ouvrir l'aire d'accueil.

ARRETE

Article 1 :

Est ré-ouverte l'aire d'accueil des gens du voyage Les Molières, située zone industrielle des Molières rue d'Irlande sur la commune de Miramas.

Article 2 :

Le présent arrêté sera affiché à l'extérieur du local de gestion de l'aire des gens du voyage et au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Il sera transmis au représentant de l'Etat dans le département et au Maire de Miramas.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 4 avril 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2019

Arrêté n° 19/088/CM

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Venelles-Procédure de Modification N °3

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.153-36 et L.153-37 ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'Urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier du Maire de la commune de Venelles du 5 octobre 2018, à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour solliciter l'engagement de la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Venelles ;

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2019

- La délibération n°2018_CT2_526 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2018 demandant au Conseil de la Métropole de solliciter de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence l'engagement de la procédure de modification n°3 Plan Local d'Urbanisme de la commune de Venelles ;
- La délibération n°URB 006-5137/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 sollicitant de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de la modification n°3 du PLU de la commune de Venelles ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Venelles et ses évolutions successives approuvée en vigueur ;

CONSIDÉRANT

Que les objectifs de la procédure de la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Venelles envisagée sont notamment :

- P.97 du rapport de présentation zone « N » à remplacer par zone « 1AU »,
- Correction d'une erreur matérielle dans les modalités d'application du règlement, p.145, au regard de la hauteur et du retrait aux limites (inversion de signes).
- Supprimer l'hôtel figurant dans le texte de l'OAP des Michelons, sachant qu'il avait été supprimé graphiquement lors de la modification précédente.

Points réglementaires :

- Le règlement des zones inondables présent dans les dispositions générales conformément à la réécriture validée par la DDTM dudit règlement.
- Modifier le règlement lié aux piscines, notamment au regard de l'emprise au sol.
- Préciser le retrait par rapport aux limites (« en tout point, tout débord compris »).
- Sortir les locaux « ordures ménagères » et « boîtes aux lettres » des règles de prospects par rapport aux voies.
- Modifier l'OAP des 4 Tours pour y inclure le projet de Métro-express métropolitain.
- Préciser le règlement relatif aux drives.

Réglementer différemment les clôtures sur voies et mitoyennes en zone UD.

Points graphiques et réglementaires :

- Un bassin de rétention existant et à étendre, faisant l'objet d'un emplacement réservé, en zone N1.
- Modifier le zonage UD1 du quartier de l'Eglise.
- Modifier le zonage UD2 de la Grande Terre pour limiter la hauteur et l'emprise admises.

Les points objets de la présente procédure engendreront des modifications de pièces écrites et graphiques en conséquence.

- Qu'il apparait en conséquence, utile, voire nécessaire, d'adapter le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Venelles sur ces points ;
- Que cette modification n'a pas pour conséquence de changer les orientations du Plan d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ; ni de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ; ni de réduire une protection édictée en raison d'un risque de nuisance, de la qualité des sites, des paysages, ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ; ni d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser au-delà des neuf ans suivants sa création ;

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2019

- Qu'en conséquence, les évolutions du document d'urbanisme projetées relèvent bien du champ d'application de la procédure de modification conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme ;
- Que suite au courrier du Maire de la commune de Venelles du 5 octobre 2018, saisissant le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin qu'il sollicite de sa Présidente l'engagement de la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Venelles ;
- Que par délibération n°URB 006-5137/18/CM du 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Venelles ;

ARRETE

Article 1 :

Il est prescrit une procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Venelles

Article 2 :

La modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Venelles a notamment pour objet de :

- P.97 du rapport de présentation zone « N » à remplacer par zone « 1AU »,
- Correction d'une erreur matérielle dans les modalités d'application du règlement, p.145, au regard de la hauteur et du retrait aux limites (inversion de signes).
- Supprimer l'hôtel figurant dans le texte de l'OAP des Michelons, sachant qu'il avait été supprimé graphiquement lors de la modification précédente.

Points réglementaires :

- Le règlement des zones inondables présent dans les dispositions générales conformément à la réécriture validée par la DDTM dudit règlement.
- Modifier le règlement lié aux piscines, notamment au regard de l'emprise au sol.
- Préciser le retrait par rapport aux limites (« en tout point, tout débord compris »).
- Sortir les locaux « ordures ménagères » et « boîtes aux lettres » des règles de prospects par rapport aux voies.
- Modifier l'OAP des 4 Tours pour y inclure le projet de Métro-express métropolitain.
- Préciser le règlement relatif aux drives.
- Réglementer différemment les clôtures sur voies et mitoyennes en zone UD.

Points graphiques et réglementaires :

- Un bassin de rétention existant et à étendre, faisant l'objet d'un emplacement réservé, en zone N1.
- Modifier le zonage UD1 du quartier de l'Eglise.
- Modifier le zonage UD2 de la Grande Terre pour limiter la hauteur et l'emprise admises. Les points objets de la présente procédure engendreront des modifications de pièces écrites et graphiques en conséquence.

Article 3 :

Conformément à l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Venelles sera notifié au Préfet et aux personnes publiques associées mentionnées à ses articles L.132-7 et L.132-9, avant d'être soumis à enquête publique.

Article 4 :

Conformément à l'article L.153-41 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Venelles sera soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'Environnement.

Article 5 :

A l'issue de l'enquête publique prévue à l'article 4 ci-dessus, le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Venelles, éventuellement amendé de façon mineure pour tenir compte des avis émis, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera approuvé par délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 4 avril 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/089/CM

Prescription de la modification simplifiée n° 1 du dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté de Lavalduc de Fos-sur-Mer.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code l'Urbanisme et notamment ses articles L. 101-1, L. 101-2, L. 311-7, L. 153-37, L. 153-40, L. 153-45, L. 153-47, L. 153-48, R. 153-20 et R. 153-21 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové, chapitre IV section 7, article 161 ;
- L'arrêté préfectoral du 22 juin 1990 portant création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de Lavalduc ;
- L'arrêté préfectoral du 11 novembre 1991 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de Lavalduc ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que le dossier de réalisation de la ZAC de Lavalduc, en l'absence de Plan Local d'Urbanisme approuvé sur la commune de Fos-sur-Mer, constitue le document réglementaire applicable à la zone considérée ;
- La nécessité d'actualiser le programme des équipements publics de la ZAC de Lavalduc pour tenir compte de l'évolution des besoins en équipements publics ;
- Qu'il apparait en conséquence utile de modifier la ZAC de Lavalduc sur ce point en supprimant une réservation pour équipement public destiné à la réalisation d'une voirie ;

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2019

- Que cette modification aura pour conséquence de rendre disponible un reliquat foncier tombé en désuétude et l'intégrer au plan des lots à bâtir, sans modifier les conditions de circulation actuelles ;
- Que la modification simplifiée n° 1 envisagée aura dès lors pour effet de supprimer une réservation pour équipements publics destinée à la création d'une voirie
- Que cette adaptation relève du champ d'application de la procédure de modification simplifiée conformément aux articles L. 311-7 et L. 153-45 du code de l'urbanisme ;
- Que pour la mise en œuvre de la procédure de modification simplifiée, le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnés aux articles L. 132-7 et L. 132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations ;
- Que ces observations sont alors enregistrées et conservées ;
- Que les modalités de la mise à disposition sont précisées, par l'organe délibérant et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition ;
- Qu'à l'issue de la mise à disposition, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence en présente le bilan devant le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

ARRETE

Article 1 :

Est prescrit une procédure de modification simplifiée n° 1 du dossier de réalisation de la ZAC de Lavalduc de la commune de Fos-sur-Mer.

Article 2 :

La modification simplifiée n° 1 du dossier de réalisation de la ZAC de Lavalduc concernera la suppression d'un équipement prévu au Programme des Equipements Publics dédié à la création d'une voirie.

Les modalités de la mise à disposition seront précisées par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

Article 3 :

Le présent arrêté sera affiché à la Direction de l'Aménagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence durant un mois, ainsi que sur le site internet du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence. Il fera l'objet d'un avis au public qui sera inséré dans la presse locale.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 4 avril 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2019

Arrêté n° 19/091/CM

Arrêté d'engagement - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren - Procédure de modification simplifiée n°1

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n°FAG 001-4256/18 CM de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 de l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre n°URB 002-3560/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le courrier du Maire de la commune de Ventabren du 3 octobre 2018 sollicitant l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Ventabren ;

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2019

- La délibération n°2018_CT2_532 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix en date du 29 novembre 2018 demandant au Conseil de la Métropole de solliciter, de la Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence, l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de Ventabren ;
- La délibération d'engagement de la procédure de modification simplifiée du PLU de la commune de Ventabren n°URB 008-5139/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 ;
- Le Plan Local d'Urbanisme en vigueur.

CONSIDÉRANT

- Que les objectifs de la procédure de modification simplifiée n°1 de la commune de Ventabren envisagés sont notamment de :
 - ✓ adapter le règlement écrit et graphique de la zone AU1h spécifique à la Zone d'Aménagement Concerté de « l'Héritière ».
 - ✓ rectifier une erreur matérielle dans le secteur de Vignes longues en étendant le périmètre du secteur de mixité sociale n°14.
 - ✓ ajuster le tracé de l'emplacement réservé n°V 46.

Les points objets de la présente procédure engendreront des modifications des pièces écrites et graphiques en conséquence.

- Qu'il apparait en conséquence utile, voire nécessaire, d'adapter le PLU de la commune de Ventabren sur ces points ;
- Que les modifications du document d'urbanisme projetées relèvent du champ d'application de la procédure de modification simplifiée conformément au Code de l'Urbanisme ;
- Que suite au courrier du Maire de la commune de Ventabren du 3 octobre 2018, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a saisi le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 de la commune de Ventabren ;

ARRETE

Article 1 :

Est abrogé l'arrêté d'engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Ventabren n°19/057/CM du 26 février 2019.

Article 2 :

Il est prescrit une procédure de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Ventabren.

Article 3 :

La modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Ventabren a notamment pour objet de :

- ✓ adapter le règlement écrit et graphique de la zone AU1h spécifique à la Zone d'Aménagement Concerté de « l'Héritière ».
- ✓ rectifier une erreur matérielle dans le secteur de Vignes longues en étendant le périmètre du secteur de mixité sociale n°14.
- ✓ ajuster le tracé de l'emplacement réservé n°V 46.

Les points objets de la présente procédure engendreront des modifications des pièces écrites et graphiques en conséquence.

Article 4 :

Conformément à l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Ventabren sera notifié au Préfet et aux personnes publiques associées mentionnées à ses articles L.132-7 et L.132-9, avant d'être mis à disposition du public.

Article 5 :

Conformément à l'article L.153-47 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification simplifiée, n°1 du PLU de la commune de Ventabren, l'exposé de ses motifs, et le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées, seront mis à disposition du public pendant au moins un mois.

Article 6 :

A l'issue de la mise à disposition, le bilan sera présenté devant le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence, qui en délibèrera et pourra adopter le projet éventuellement amendé de façon non substantielle pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 04 avril 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2019

Arrêté n° 19/092/CM

Délégation de fonction à Monsieur Pascal Montecot, 7ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-18, L. 5211-2, L. 5211-9, L. 5211-10 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7^{ème} Vice-Président ;
- L'arrêté n° 18/270/CM du 31 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Présidente peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs Vice-Présidents ;

- Qu'il y a lieu, dans l'intérêt du bon fonctionnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, que la Présidente délègue une partie de ses fonctions aux Vice-Présidents ;
- Que ces délégations s'exerceront dans le strict respect des fonctions demeurant de la compétence de la Présidente et excluent donc les signatures de tous actes en matière de ressources humaines.

ARRETE

Article 1 :

Est abrogé l'arrêté n° 18/270/CM en date du 31 octobre 2018.

Article 2 :

Délégation de fonction est donnée, sous la surveillance et la responsabilité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Monsieur Pascal Montecot, 7^{ème} Vice-Président, en ce qui concerne :

- **Patrimoine,**
- **Dialogue social.**

Article 3 :

Pour l'exercice de cette délégation de fonction et dans le champ défini à l'article 2, Monsieur Pascal Montecot reçoit délégation de signature pour les actes énumérés ci-après :

3.1 Courriers aux Elus :

- 3.1.1 Accusés de réception des courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune.
- 3.1.2 Courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 2.
- 3.1.3 Courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole).
- 3.1.4 Courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions.

3.2 Courriers aux Associations, aux Partenaires de la Métropole Aix-Marseille Provence et aux Particuliers :

- 3.2.1 Accusés de réception, de courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers.
- 3.2.2 Courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 2.
- 3.2.3 Courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole).
- 3.2.4 Courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions.
- 3.2.5 Courriers relatifs à la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des subventions ou des participations financières approuvés par la Métropole Aix-Marseille-Provence s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie à l'article 2.

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Avril 2019

3.3 Courriers adressés aux services de l'Etat

3.4 Dans le champ de la présente délégation, dès lors qu'une délibération le prévoit, signature des conventions liées au versement des subventions ou des participations financières.

3.5 Les Instances Représentatives du Personnel de la Métropole :

3.5.1 Les convocations aux CAP, CT et CHSCT.

3.5.2 Institution du ou des bureaux de vote.

3.5.3 Règlements intérieurs des instances représentatives (CAP, CT, CHSCT).

3.5.4 Arrêté de nomination de secrétaire de séances.

Article 4 :

Sont exclues du champ de la présente délégation :

- En raison de sa qualité de Maire de Pélissanne, les interventions et décisions portant sur des actions initiées par cette commune.

Article 5 :

Cette délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 6 :

Le présent arrêté prend effet immédiatement.

Article 7 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département des Bouches-du-Rhône et au Comptable Public de Marseille.

Article 8 :

Conformément à l'article R. 421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication / notification.

Article 9 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 1 avril 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Avril 2019

Arrêté n° 19/093/CM

Délégation de signature à Monsieur Domnin Rauscher, Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 5210-1-1 A, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les actes DRH 2018-7592-CT1 et DRH 2018-7554-CT1 portant Monsieur Domnin Rauscher, Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté de délégation de signature n° 18/369/CM du 7 janvier 2019 portant délégation de signature à Monsieur Domnin Rauscher, Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n° 18/369/CM du 7 janvier 2019 est abrogé.

Article 2 :

Délégation est donnée à Monsieur Domnin Rauscher, Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à l'effet de signer les documents, pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans les domaines suivants :

Ressources humaines

Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences non-déléguées aux Conseils de Territoire, et exercées au sein de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers...).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Avril 2019

- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêts de travail, etc.) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc. ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1% ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Avril 2019

- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1^{er} groupe prévues à l'article 89 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc. ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc.) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail.

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls ;
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale ;

- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain rattaché hiérarchiquement.

Pour l'ensemble du personnel Métropolitain

Ressources Humaines:

- Courriers et arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire et les courriers relatifs à l'application de sanctions disciplinaires des groupes 2, 3 et 4 ;
- Protections fonctionnelle ;
- Saisines de la commission de déontologie ;
- Les ordres de mission pour les déplacements internationaux et états de frais inhérents ;
- Les ordres de mission sur le territoire national des personnes rattachées hiérarchiquement et états de frais inhérents.

Finance :

- Certificats administratifs inhérents aux frais de représentation et frais protocolaires.

**Marchés publics et accords-cadres
concernant exclusivement les compétences exercées par
La Direction Générale des Services
(non déléguées aux Conseils de Territoire)**

1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord-cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGS :

- Demandes de devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 € HT ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations ;
- Demande de régularisation des offres ;
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demande de justification d'une offre anormalement basse ;
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres ;
- Courrier d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre de l'article 51 du décret du 25 mars 2016, ou réglementairement requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature / communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché ;
- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord-cadre ;
- Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
- Courriers de notification.

2/ Pour l'exécution des marchés y compris subséquents et accord – cadre concernant les compétences exercées par la DGS :

- Les bons de commande, y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les ordres de service (sauf ordres de service de démarrage de travaux, affermissement de tranche opérationnelle ou création de prix nouveau) sans limitation de montant ;
- Les avenants à un marché et un accord-cadre inférieur à 90 000 euros HT ;

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Avril 2019

- Les courriers de reconduction ou non-reconduction des marchés et accords-cadre inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitances des marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;
- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;
- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord-cadre inférieur à 90 000 euros ;
- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords-cadre inférieurs à 90 000 euros HT, quel qu'en soit le motif.

Moyens Généraux - Logistique

- Les accusés de réception des courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune, d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers ;
- Les courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune, d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie en matière de moyens généraux et de logistique ;
- Les courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence en la matière (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole) ;
- Les courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions ;
- Les courriers relatifs à la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des subventions ou des participations financières approuvés par la Métropole Aix-Marseille-Provence s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie en matière de moyens généraux et/ou logistique ;
- Les courriers adressés aux services de l'Etat dans le cadre de la délégation consentie en matière de moyens généraux et/ou logistique ;

Article 3 :

En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique.

Si Monsieur Dominin Rauscher, titulaire de la présente délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informera, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Avril 2019

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Domnin Rauscher, la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Madame Aurélie Cerutti

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Domnin Rauscher et de Madame Aurélie Cerutti la délégation de signature définie à l'article 2 est donnée à :

- Anne-Cécile Debono

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 1 avril 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Avril 2019

Arrêté n° 19/094/CM

Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eyguières, Procédure de modification n° 1

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant sur la répartition des compétences relatives à la modification de droit commun des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseil de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- Le courrier de la Commune d'Eyguières du 18 mai 2018 saisissant le Conseil de Territoire du Pays Salonais afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification de droit commun n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Eyguières ;

- La délibération n° 106/18 du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 25 juin 2018 saisissant le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite du Président l'engagement de la modification de droit commun n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Eyguières ;
- La délibération n° URB 020-4179/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 sollicitant du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification de droit commun n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Eyguières ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Eyguières en vigueur.

CONSIDÉRANT

- La nécessité de modifier le Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Eyguières afin de procéder à une réflexion globale concernant l'aménagement de la zone au droit du Chemin des Pins, rectifier des erreurs matérielles et préciser certains éléments du règlement ;
- Qu'il apparaît en conséquence utile d'adapter le Plan Local d'Urbanisme sur ces points ;
- Que la modification de droit commun n° 1 aura dès lors pour effet de modifier le règlement, le zonage, les pièces annexées et le cas échéant l'Orientation d'Aménagement et de Programmation « Mas de Bareau » du Plan Local d'Urbanisme ;
- Que le projet envisagé ne change pas les orientations définies au Projet d'Aménagement et de Développement Durable, qu'il ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole, ou une zone naturelle et forestière, qu'il ne réduit pas une protection ;
- Que les modifications du document d'urbanisme projetées relèvent du champ d'application de la procédure de modification de droit commun conformément au Code de l'Urbanisme ;
- Qu'à la suite du courrier de la commune d'Eyguières du 18 mai 2018, le Conseil de Territoire du Pays Salonais a saisi le Conseil de la Métropole afin qu'il sollicite de la Présidente l'engagement de la procédure de modification de droit commun n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Eyguières ;
- Que le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification de droit commun n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Eyguières.

ARRETE

Article 1 :

Il est prescrit une procédure de modification de droit commun n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Eyguières.

Article 2 :

La modification de droit commun n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Eyguières doit permettre de procéder à une réflexion globale concernant l'aménagement de la zone au droit du Chemin des Pins, rectifier des erreurs matérielles et préciser certains éléments du règlement.

Conformément à l'article L153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de la modification sera notifié aux Personnes publiques associées ainsi qu'au Maire de la Commune concernée par la modification.

Conformément à l'article L153-41 du Code de l'Urbanisme, le projet de la modification fera l'objet d'une enquête publique.

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2019

Article 3 :

Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérécourse citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr .

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 4 avril 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/095/CM

Fermeture provisoire de l'aire d'accueil de gens du voyage en vue de réaliser des travaux de remise en état de l'aire des gens du voyage du Vallon des Vaux située Route de la Ciotat à Aubagne

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2000-614 du 05 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;
- Le schéma départemental d'accueil des gens du voyage approuvé le 10 janvier 2012, révisé ;
- La convention conclue le 26 juin 2018 entre l'Etat, le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et « La Varrape Environnement » concernant l'aire des gens du voyage à Aubagne ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est désormais compétente pour l'aménagement, l'entretien et la gestion des aires d'accueil des gens du voyage sur son territoire ;
- Qu'il convient de réaliser des travaux de remise en état de l'aire des gens du voyage du Vallon Des Vaux située Route de la Ciotat à Aubagne ;
- Que l'incompatibilité de ces travaux avec la présence des gens du voyage sur l'aire d'accueil, pour des raisons de sécurité, impose la fermeture de l'équipement pendant une période prévue au minimum et jusqu'au 29 avril 2019.

ARRETE

Article 1 :

Pour des raisons d'hygiène, de nécessité d'entretien, de maintenance et de réparation des installations, l'aire d'accueil des gens du voyage situé au Vallon des Vaux - Route de La Ciotat à Aubagne, sera fermée à compter du 15 avril 2019 à 8h jusqu'au 29 avril 2019 à 8h.

Article 2 :

Pendant la période de fermeture de l'aire d'accueil et pour des raisons de sécurité, aucun véhicule ne devra stationner sur le site, hormis les véhicules des entreprises intervenantes.

Article 3 :

Aucun occupant ne sera admis sur l'aire pendant cette période. Les voyageurs seront informés des dates de fermeture de l'aire par affichage du présent arrêté sur le site, et au siège du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. Il sera transmis au représentant de l'Etat dans le département et au maire d'Aubagne.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 3 avril 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/098/D

Arrêté suspensif de l'autorisation d'occupation temporaire 17-077-CM accordé à la SASU «AU PASS'TEMPS», pour l'exploitation d'un kiosque alimentaire au 264 rue Saint Pierre 13005 Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le règlement des emplacements publics de la ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de voirie du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

- L'arrêté d'occupation temporaire n° 17/077/CM, délivré le 4 avril 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SASU « Au Pass'Temps », représentée par Monsieur Hervé Labarge, en vue d'exploiter un kiosque alimentaire sur le domaine public au 264, rue Saint Pierre 13005 Marseille ;
- Les travaux d'intérêt public liés à la requalification de la rocade du Jarret et des voies périphériques ;
- La nécessité de libérer l'espace public pendant la période des travaux.

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Avril 2019

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté d'occupation temporaire n° 17/077/CM, délivré le 4 avril 2017 par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SASU « Au Pass'Temps », représentée par Monsieur Hervé Labarge, est suspendu du 13 mai 2019 au 27 mai 2019, en raison de la non occupation du domaine public pendant la durée des travaux.

Article 2 :

Il est porté à la connaissance de l'intéressé que la présente suspension peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

L'intéressé peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique «Télerecours citoyen» accessible depuis le site internet www.telerecours.fr

Toutefois, il est rappelé que le recours en annulation n'étant pas suspensif, l'intéressé devra impérativement se conformer aux dispositions du présent arrêté.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 17 avril 2019

Martine VASSAL

DÉCISIONS



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/211/D

Délégation spéciale de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Mission Métropolitaine à Tanger Casablanca (Maroc) du 7 au 10 avril 2019 - Autorisation de mandats spéciaux

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 085-567/16/CM du Conseil de la Métropole en date du 30 juin 2016 relative au remboursement des frais de mission des élus métropolitains – Remboursement des frais de déplacement des membres du Bureau ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 donne compétence à la Présidente de la Métropole pour décider les voyages et missions des conseillers métropolitains à l'étranger, dans la limite de 100 000 euros par an ;
- Qu'une mission à Tanger et à Casablanca au Maroc est décidée pour affirmer le partenariat économique de la Métropole avec le Maroc et au-delà, le positionnement d'Aix-Marseille-Provence comme « la Métropole euro-méditerranéenne ». ; le Maghreb et l'Afrique étant des zones stratégiques du positionnement international de la Métropole dans l'Agenda du développement économique ;

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Mars 2019

DECIDE

Article 1 :

Les dates de la mission métropolitaine à Tanger Casablanca (Maroc) sont fixées du 7 au 10 avril 2019.

Article 2 :

La composition de la délégation politique, se déplaçant et agissant sous mandats spéciaux, est la suivante :

- la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Madame Martine Vassal, et 5 conseillers métropolitains, à savoir :

Monsieur Richard Mallié, Vice-Président délégué aux affaires internationales et européennes ;

Monsieur Patrick Boré, Vice-Président délégué aux ports et aux infrastructures portuaires ;

Monsieur Martial Alvarez, Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué à l'Emploi, à l'Insertion et à l'Économie sociale et solidaire ;

Madame Béatrice Aliphat, Membre du bureau de la Métropole déléguée à l'Industrie et aux Réseaux d'énergie et Conseillère du Territoire du Pays de Martigues

Madame Laure-Agnès Caradec, Conseillère de la Métropole, Vice-présidente du Territoire de Marseille Provence ;

Article 3 :

La délégation politique visée à l'article 2 agit dans le cadre des mandats spéciaux. En conséquence, la délibération n° FAG 085-567/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative au remboursement des frais de mission des élus métropolitains ne leur est pas applicable.

Article 4 :

Toutes les dépenses engagées, sur le territoire national et à l'étranger, pour assurer le déplacement de Mesdames Martine Vassal, Laure-Agnès Caradec, Béatrice Aliphat et de Messieurs Richard Mallié, Patrick Boré, Martial Alvarez, lors de l'exécution de ces mandats spéciaux seront prises en charge directement par la Métropole Aix-Marseille-Provence par le biais d'un marché public.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 mars 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Mars 2019

Convention d'occupation temporaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'un terrain appartenant à SNCF Mobilités.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence .

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite réaménager le parking de la gare de Cassis situé sur une parcelle de terrain de 2504 m² environ à SNCF Mobilités située avenue de la gare à Cassis et cadastrée n°77 sous la section AN au lieu-dit Le Bregadan ;
- Que pour cela il est nécessaire de conclure une convention d'occupation temporaire avec SNCF Mobilités.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention d'occupation temporaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec SNCF Mobilités, relative à une emprise de 2504 m² environ sur la parcelle de terrain cadastrée n°77 sous la section AN et située avenue de la gare à Cassis, pour la réalisation de travaux de réaménagement du parking de la gare de Cassis.

Cette convention est conclue pour une durée de 10 ans à compter de la date de réalisation de l'état des lieux.

Article 2 :

En raison de la situation particulière de cet aménagement, la Métropole est exonérée de manière exceptionnelle du paiement de la redevance, ainsi que des impôts et taxes.

La Métropole s'acquittera d'un montant forfaitaire de 1 000 euros HT pour les frais d'acte et de constitution du dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires au règlement des dépenses correspondantes sont inscrits au budget Transport de la Métropole, sous-politique C350, nature, fonction 851, chapitre 2010101600.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 avril 2019

Martine VASSAL

**CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC
FERROVIAIRE NON CONSTITUTIVE DE DROITS REELS POUR
L'EXPLOITATION D'UN TERRAIN EN GARE DE MARSEILLE CASSIS**

ENTRE :

SNCF Mobilités (ex SNCF), Etablissement Public à caractère industriel et commercial, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de BOBIGNY, sous le numéro B 552 049 447, dont le siège est sis au 9 rue Jean-Philippe Rameau - Saint Denis (93200), représenté par Monsieur Thierry JACQUINOD, directeur de l'Agence Gares Grand Sud, de Gares & Connexions, sise au 4 rue Léon Gozlan – CS 70014 Marseille Cedex 03 13331, dûment habilité à cet effet

Ci-après dénommée « **GARES & CONNEXIONS** »,

ET :

La Métropole Aix-Marseille Provence dont les bureaux sont sis 58 boulevard Charles Livon à Marseille (13007), représentée par sa Présidente, Madame Martine VASSAL, agissant en vertu de la délibération FA 001-4256 /18 CM en date du 20 septembre 2018, jointe aux présentes.

Ci-après dénommée « **L'OCCUPANT** »,

GARES & CONNEXIONS et L'OCCUPANT étant désignés individuellement par « la Partie » et ensemble par « les Parties ».



IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT

Les conditions de stationnement en gare de CASSIS sont particulièrement dégradées. La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite aménager un parc de stationnement gratuit en surface d'une capacité d'environ 90 places.

Le foncier concerné est pour partie propriété SNCF RESEAU et pour l'autre partie SNCF MOBILITES, en sa branche gestionnaire des gares de voyageurs, Gares & Connexions.

La partie appartenant à Gares & Connexions comportait un bâtiment désaffecté et un quai de déchargement contigu qui a été démoli par GARES & CONNEXIONS afin de gagner de l'espace de stationnement. Cette démolition a été portée par la Métropole par le biais d'une convention de financement.

GARES & CONNEXIONS et l'Occupant se sont rapprochés en vue de conclure la présente Convention (ci-après désignée « la Convention ») aux fins de mise à disposition d'un espace en gare de Cassis. GARES & CONNEXIONS et SNCF RESEAU se sont également rapprochées aux fins d'harmoniser les 2 conventions d'occupation temporaire.

La présente Convention n'est pas soumise aux obligations de publicité et de mise en concurrence prévues par l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017 puisqu'elle ne permet pas l'exercice d'une exploitation économique.

Compte tenu de ces conditions particulières, Gares & Connexions consent à mettre à disposition de la Métropole le Bien à titre gratuit.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 – DESIGNATION ET ETAT DES LIEUX

GARES & CONNEXIONS autorise l'OCCUPANT à occuper un Bien à usage de parc de stationnement gratuit de véhicules légers comprenant au sol d'une superficie totale de 2 504 m² environ, situé en gare de Cassis (ci-après désigné « **le Bien** »), repris en bleu sur teinte rose sur les plans joints en **Annexe 1**.

Il est repris au cadastre de la commune de Cassis (13260) sous le n° 77 de la Section AN, lieu-dit le Bregadan.

Un diagnostic d'études de sol a été établi à la demande de SNCF RESEAU (Annexe 2) pour l'ensemble du périmètre SNCF (GARES & CONNEXIONS ET SNCF RESEAU). Il contient des informations sur l'état environnemental du sol et du sous-sol du terrain.

L'OCCUPANT déclare avoir parfaite connaissance du contenu dudit diagnostic pour en avoir reçu une copie dès avant les présentes.

Une copie dudit diagnostic, dont l'OCCUPANT accepte les conclusions et les recommandations, est annexée aux présentes (**Annexe 2**).

L'OCCUPANT reconnaît avoir été en mesure, tant par lui-même qu'avec le concours de ses propres conseils, d'étudier les éléments contenus dans ledit diagnostic, de procéder à la visite du terrain et d'apprécier ainsi la situation environnementale du sol et du sous-sol du terrain.

En outre, l'OCCUPANT reconnaît que GARES & CONNEXIONS lui a fourni des informations suffisantes sur ladite situation environnementale du sol et du sous-sol du terrain.

En conséquence, l'OCCUPANT s'engage irrévocablement à faire son affaire personnelle, sans recours contre GARES & CONNEXIONS, des contraintes et des conséquences de tous ordres, notamment financières, techniques et juridiques, savoir :

- de la situation environnementale du sol et du sous-sol du terrain,
- d'une éventuelle pollution révélée postérieurement à la signature des présentes mais ne figurant pas dans le diagnostic sus visé ;
- de la découverte ultérieure de pollutions du sol, du sous-sol qui, provenant de terrains voisins, seraient inconnues à ce jour.

A titre général, l'OCCUPANT reconnaît être suffisamment averti et informé par GARES & CONNEXIONS de la situation environnementale du sous-sol et du sol du terrain et déclare cette situation environnementale compatible avec l'activité autorisée. En conséquence, il renonce à tous recours ou actions à l'encontre de GARES & CONNEXIONS à ce titre.

Un état des lieux du Bien (**Annexe 3**) est dressé contradictoirement entre l'OCCUPANT et GARES & CONNEXIONS ou son représentant, à la date de la mise à disposition du Bien. L'OCCUPANT prend le Bien dans l'état où il se trouve au moment de son entrée en jouissance, sans pouvoir exiger, de la part de GARES & CONNEXIONS, des travaux de quelque nature que ce soit, y compris de mise en conformité technique, même s'il y a vétusté.

Ainsi, l'OCCUPANT, qui connaît le Bien pour l'avoir visité, fait son affaire personnelle de sa compatibilité au regard des contraintes techniques induites par son régime d'activité, le tout sans recours contre GARES & CONNEXIONS de quelque nature que ce soit.

L'OCCUPANT fait son affaire personnelle de toute différence éventuelle de superficie du Bien par rapport à la superficie mentionnée au ci-avant, sans recours contre GARES & CONNEXIONS.

L'OCCUPANT fait son affaire personnelle, à ses frais, des raccordements, abonnements et installations de conduites à l'intérieur du Bien à usage de zone d'installation de chantier. Il est ici précisé que les fluides en attente sont amenés en limite du Bien.

Conformément aux articles L. 541-1 et suivants du Code de l'environnement, les Parties conviennent de ce qui suit :

1° Afin que le propriétaire, GARES & CONNEXIONS, ne puisse pas être recherché en raison de dommages de quelque nature que ce soit, l'OCCUPANT prendra à sa charge exclusive le traitement et l'élimination des déchets se trouvant sur le Bien.

2° A raison des présentes, l'OCCUPANT sera considéré comme détenteur des déchets dont s'agit au sens des articles L. 511-1 et L. 541-1-1 du Code de l'environnement. Par suite, il ne pourra pas exercer de recours contre GARES & CONNEXIONS et contre leurs préposés et s'engage irrévocablement à ce que ceux-ci ne soient jamais inquiétés dans l'hypothèse où un litige viendrait à naître postérieurement à ce jour avec des tiers ou avec l'administration.

3° L'OCCUPANT devra assumer toutes les prescriptions qui pourraient être imposées, en application des textes législatifs ou réglementaires ou par suite de décisions administratives ou juridictionnelles et ce, même si elles sont occasionnées par des faits ou événements inhérents au Bien. En outre, l'OCCUPANT s'engage irrévocablement à en supporter toutes les conséquences financières.

4° Les dispositions ci-dessus ne sauraient être considérées comme un abandon de déchets au sens de l'article L. 541-3 du Code de l'environnement.

Renseignements GARES & CONNEXIONS :

- Unité Topographique : 005702 A
- Terrain n° 017 pour environ 481 m²
- Partie du Terrain n° 016 de 2 023 m² environ.

Il est précisé que les renseignements GARES & CONNEXIONS sont des documents à usage interne donnés à titre d'information. Il est expressément convenu entre les parties que les éventuelles surfaces ou cotes y figurant sont sans valeur contractuelle.

ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels sont les suivants :

1- La présente convention qui fixe les conditions d'occupation du Bien 2- Les annexes à la présente convention.

En cas de contradiction entre les différents documents, celui qui aura le numéro d'ordre le moins élevé prévaudra.

ARTICLE 3 – ACCES AU BIEN

Dans l'hypothèse où un itinéraire d'accès particulier serait imposé par GARES & CONNEXIONS, lors de la signature de la présente, pour emprunter les emprises ferroviaires et accéder au Bien, l'OCCUPANT devra le respecter et ne pourra exiger de la part de GARES & CONNEXIONS des travaux de quelque nature que ce soit sur ce dernier.

L'OCCUPANT devra veiller à ce que son personnel et toute personne se rendant sur le Bien aient connaissance et observent strictement l'itinéraire imposé et les consignes particulières de sécurité, ainsi que la réglementation en vigueur concernant la circulation et le stationnement dans les emprises de GARES & CONNEXIONS.

Dans l'hypothèse où, en cours d'exécution de la présente convention, un itinéraire d'accès particulier serait imposé par GARES & CONNEXIONS, lequel serait de nature à modifier les accès du Bien existants, les parties se réuniront pour définir ensemble les conditions relatives à l'aménagement de ce nouvel itinéraire.

CONDITIONS GENERALES DE L'OCCUPATION

ARTICLE 4 – CADRE JURIDIQUE DE L'OCCUPATION

Le Bien sus désigné dépend du domaine public ferroviaire de SNCF Mobilités (Ex SNCF), Etablissement Public Industriel et Commercial pour lui avoir été remis en dotation par l'Etat au 1^{er} janvier 1983 en vertu de la Loi d'Orientation des Transports Intérieurs du 30 décembre 1982, publiée au Journal Officiel du 31 décembre 1982.

La présente autorisation d'occupation du domaine public ferroviaire de GARES & CONNEXIONS est consentie en application de l'article L. 2141-13 du Code des transports créé par l'ordonnance n° 2010-1307 du 28 octobre 2010 prise sur le fondement de l'article 92 de la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et d'allègement des procédures, et modifié par la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire.

Conformément aux dispositions des articles L. 2122-6 et suivants du Code général de la propriété des personnes publiques, la présente autorisation d'occupation temporaire du domaine public ferroviaire n'est pas constitutive de droits réels.

L'autorisation accordée par GARES & CONNEXIONS dans la présente convention est précaire et révocable et ne saurait relever de la législation de droit commun ; en particulier les dispositions légales relatives aux baux commerciaux ou ruraux ne sont pas applicables.

Ce titre ne confère à l'OCCUPANT ni la propriété commerciale, ni la qualité de concessionnaire de service public.

ARTICLE 5 – OBSERVATION DES LOIS ET REGLEMENTS

L'OCCUPANT est tenu de se conformer aux lois et règlements en vigueur, notamment ceux concernant la police et la sécurité des chemins de fer ; la circulation et le stationnement des véhicules dans les emprises de GARES & CONNEXIONS, l'urbanisme et la construction, les installations classées pour la protection de l'environnement, la police des déchets, la sécurité et la santé des travailleurs.

L'OCCUPANT fait son affaire personnelle et à ses frais de l'obtention de toutes les autorisations nécessaires à l'exercice de son activité et ce sans recours contre GARES & CONNEXIONS, cette dernière étant dégagée de toute obligation de garantie à raison du refus de ces autorisations ou des conditions auxquelles elles sont subordonnées. L'OCCUPANT s'oblige au titre de son activité à remplir toutes formalités administrative ou de police nécessaires et à satisfaire à toutes modifications imposées par les autorités administratives.

A la demande de l'OCCUPANT, GARES & CONNEXIONS s'engage à fournir à ce dernier tous les documents en sa possession nécessaires à l'obtention desdites autorisations.

L'OCCUPANT fait son affaire personnelle de la souscription des abonnements (eau, électricité, téléphone, etc.) nécessaires.

ARTICLE 6 – INTUITU PERSONAE

La présente convention d'occupation est accordée personnellement à l'OCCUPANT ; elle ne peut être cédée ou transférée sous quelque forme que ce soit à un tiers. Toute sous-occupation totale ou partielle du Bien est interdite.

ARTICLE 7 – CESSION DE LA CONVENTION

L'OCCUPANT n'est pas autorisé à céder la présente convention, sauf en cas d'accord écrit de GARES & CONNEXIONS.

Cette interdiction constitue une condition essentielle et déterminante de l'engagement de GARES & CONNEXIONS.

Toute infraction à cette interdiction de cession sans accord de GARES & CONNEXIONS, entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention.

ARTICLE 8 – UTILISATION DES LIEUX

L'OCCUPANT est autorisé à utiliser le Bien à usage d'un parc de stationnement gratuit de véhicules légers, comprenant un arrêt de bus et une place taxi. L'OCCUPANT ne peut donner au Bien aucune autre utilisation que celle définie au présent article.

Il est autorisé à adapter les espaces verts pour la réalisation du projet.

Aucun changement de destination du Bien ou réalisation d'ouvrages ne pourra intervenir sans l'accord préalable et écrit de GARES & CONNEXIONS.

La réalisation d'ouvrages, de constructions ou d'installations de caractère immobilier sans l'accord préalable et écrit de GARES & CONNEXIONS entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention et GARES & CONNEXIONS pourra demander leur démolition, enlèvement ou démontage immédiats aux frais, risques et périls de l'OCCUPANT.

ARTICLE 9 – DUREE ET DATE D'EFFET

La présente convention prend effet à compter de la prise de possession du Bien par l'Occupant, matérialisée par un état des lieux qui est joint en Annexe 3.

Elle est consentie pour une durée de 10 ans ferme à compter de sa prise d'effet. Au terme de sa durée, la présente convention ne pourra, en aucun cas, faire l'objet d'une prorogation par tacite reconduction. A son échéance et sans qu'il soit besoin que GARES & CONNEXIONS en informe l'OCCUPANT par écrit ou par acte extrajudiciaire, le Contrat prendra fin automatiquement.

DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 10 – REDEVANCE

Comme indiqué précédemment dans le préambule, la situation particulière de ce dossier induit un traitement exceptionnel et dérogatoire, aussi, l'OCCUPANT est exonéré du paiement de la redevance.

La destination du terrain à usage de pôle d'échange multimodal comprenant du stationnement automobile gratuit répond aux critères d'exceptions de l'article L 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques qui permet de conclure une Autorisation d'Occupation Temporaire à titre gratuit. Le pôle d'échange multimodal est un "ouvrage intéressant un service public qui bénéficie gratuitement à tous" (1° de l'article précité).

Si les Parties, après accord décident de convenir d'une nouvelle convention à l'échéance de celle-ci ou avant l'échéance de celle-ci si le stationnement devait devenir payant, la gratuité ne pourra pas être reconduite.

ARTICLE 11 – DEPOT DE GARANTIE

L'OCCUPANT est dispensé du versement d'un dépôt de garantie.

ARTICLE 12 – CHARGES SUPPLEMENTAIRES

12. 1 - Prestations et fournitures

En phase travaux comme pendant toute l'exploitation, les dépenses de raccordement aux réseaux publics, la location des compteurs, les consommations d'eau, d'électricité, de gaz, les dépenses d'enlèvement des ordures ménagères, le cas échéant les dépenses de nettoyage du Bien, les dépenses d'entretien de ses installations techniques etc... sont acquittées directement par l'OCCUPANT auprès des administrations ou services concernés, de même que toute autre prestation dont il serait bénéficiaire au titre du Bien mis à disposition.

Les éventuelles dépenses liées au raccordement aux réseaux SNCF Mobilités quels qu'ils soient, qui auraient été supportées par cette dernière, seront intégralement mis à la charge de l'OCCUPANT qui accepte d'ores et déjà le principe de leur refacturation, conformément au devis réalisé par GARES & CONNEXIONS.

12.2 - Impôts et taxes

L'OCCUPANT est exonéré du paiement d'impôts et de taxes.

12.3 – Frais de dossier

Un forfait de **mille euros Hors Taxes (1000 € HT)** sera facturé de façon à couvrir les frais d'acte et de constitution de dossier.

ARTICLE 13 – TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Les sommes facturées par GARES & CONNEXIONS, au titre de l'autorisation d'occupation, sont soumises à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au taux en vigueur.

AMENAGEMENT ET ENTRETIEN DU BIEN

ARTICLE 14 – MODALITES DE REALISATION DES TRAVAUX A LA CHARGE DE L'OCCUPANT

A toutes fins utiles, il est rappelé que l'OCCUPANT ne sera titulaire d'aucun droits réels sur les travaux, ouvrages et/ou installations qu'il réaliserait dans le cadre de la présente convention.

L'Occupant est autorisé à réaliser, à ses frais, sur l'emplacement occupé, les aménagements suivants :

- Aménagement d'environ 90 places de stationnement voitures (dont 3 places pour PMR et 1 taxi), d'une dizaine de places de stationnement vélos, d'une dizaine de places de stationnement deux-roues motorisées ;

- Cheminements piétons ;
- Mise en valeur du parvis de la gare avec conservation des soubassements et marches en pierre de Cassis
- Mise en place d'un éclairage public du parking avec passage de fourreaux et création des réservations nécessaires
- Raccordement au réseau d'eaux pluviales existant ;
- Arrêt de bus accessible aux PMR.

L'Occupant s'oblige à réaliser ces aménagements dans un délai de six (6) mois à compter de la date d'effet de la convention. Ils sont repris sur le plan joint en Annexe 5.

A tout moment, le gestionnaire peut vérifier la nature et la consistance des aménagements réalisés.

L'OCCUPANT doit l'informer de l'achèvement de ces derniers.

L'OCCUPANT s'engage à maintenir les accès aux biens de Gares & Connexions pendant la phase de réalisation des travaux ainsi qu'au terme de ceux-ci.

L'OCCUPANT s'engage, au terme de la durée de la présente convention d'occupation, à remettre à Gares & Connexions l'ensemble des ouvrages et aménagements réalisés et parfaitement entretenus.

ARTICLE 15 – ENTRETIEN, MAINTENANCE, REPARATIONS, PREVENTION

Pendant toute la durée de la présente, l'OCCUPANT prend à sa charge tous les travaux d'entretien, de maintenance et de réparation, portant sur le Bien mis à disposition, quelles qu'en soient leur nature et leur importance, à l'exception des grosses réparations définies à l'article 606 du Code civil et des vices de construction décelés comme tel par un homme de l'Art.

En ce qui concerne les ouvrages, constructions et installations réalisés par l'OCCUPANT, ce dernier prend à sa charge tous les travaux d'entretien, de maintenance et de réparation, quelles qu'en soient leur nature et leur importance y compris les grosses réparations définies à l'article 606 du code civil et les vices de construction, pendant toute la durée de la présente. Il procédera au remplacement de tous les appareils et installations techniques qui ne pourraient être réparés même par suite d'usure ou de vétusté.

Les parties conviennent que l'OCCUPANT est réputé propriétaire des ouvrages, constructions et installations autorisés conformément à l'article 14 « Modalités de réalisation des travaux à la charge de l'Occupant » sur le bien occupé et s'engage à en prendre l'entière responsabilité au titre des obligations du propriétaire, tant en termes d'entretien, de réparation, que de mises aux normes qui s'avèreraient nécessaires à son exploitation.

L'OCCUPANT, préalablement informé par GARES & CONNEXIONS, s'engage à laisser pénétrer les agents de SNCF Mobilités sur l'emplacement occupé, y compris dans les ouvrages et installations réalisés par lui, pour :

- S'assurer des mesures prises pour la prévention des incendies et du bon état des appareils d'extinction installés par l'OCCUPANT et à ses frais, tant en application de la réglementation en vigueur qu'à la demande de GARES & CONNEXIONS.
- S'assurer de l'état d'entretien des installations ; GARES & CONNEXIONS peut obliger l'OCCUPANT à effectuer aux frais de ce dernier les travaux d'entretien ou de réparations nécessaires à la bonne conservation des installations réalisées par

L'OCCUPANT dans la limite des travaux qui lui incombent, y compris ceux rendus nécessaires à la suite d'un cas fortuit ou de force majeure.

- Réaliser des interventions de contrôle ou de maintenance sur les installations techniques aux frais de GARES & CONNEXIONS : équipements et réseaux, qui se situent dans les emprises concédées à l'OCCUPANT et qui servent éventuellement au fonctionnement, à l'exploitation et/ou à la sécurité de la gare et de ses divers services. Préalablement informé par GARES & CONNEXIONS, l'OCCUPANT devra prendre les dispositions nécessaires pour permettre l'accès des agents SNCF Mobilités aux installations techniques. Ces troubles temporaires de jouissance des espaces occupés seront traités tels que précisé dans l'article 18 « Troubles de jouissance » ci-après.

ARTICLE 16 – PREVENTION DE LA POLLUTION

L'OCCUPANT prend toutes mesures utiles pour que l'exercice de l'Activité autorisée ainsi que l'entretien, les réparations et les travaux qu'il serait amené à faire au cours de l'exécution de la présente convention, ne génèrent pas de pollution affectant le Bien et le cas échéant les milieux environnants et pour qu'il permette de garantir la protection de l'environnement, et notamment les intérêts spécifiquement mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'OCCUPANT s'engage, par ailleurs, à se conformer à toutes mesures prescrites par la loi et les règlements ainsi qu'à tout acte administratif de quelque nature qu'il soit (injonction, mise en demeure, arrêté etc.) émanant des autorités compétentes tendant à assurer la préservation du Bien et des milieux environnants, la protection de l'environnement, et notamment les intérêts spécifiquement mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 17 - MESURES A PRENDRE EN CAS DE POLLUTION

L'OCCUPANT prend, en outre, les mesures nécessaires pour remédier à toute pollution résultant de son activité, qui affecterait le Bien et le cas échéant les milieux environnants.

Au regard des considérations qui précèdent, l'OCCUPANT accepte, sans que GARES & CONNEXIONS ne puisse être inquiétée ou recherchée à cet égard, d'assumer seul la responsabilité d'une éventuelle pollution en lien avec son Activité autorisée.

Article 17.1 - Investigations et travaux prescrits par GARES & CONNEXIONS

L'OCCUPANT s'engage, par voie de conséquence, et sans préjudice de ses obligations de remise en état des lieux prévues à l'article « Libération » des présentes :

- à réaliser, le cas échéant, les investigations nécessaires en cas de pollution pendant l'occupation ;
- et à y remédier dans les délais requis.

Article 17.1.1 - Investigations à réaliser en cas de pollution

En cas de pollution pendant l'occupation, l'OCCUPANT s'engage, après avoir immédiatement informé GARES & CONNEXIONS de sa découverte, à réaliser les mesures immédiates conservatoires qui s'imposent pour limiter dans l'urgence les conséquences de cette pollution et à désigner à ses frais un bureau d'études spécialisé en matière environnementale, dont la mission consistera à réaliser un diagnostic environnemental, conforme aux règles de l'art ou recommandations ministérielles en la matière, afin de déterminer la nature, l'étendue de la pollution, son origine et ses causes, à analyser ses conséquences (en termes d'impact sanitaire et environnemental) et à identifier les moyens à mettre en œuvre pour y remédier.

Pour que ce diagnostic environnemental soit considéré comme opposable à GARES & CONNEXIONS, cette dernière valide :

- le choix du bureau d'études,
- le cahier des charges de la mission confiée au bureau d'études,
- le contenu du diagnostic environnemental.

Une fois le diagnostic environnemental du bureau d'études établi, l'OCCUPANT en adresse, sans délai, une copie à GARES & CONNEXIONS pour information et observations.

Article 17.1.2 - Travaux nécessaires afin de remédier à la pollution

L'OCCUPANT s'engage alors à exécuter, outre les éventuelles mesures immédiates conservatoires, tous les travaux nécessaires afin de remédier à la pollution et à ses éventuelles conséquences sur les milieux environnants.

En tout état de cause, les mesures mises en œuvre pour remédier à la pollution devront être effectuées sous le contrôle obligatoire d'un bureau d'études spécialisé en matière environnementale.

Ce bureau d'études aura pour rôle d'attester, en fin de travaux, la bonne réalisation des mesures préconisées dans le rapport d'investigations précité. Il aura également pour charge, le cas échéant, de prescrire des travaux complémentaires et d'en surveiller la correcte réalisation.

Une copie du rapport final et des pièces justificatives d'élimination sera communiquée, sans délai, par l'OCCUPANT à GARES & CONNEXIONS.

En tant que de besoin, GARES & CONNEXIONS, que l'OCCUPANT devra régulièrement tenir informée de l'évolution des travaux, se réserve la possibilité de diligenter, à tout moment, un bureau d'études pour contrôler les travaux réalisés par l'OCCUPANT. Faute pour l'OCCUPANT de remédier à la pollution affectant le Bien, GARES & CONNEXIONS se réserve le droit de saisir le juge des référés afin qu'il ordonne à l'OCCUPANT de procéder aux travaux de dépollution qui s'imposent en vue de préserver l'intégrité du domaine public ferroviaire.

Les investigations et travaux visés ci-dessus, sont réalisés par l'OCCUPANT sous sa propre responsabilité et à ses frais exclusifs, sans préjudice des prescriptions visées à l'article 17.2 « Prescriptions imposées par l'administration » ci-après qui pourraient, le cas échéant, être imposées par l'administration puis par GARES & CONNEXIONS.

Article 17.2 - Prescriptions imposées par l'administration

Article 17.2.1 - Investigations et travaux prescrits par les autorités compétentes

Si la pollution décelée en cours d'occupation fait l'objet de prescriptions prises à l'encontre de l'OCCUPANT par le préfet dans le cadre de ses pouvoirs de police en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement, ou par toute autre autorité dans le cadre d'autres polices, l'OCCUPANT devra s'y conformer et tenir GARES & CONNEXIONS parfaitement informée au fur et à mesure des éventuelles demandes, avis et décisions des autorités compétentes et des éventuelles négociations en cours avec ces mêmes autorités ou avec des tiers. Sur ce dernier point, l'OCCUPANT sera seul en charge de mener de telles négociations à bien. Il devra toutefois tenir GARES & CONNEXIONS parfaitement et intégralement informée du déroulement desdites négociations et procédures et, à la demande éventuelle de GARES & CONNEXIONS, l'y associer. Il devra, plus largement, transmettre à GARES & CONNEXIONS une copie de tous les courriers éventuels qu'il serait amené à adresser aux autorités compétentes ou à recevoir d'elles.

Article 17.2.2 - Prescriptions supplétives et/ou complémentaires de GARES & CONNEXIONS

GARES & CONNEXIONS, en sa qualité de propriétaire et indépendamment des prescriptions des autorités compétentes qui pourront être imposées à l'OCCUPANT, pourra exiger de ce dernier des mesures supplétives et/ou complémentaires dans le cas où les travaux imposés par les autorités compétentes ne suffiraient pas, au regard de la

pollution qui a été décelée, à remettre le Bien dans l'état où il se trouvait au moment de la prise d'effet de la présente convention. En cas de défaillance ou de refus de l'OCCUPANT d'exécuter ces mesures supplétives et/ou complémentaires, GARES & CONNEXIONS se réserve le droit de saisir le juge compétent afin qu'il ordonne à l'OCCUPANT d'y procéder.

ARTICLE 18 – TROUBLES DE JOUISSANCE

L'OCCUPANT devra supporter, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité autre que ce qui est prévu ci-après, la gêne résultant de la présence et de l'exploitation du chemin de fer ainsi que les travaux réalisés à l'intérieur et à l'extérieur de l'emplacement rendus nécessaires par l'intérêt général, les besoins de GARES & CONNEXIONS ou la sécurité publique, quelle qu'en soit la durée.

Toutefois, GARES & CONNEXIONS s'engage à réaliser les travaux visés ci-dessus de manière à limiter au minimum l'impact de ceux-ci sur la bonne exploitation du Bien.

A cette fin, GARES & CONNEXIONS et l'OCCUPANT se concerteront, préalablement au commencement des travaux susceptibles d'avoir un impact sur la bonne exploitation du Bien, de manière à limiter la gêne occasionnée par lesdits travaux.

RESPONSABILITE, ASSURANCES

ARTICLE 19 – RESPONSABILITE

Article 19.1 - Tout accident ou dommage quelconque, provoqué par l'inobservation des prescriptions légales et réglementaires par l'OCCUPANT, notamment celles explicitement visées dans la présente convention, entraîne la responsabilité de l'OCCUPANT qui renonce, par suite, à tout recours contre GARES & CONNEXIONS, ses agents et s'engage à les indemniser ainsi qu'à les garantir contre toute action qui pourrait être exercée contre eux.

Article 19.2 - L'OCCUPANT supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés uniquement du fait de l'occupation au titre des présentes :

- aux biens mis à sa disposition ainsi qu'aux ouvrages et installations qu'il a réalisés sur lesquels il ne peut pas se prévaloir de droits réels,
- à lui-même, à ses propres biens, aux biens dont il est détenteur à un titre quelconque, ainsi qu'à ses préposés,
- aux biens et à la personne des tiers,
- à GARES & CONNEXIONS et à ses préposés, étant précisé que GARES & CONNEXIONS cooccupante et voisine, a la qualité de tiers.

En conséquence, l'OCCUPANT renonce à tout recours, sauf cas de malveillance, contre GARES & CONNEXIONS, ses agents et s'engage à les garantir contre toute action ou réclamation exercée à leur encontre et à les indemniser du préjudice subi par eux.

Ces dispositions trouvent application pour les dommages pouvant survenir du fait ou à l'occasion de l'exécution de l'autorisation d'occupation y compris pour ceux résultant des

travaux de quelque nature que ce soit réalisés par l'OCCUPANT du fait de l'occupation concernée.

Article 19.3 - La responsabilité des parties est déterminée suivant les règles du droit commun pour les dommages provenant d'incendies ou d'explosions se produisant en dehors :

- des terrains, des bâtiments ou parties de bâtiments mis à disposition,
- des ouvrages, constructions et installations réalisés par l'OCCUPANT.

Article 19.4 - Pour les désordres relevant de la garantie décennale affectant les ouvrages, constructions et installations sur lesquels l'OCCUPANT ne peut se prévaloir de droit réel, GARES & CONNEXIONS exercera, en informant l'OCCUPANT, les réclamations et actions en garantie nécessaires contre les constructeurs.

ARTICLE 20 – ASSURANCES

Article 20.1 - Assurance des risques de construction

Au cas où l'OCCUPANT serait autorisé à réaliser des travaux, ce dernier sera tenu de souscrire :

- une police de « responsabilité civile » destinée à couvrir les dommages occasionnés par son activité de maîtrise d'ouvrage, aux tiers, y compris SNCF Mobilités, du fait ou à l'occasion de la réalisation des ouvrages, constructions et installations sur l'emplacement mis à disposition. Cette police devra reproduire les clauses de renonciation à recours, de garantie et d'indemnisation prévues à l'article 19 « responsabilité » ci-dessus, l'assureur de l'OCCUPANT devant déclarer expressément se substituer à son assuré pour l'exécution de ces clauses particulières.

L'OCCUPANT s'engage par ailleurs à souscrire les éventuelles polices d'assurance légalement obligatoires.

Article 20.2 - Assurance des risques de voisinage

L'OCCUPANT est tenu de garantir, à concurrence d'une somme minimale de **sept-cent-cinquante-mille (750 000€) euros** qui ne saurait en aucun cas constituer une limite de responsabilité, les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il encourt vis-à-vis de GARES & CONNEXIONS cooccupante et voisine, à raison des dommages d'incendie, d'explosion et de dégâts des eaux ayant pris naissance sur l'emplacement mis à disposition.

Pour se garantir contre les risques mis ainsi à sa charge l'OCCUPANT doit étendre les garanties de la police d'assurance « chose » mentionnées ci-dessus pour le cas où l'incendie, l'explosion ou le dégât des eaux prendrait naissance dans les ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier sur lesquels l'OCCUPANT ne peut pas se prévaloir de droits réels ou dans les propres biens de l'OCCUPANT.

Article 20.3 - Communication des polices d'assurance

L'OCCUPANT doit communiquer à GARES & CONNEXIONS, les attestations d'assurance correspondantes aux polices qu'il est tenu de souscrire en application du présent article annuellement.

L'OCCUPANT doit également justifier du paiement régulier des primes afférentes aux polices susvisées.

ARTICLE 21 – OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT EN CAS DE SINISTRE

L'OCCUPANT doit :

- aviser GARES & CONNEXIONS, dans les **trois (3) jours** de sa survenance, de tout sinistre subi ou provoqué par les biens mis à sa disposition ou par les ouvrages, constructions et installations réalisés par l'OCCUPANT,
- faire dans les conditions et délais prévus par chaque police d'assurance, toutes déclarations aux compagnies d'assurances. GARES & CONNEXIONS donne d'ores et déjà à l'OCCUPANT mandat de faire les déclarations qui la concernent.

L'OCCUPANT doit également :

- faire le nécessaire afin d'obtenir des compagnies d'assurances le règlement des indemnités en faveur de SNCF Mobilités, pour les dommages subis par cette dernière,
- effectuer toutes démarches, accomplir toutes formalités, provoquer toutes expertises, y assister,
- en cas de difficultés, exercer toutes poursuites, contraintes et diligences.

L'OCCUPANT doit tenir régulièrement informée GARES & CONNEXIONS de toutes ses démarches et du suivi du règlement du sinistre.

Tous les droits, frais et honoraires quelconques, y compris les honoraires d'avocats, qui pourraient rester dus à raison de l'accomplissement des obligations mentionnées ci-dessus, sont à la charge de l'OCCUPANT.

ENVIRONNEMENT

ARTICLE 22 – INFORMATION ENVIRONNEMENTALE

Article 22.1 - Information sur l'état des risques et pollutions

Sur la base des informations contenues dans le dossier communal d'information et les documents de référence qui s'y rattachent, consultables en mairie ou en préfecture, GARES & CONNEXIONS déclare que, à la date de signature des présentes, le Bien se trouve situé dans une zone délimitée par arrêté préfectoral numéro IAL 13022-03 du 19 mai 2017, conformément aux dispositions des articles L 125-5 et R 125-23 à R 125-27 du code de l'environnement.

En conséquence, et afin d'assurer l'information dont elle est légalement redevable envers l'OCCUPANT, GARES & CONNEXIONS a établi un état des risques et pollutions en date du 19 décembre 2018, demeuré ci-joint et annexé aux présentes **(Annexe 4)**.

Article 22.2 - Information sur le zonage de sismicité

En application des dispositions du paragraphe I de l'article L 125-5 du code de l'environnement, GARES & CONNEXIONS déclare qu'à sa connaissance, à la date de signature des présentes, le Bien objet de la présente convention se trouve sur une commune située dans une zone de sismicité 2.

Article 22.3 – Information sur les sinistres ayant donné lieu au versement d'une indemnité au titre de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique

Par ailleurs, GARES & CONNEXIONS déclare que la commune dans laquelle est situé le Bien n'a fait l'objet d'aucun arrêté de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique suivants.

- Inondations, coulées de boue et glissements de terrain : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
13PREF19840002	16/08/1983	28/08/1983	15/02/1984	26/02/1984

- Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
13PREF20170002	04/03/2017	04/03/2017	25/07/2017	02/09/2017

- Inondations et coulées de boue : 9

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
13PREF19860010	26/08/1986	27/08/1986	11/12/1986	09/01/1987
13PREF19890003	05/10/1988	05/10/1988	20/04/1989	13/05/1989
13PREF19940044	05/01/1994	13/01/1994	06/06/1994	25/06/1994
13PREF19940063	04/11/1994	06/11/1994	21/11/1994	25/11/1994
13PREF19960021	26/08/1996	26/08/1996	01/10/1996	17/10/1996
13PREF19980018	07/09/1998	07/09/1998	29/12/1998	13/01/1999
13PREF20000004	19/09/1999	19/09/1999	28/01/2000	11/02/2000
13PREF20030035	01/12/2003	02/12/2003	12/12/2003	13/12/2003
13PREF20130012	20/05/2012	21/05/2012	11/07/2012	17/07/2012

- Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols : 2

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
13PREF20080069	01/01/2007	31/03/2007	07/08/2008	13/08/2008
13PREF20080070	01/07/2007	30/09/2007	07/08/2008	13/08/2008

- Tempête : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
13PREF19820023	06/11/1982	10/11/1982	18/11/1982	19/11/1982

Mais, compte tenu de son régime d'assurance, GARES & CONNEXIONS déclare que le Bien n'a, à sa connaissance, subi aucun sinistre ayant donné lieu à versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophe naturelle (article L. 125-2 du Code des assurances) ou technologique (article L. 128-2 du Code des assurances). Par suite de ces déclarations, l'Occupant reconnaît avoir été informé de l'état des risques naturels, miniers et technologiques auxquels se trouve exposé le Bien et en faire son affaire personnelle sans recours contre GARES & CONNEXIONS.

EXPIRATION OU RESILIATION

ARTICLE 23 – EXPIRATION DE LA CONVENTION

L'expiration de la présente convention, au terme de la durée prévue à l'article 9 « Durée et date d'effet » ci-dessus, n'ouvre aucun droit à indemnité au bénéfice de l'OCCUPANT ni au bénéfice de ses éventuels sous-occupants.

ARTICLE 24 – RESILIATION TOTALE OU PARTIELLE ANTICIPEE POUR MOTIF D'INTERET GENERAL OU FERROVIAIRE

Il est expressément convenu que, dans le cas où GARES & CONNEXIONS, pour tout motif d'intérêt général ou d'intérêt ferroviaire devrait interrompre l'occupation du Bien confié à l'OCCUPANT avant le terme prévu dans la convention, elle en informerait cette dernière **six (6) mois** à l'avance par lettre recommandée avec AR.

ARTICLE 25 - RESILIATION EN CAS DE SINISTRE

Si les autorités administratives refusent d'accorder les autorisations nécessaires à la remise en état des lieux ou à l'exploitation de l'activité prévue à l'article 8 « Utilisation des lieux », l'autorisation d'occupation est résiliée de plein droit.

ARTICLE 26 – RESILIATION POUR INOBSERVATION PAR L'OCCUPANT DE SES OBLIGATIONS

La convention est résiliée de plein droit à tout moment, en cas de défaut de paiement ou d'inexécution des autres obligations incombant à l'OCCUPANT sans qu'il soit besoin d'aucune formalité administrative, par GARES & CONNEXIONS, **un (1) mois** après sommation de payer ou après la mise en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'avoir à se conformer aux dites obligations, restée infructueuse.

ARTICLE 27 – CONSEQUENCES FINANCIERES DE LA RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de résiliation des présentes pour les motifs visés aux articles « Résiliation totale ou partielle anticipée pour motif d'intérêt général ou ferroviaire » ou « Résiliation en cas de sinistre », avant l'expiration d'une période annuelle contractuelle, les sommes éventuellement versées d'avance au titre de l'occupation par l'OCCUPANT lui sont remboursées s'il y a lieu, au prorata du temps qui reste à courir pour parvenir au terme de cette période.

Dans le cas d'une résiliation pour motif d'intérêt général ou ferroviaire, GARES & CONNEXIONS s'engage à verser à l'OCCUPANT une indemnité pour résiliation anticipée. Cette indemnité " **I** " est calculée selon la formule suivante :

$$I = M \times a / n \text{ avec}$$

" **M** " = le montant des dépenses de construction irrécupérables à prendre en compte pour le calcul de l'indemnité est arrêté contradictoirement entre les Parties par voie d'avenant, il est calculé sur la base du montant définitif des travaux à caractère immobilier visé à la présente convention ; il est également précisé que la valeur des ouvrages, constructions et installations qui auraient été supprimés à la date de la

résiliation de la présente convention serait déduite du montant à prendre en compte pour le calcul de l'indemnité,

" **a** " = nombre d'années entières entre la date de résiliation et la date d'expiration de la présente convention,

" **n** " = nombre d'années entières entre la date d'autorisation des travaux par GARES & CONNEXIONS et la date d'expiration de la présente convention.

Tout autre cas de résiliation avant l'expiration d'une période annuelle contractuelle entraîne l'exigibilité des sommes dues pour la période restant à courir pour parvenir au terme de la période annuelle.

Ces sommes resteront acquises à GARES & CONNEXIONS au titre de dommages et intérêts dans toutes les hypothèses de résiliation pour inobservation par l'OCCUPANT de ses obligations, sans préjudice de la possibilité, pour GARES & CONNEXIONS, de réclamer des dommages et intérêts complémentaires.

CESSATION DE LA CONVENTION

ARTICLE 28 – SORT DES OUVRAGES, CONSTRUCTIONS ET INSTALLATIONS REALISES PAR L'OCCUPANT

Conformément à l'article L 2122-9 du Code Général des Propriétés des Personnes Publiques, à l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation, l'OCCUPANT doit, à ses frais, risques et périls, démolir les ouvrages, constructions et installations qu'il a réalisés sur l'emplacement, à moins que GARES & CONNEXIONS, **deux (2) mois** avant cette date, l'informe de son intention de renoncer en tout ou en partie à leur démolition. Si GARES & CONNEXIONS renonce à leur démolition alors tout ou partie des ouvrages, constructions et installations réalisés par l'OCCUPANT deviennent de plein droit de la propriété de la SNCF Mobilités. Dans ce cas, l'OCCUPANT s'engage également à remettre à GARES & CONNEXIONS tout document et information nécessaires à l'exercice des recours non prescrits, notamment les plans des ouvrages et recollements.

Faute par l'OCCUPANT d'effectuer les démolitions prévues ci-dessus, GARES & CONNEXIONS peut procéder ou faire procéder, à ces démolitions et libérer l'emplacement aux frais de l'OCCUPANT. Bien entendu, si GARES & CONNEXIONS réalise elle-même ces travaux, elle pourrait disposer comme elle l'entend des matériaux résultant de la démolition.

ARTICLE 29 – LIBERATION

Sauf indication contraire de GARES & CONNEXIONS, à la date d'expiration ou de résiliation de l'autorisation, l'OCCUPANT est tenu d'évacuer les lieux occupés et de les restituer entièrement libérés de tous objets mobiliers et de toutes occupations.

Sous réserve de l'application de l'article 25 « Résiliation en cas de sinistre » ci-avant, l'OCCUPANT est tenu de restituer les lieux dans un état normal d'entretien et entièrement vide de toute sous occupation.

Un état des lieux est établi contradictoirement ; le cas échéant, GARES & CONNEXIONS procédera aux travaux de remise en l'état aux frais de l'OCCUPANT.

Si l'activité exercée par l'OCCUPANT relève de la législation sur les installations classées ou si GARES & CONNEXIONS constate, lors de l'état des lieux visé ci-avant, une souillure de l'emplacement, l'OCCUPANT devra faire exécuter par un bureau d'études spécialisé, une analyse du sol et du sous-sol de l'emplacement et des abords susceptibles d'avoir été pollués et en communiquer les résultats à GARES & CONNEXIONS.

Dans le cas où une pollution serait décelée du fait de l'activité de l'OCCUPANT, celui-ci s'engage à exécuter à ses frais, risques et périls tous les travaux nécessaires à la dépollution du sol et du sous-sol contaminés et à produire à GARES & CONNEXIONS un certificat de non pollution des lieux.

Pendant toute la durée d'indisponibilité de l'emplacement due à l'exécution des travaux de remise en état, l'OCCUPANT versera à GARES & CONNEXIONS une indemnité mensuelle équivalente au montant de la redevance mensuelle moyenne des douze derniers mois écoulés, sans préjudice des autres chefs d'indemnisation.

ARTICLE 30 – DROIT DE VISITE

GARES & CONNEXIONS a la possibilité de faire visiter les lieux à tout successeur éventuel pendant le délai de préavis, en prévenant l'OCCUPANT 48 heures à l'avance. Les visites pourront s'effectuer les jours ouvrables, dans une plage horaire comprise entre 9H00 et 11H00 et 14H00 et 18H00.

Le délai de préavis est fixé à **deux (2) mois** quel que soit le motif de fin de la présente convention.

PUBLICITE, PUBLICATION, JURIDICTION
--

ARTICLE 31 - PUBLICITE

L'OCCUPANT ne peut faire figurer à l'intérieur du périmètre du Bien à usage de zone d'installation de chantier que les indications se rapportant à la nature de l'activité exercée.

L'OCCUPANT est tenu de faire toutes déclarations fiscales nécessaires et de payer tous les droits et taxes auxquels pourront donner lieu les éléments publicitaires installés. GARES & CONNEXIONS se réserve le droit d'exiger la suppression de toute publicité qui ne serait pas conforme à ces dispositions.

ARTICLE 32 - COMMUNICATION

GARES & CONNEXIONS pourra citer le nom de l'OCCUPANT et celui-ci pourra faire état de l'occupation dans leurs documentations commerciales respectives. Chaque Partie prend avis préalable de l'autre Partie sur les actions de communication qu'elle envisage. Une Partie peut s'opposer à une action de communication qui s'avérerait contraire à ses intérêts.

ARTICLE 33 – FRAIS

Tous les frais, droits, taxes et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par l'OCCUPANT.

ARTICLE 34 - NOTIFICATIONS

Pour être valables, tous avis et autres notifications faits en application des présentes (y compris toutes notifications de résiliation) devront se faire par écrit et être transmis par courrier recommandé avec demande d'avis de réception, à l'attention des destinataires et aux adresses indiquées ci-dessous ou à toutes autres adresses indiquées conformément aux présentes dispositions :

Pour GARES & CONNEXIONS :

Monsieur Thierry JACQUINOD
Gares & Connexions Agence Grand Sud
4 rue Léon Gozlan - CS 70014 - 13231 MARSEILLE CEDEX 03

Pour LA METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE :

Madame Martine VASSAL

ARTICLE 35 - JURIDICTION ET DROIT APPLICABLE

La présente autorisation est soumise au droit français.

Toute contestation relative à son interprétation et à l'exécution de ses conditions sera portée devant le Tribunal Administratif de Marseille.

Fait à..... en double original, dont chacune des parties reconnaît avoir un exemplaire, sur 18 pages,

Le

**Pour l'OCCUPANT
Madame Martine VASSAL**

**Pour Gares & Connexions
Thierry JACQUINOD**

Liste des annexes

Annexe 1 : Plan du terrain

Annexe 2 : Diagnostic d'études de sol

Annexe 3 : Etat des lieux

Annexe 4 : Etat des risques et pollutions

Annexe 5 : Plan des aménagements

Annexe 6 : Avis technique N° 17-OE-069 en date du 30 novembre 2017 et N° 18-TX-043 en date du 01 octobre 2018

Convention d'occupation temporaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'un terrain appartenant à SNCF Réseau.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite réaménager le parking de la gare de Cassis situé sur une parcelle de terrain de 1500 m² environ à SNCF Réseau située avenue de la gare à Cassis et cadastrée n°77 sous la section AN au lieu-dit Le Bregadan ;
- Que pour cela il est nécessaire de conclure une convention d'occupation temporaire avec SNCF Réseau.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention d'occupation temporaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec SNCF Réseau, relative à une emprise de 1500 m² environ sur la parcelle de terrain cadastrée n°77 sous la section AN située avenue de la gare à Cassis, pour la réalisation de travaux de réaménagement du parking de la gare de Cassis.

Cette convention est conclue pour une durée de 10 ans à compter de la date de réalisation de l'état des lieux.

Article 2 :

En raison de la situation particulière de cet aménagement et des dépenses déjà effectuées par la Métropole au profit de SNCF Réseau, la Métropole est exonérée de manière exceptionnelle du paiement de la redevance, ainsi que des impôts et taxes.

La Métropole s'acquittera d'un montant forfaitaire de 1 000 euros HT pour les frais d'acte et de constitution du dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires au règlement des dépenses correspondantes sont inscrits au budget Transport de la Métropole, sous-politique C350, nature, fonction 851, chapitre 2010101600.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 avril 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2019



**OCCUPATION
D'IMMEUBLES BÂTIS OU NON BÂTIS
DÉPENDANT DU DOMAINE
PUBLIC DE SNCF RESEAU SANS
EXPLOITATION ECONOMIQUE**

NON CONSTITUTIVE DE DROITS RÉELS

CONDITIONS PARTICULIERES

(Edition du 5 octobre 2016)

**Dossier n°**

Département des
Bouches du Rhône
Commune de CASSIS

Ligne n°930000
de Marseille Saint
Charles
à Vintimille
PK 26+848

Gare de CASSIS

Occupant Métropole
d'Aix-Marseille Provence

**CONVENTION D'OCCUPATION
D'UN IMMEUBLE BÂTI OU NON BÂTI**

**DÉPENDANT DU DOMAINE PUBLIC
DE SNCF RESEAU SANS EXPLOITATION ECONOMIQUE**

NON CONSTITUTIVE DE DROITS RÉELS

Entre les soussignés,

SNCF Réseau ci-après dénommé « SNCF Réseau », établissement public national à caractère industriel et commercial, créé par la loi n°97-135 du 13 février 1997 inscrit au Registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le numéro 412 280 737, dont le siège est situé au 15-17 rue Jean-Philippe Rameau, Saint-Denis La Plaine (93418) représenté par SNCF, en application de la convention de gestion et de valorisation immobilière en date du 30 juillet 2015,

SNCF ci-après dénommé « SNCF Immobilier », établissement public national à caractère industriel et commercial, créé par la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire inscrit au Registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le numéro 808 332 670, dont le siège est situé à La Plaine Saint Denis (93200), 2 place aux Etoiles,

Et,

La Métropole Aix-Marseille Provence dont les bureaux sont sis 58 boulevard Charles Livon à Marseille (13007), représentée par sa Présidente, Madame Martine VASSAL, agissant en vertu de la délibération FAG 001-4256/18 CM en date du 20/09/2018 jointe aux présentes.

désigné (e) dans ce qui suit par le terme « **l'OCCUPANT** ».

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

- Le terme « **SNCF Réseau** » utilisé dans les présentes Conditions Générales et particulières est la nouvelle dénomination de Réseau ferré de France par l'effet de la loi n°2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire et désigne le propriétaire du BIEN.
- Le terme « **SNCF Immobilier** » utilisé dans les présentes Conditions Générales et particulières désigne la branche Immobilière de SNCF, qui a reçu mandat pour conclure et gérer la présente convention d'occupation du domaine public de SNCF Réseau dans le cadre d'une convention de gestion et de valorisation immobilière.
- Le terme « **OCCUPANT** » désigne la personne physique ou morale, publique ou privée à qui est consentie l'autorisation d'occupation du domaine public.
- Le terme « **GESTIONNAIRE** » désigne le mandataire de SNCF Réseau, agissant dans le cadre d'un marché de gestion du patrimoine foncier et immobilier et cessions de biens qui le lie à SNCF Immobilier.

La Société YXIME, ci-après dénommé le GESTIONNAIRE, SA au capital de 6 173 920 euros, inscrite au RCS de Nanterre sous le n°394 369 193, représentée par Sonia BLANCHARD en sa qualité de Directrice du Pôle Valorisation dont les bureaux sont sis Immeuble Périssud - 18 Rue des Cosmonautes 31400 Toulouse, agissant au nom et pour le compte de SNCF Mobilités, étant précisé que Yxime agit dans le cadre d'un marché de gestion du patrimoine foncier et immobilier et cessions de biens qui le lie à SNCF Immobilier, cette dernière agissant elle-même dans le cadre d'une convention de gestion et de valorisation immobilière conclue avec SNCF Mobilités.

- Le terme « **BIEN** » désigne le bien objet de la présente convention d'occupation tel qu'il est décrit à l'article « Désignation » des Conditions Particulières.

PREAMBULE

Les dispositions du Code général de la propriété des personnes publiques et plus particulièrement l'article L 2122-1-1 et suivants créés par l'Ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017 ne sont pas applicables à la présente convention d'occupation. L'activité exercée sur le BIEN et reprise ci-après à l'article 4 « UTILISATION DU BIEN » n'est pas une activité économique.

Les conditions de stationnement en gare de CASSIS sont particulièrement dégradées. La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite aménager un parc de stationnement gratuit en surface d'une capacité d'environ 90 places.

Le foncier concerné est pour partie propriété SNCF RESEAU et pour l'autre partie SNCF MOBILITES, en sa branche gestionnaire des gares de voyageurs, Gares & Connexions.

La partie appartenant à SNCF RESEAU comportait un bâtiment désaffecté (005702A-002) qui a été démoli afin de gagner de l'espace de stationnement. Cette démolition a été portée financièrement par la Métropole par le biais d'une convention ad hoc spécifique.

SNCF RESEAU et l'Occupant se sont rapprochés en vue de conclure la présente Convention (ci-après désignée « la Convention ») aux fins de mise à disposition d'un espace en gare de Cassis. SNCF RESEAU et SNCF MOBILITES GARES & CONNEXIONS se sont également rapprochées aux fins d'harmoniser les 2 conventions d'occupation temporaire.

Par ailleurs, il est à noter que concernant le foncier SNCF RESEAU, au regard du périmètre impacté il convient de scinder le projet en deux phases échelonnées dans le temps.

En effet, il est possible de mettre à disposition dans l'immédiat le foncier ne nécessitant pas de libération ferroviaire afin de réaliser le parc de stationnement d'une capacité d'environ 90 places. Il s'agit de l'emprise du projet à l'exception des voies de service 4 et 6.

Une étude préliminaire relative aux travaux de libérations ferroviaires a été rendue le 28 août 2018. Celle-ci a été financée à 100% par la Métropole Aix-Marseille Provence via une convention de financement.

Si les partenaires souhaitent poursuivre cette démarche et élargir le périmètre du projet de parking, les parties devront se rapprocher afin de convenir des dispositions relatives aux phases suivantes (avant-projet, projet, réalisation).

Tous les frais (Etudes et Travaux) liés à cette libération ferroviaire seront à la charge du demandeur.

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONVENTION

Les présentes Conditions Particulières non constitutives de droits réels ont pour objet d'autoriser l'OCCUPANT ci-dessus désigné à occuper et utiliser un bien immobilier appartenant à SNCF Réseau et désigné à l'article « Désignation » (ci-après dénommé « le BIEN »). Le BIEN constitue une dépendance du domaine public de SNCF Réseau.

ARTICLE 2 DÉSIGNATION

(Article 12 des Conditions Générales)

2.1 Situation du BIEN

Le BIEN est situé en gare de Cassis, et est repris au cadastre de la commune de Cassis (13260) sous le n° 77 de la Section AN, lieu-dit le Bregadan. Il est figuré sous teinte verte au plan annexé **(ANNEXE n°2)**.

Le BIEN est référencé dans l'inventaire SNCF Réseau sous les références de lot N°28431p (014p) de propriété du site N°4659 (UT : 005702A).

2.2 Description du BIEN

Le BIEN occupe une superficie d'env. 1 500 m² de terrain nu (n° 28434p / 005702A- 014p).

Les limites du périmètre mis à disposition sont conditionnées au respect des préconisations techniques (Avis technique N° 17-OE-069 en date du 30 novembre 2017 et N° 18-TX-043 en date du 01 octobre 2018, annexés).

Les ouvrages, constructions, équipements et installations inclus dans le périmètre de la présente convention ne sont pas mis à disposition de l'OCCUPANT.

L'OCCUPANT prend le BIEN sans garantie de contenance et sans qu'il en soit fait une plus ample désignation, l'OCCUPANT déclarant bien le connaître.

L'OCCUPANT ne peut exiger de SNCF Réseau, SNCF Immobilier ou du GESTIONNAIRE des travaux de quelque nature que ce soit.

2.3 État des lieux

Un état des lieux contradictoire, établi le 14/02/2019 est annexé aux présentes Conditions Particulières (**ANNEXE n°3**).

L'état des lieux d'entrée est complété d'un diagnostic environnemental joint en annexe (**ANNEXE n°6**).

En outre, l'OCCUPANT est informé qu'il devra produire, à ses frais, un diagnostic environnemental lors de l'état des lieux de sortie permettant sa comparaison avec celui de l'état des lieux d'entrée, dans les conditions prévues à l'article 27 des Conditions Générales.

ARTICLE 3 CONDITIONS GÉNÉRALES D'OCCUPATION DES LIEUX

La convention d'occupation non constitutive de droits réels est composée par les présentes Conditions Particulières et par les « **Conditions Générales d'occupation d'immeubles bâtis ou non bâtis dépendant du domaine public de SNCF Réseau non constitutive de droits réels** » (**Edition du 05 octobre 2016**) dont l'OCCUPANT reconnaît avoir pris connaissance. Un exemplaire des Conditions Générales signé, paraphé et daté est annexé aux présentes Conditions Particulières (**ANNEXE n°1**). Ces deux documents constituent un tout indissociable.

Ces Conditions Générales sont complétées ou modifiées comme il est dit dans les articles ci-après.

ARTICLE 4 UTILISATION DU BIEN

(Article 4 des Conditions Générales)

1. Activité autorisée

L'OCCUPANT est autorisé à occuper le BIEN pour y exercer les activités suivantes :

- **Aménagement et mise à disposition d'un parc de stationnement gratuit pour les usagers de la gare de CASSIS**

Dans le respect des prescriptions suivantes (**ANNEXE n°7**) :

- L'OCCUPANT s'oblige à respecter les préconisations des services techniques SNCF RESEAU (Avis technique N° 17-OE-069 en date du 30 novembre 2017 et N° 18-TX-043 en date du 01 octobre 2018, annexés).
- L'OCCUPANT s'oblige à prendre contact avec SNCF RESEAU : INGENIERIE & PROJETS Méditerranée, AGENCE PROJETS PACA afin de définir les modalités techniques, opérationnelles.

Toutes les pièces techniques relatives au projet devront être soumises au gestionnaire de l'infrastructure (SNCF RESEAU : INGENIERIE & PROJETS Méditerranée, AGENCE PROJETS PACA, 1 boulevard Camille Flammarion – CS30237 – 13248 MARSEILLE CEDEX 04 - Courriel : mr.agence.projets.paca.relations.tiers@sncf.fr), pour validation, afin de s'assurer que celui-ci n'ait pas de conséquence sur la sécurité des circulations ferroviaires et les installations d'infrastructure contiguës.

Tout changement de l'activité exercée par l'OCCUPANT dans le BIEN occupé devra préalablement faire l'objet de l'accord exprès de SNCF Réseau, SNCF Immobilier ou du GESTIONNAIRE.

2. Manipulation de matières dangereuses et polluantes

RAS

3. Activité entrant dans le champ d'application des articles L. 511-1 et suivants du code de l'environnement c'est-à-dire en présence d'une ICPE

L'OCCUPANT déclare que son activité n'entre pas dans le champ d'application des articles L.511-1 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 5 SOUS-OCCUPATION

(Article 3 des Conditions Générales)

Par dérogation aux dispositions de l'article 3 des Conditions Générales, l'OCCUPANT peut consentir une autorisation de sous-occupation de tout ou partie du bien occupé au bénéfice de la Commune de Cassis pour la gestion courante du site (éclairage, surveillance du parking).

Pour ce faire, il convient d'en informer au préalable SNCF Réseau, SNCF Immobilier ou du GESTIONNAIRE afin de recueillir un accord exprès.

Le cas échéant et au vu des conditions financières de la sous-occupation, l'accord pourra être conditionné à une révision de la redevance d'occupation principale.

L'OCCUPANT ne peut accorder plus de droits qu'il n'en détient au titre de la présente convention.

L'activité autorisée doit être conforme à celle définie aux présentes Conditions Particulières.

L'OCCUPANT s'engage à informer expressément, dans le contrat de sous-occupation, le sous-occupant sur les points suivants :

- le sous-occupant ne peut lui-même consentir de sous-occupation,
- le sous-occupant ne dispose d'aucun droit réel sur les ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier qu'il réalise,
- le contrat de sous-occupation porte autorisation d'occupation d'une dépendance du domaine public et est, par suite, précaire et révocable,
- le sous-occupant ne peut prétendre au bénéfice d'un bail commercial, d'habitation, professionnel ou mixte ou d'un bail locatif de droit commun,
- l'ensemble des stipulations de l'article 2 des Conditions Générales d'occupation et l'ensemble des stipulations techniques définies aux articles 13 à 17 des Conditions Générales d'occupation doivent être respectées par le sous-occupant, les Conditions Générales devant être annexées au contrat de sous-occupation,
- le sous-occupant doit obligatoirement souscrire les mêmes polices d'assurance et être soumis aux mêmes obligations que celles mentionnées au titre IV « Responsabilité et Assurances » de la présente convention (Conditions Générales et Conditions Particulières),
- le contrat de sous-occupation prend fin au plus tard à la date d'expiration ou à la date de résiliation de la présente convention, sans que le sous-occupant puisse prétendre à une quelconque indemnité de la part de SNCF Réseau ou de SNCF Immobilier, quel que soit le motif de la résiliation.

L'OCCUPANT assume vis-à-vis de SNCF Réseau et de SNCF Immobilier la pleine et entière responsabilité des conséquences de la sous-occupation et de l'activité du sous-occupant ainsi que le coût des éventuelles indemnités qu'il aurait contractuellement consenties au sous-occupant et garantit SNCF Réseau et SNCF Immobilier des conséquences de tout recours des tiers à raison de la sous-occupation qu'il a consentie. Toutefois, en cas de violation par un sous-occupant d'une quelconque obligation mise à la charge de l'OCCUPANT par les présentes, SNCF Réseau ou SNCF Immobilier aura le choix de mettre en jeu la responsabilité de l'OCCUPANT ou celle du sous-occupant, ou les deux.

A l'expiration ou en cas de résiliation de la présente convention, l'OCCUPANT s'engage à faire son affaire, à ses frais, de la libération et de la remise en état du BIEN par le sous-occupant.

Tout changement de sous-occupant nécessitera un agrément préalable de SNCF Réseau, SNCF Immobilier ou du GESTIONNAIRE dans les conditions précisées ci-dessus. De même, toute évolution des conditions de la sous-occupation (techniques, financières etc.) devra être préalablement agréée par SNCF Réseau, SNCF Immobilier ou le GESTIONNAIRE. Dans l'hypothèse où l'OCCUPANT ou le sous-occupant met fin au contrat de sous-occupation avant son terme, l'OCCUPANT en avise le GESTIONNAIRE au plus tard dans les 15 jours de sa survenance.

Les contrats de sous-occupation signés et définitifs doivent être communiqués au GESTIONNAIRE dans le mois suivant leur conclusion.

ARTICLE 6 ETAT DES RISQUES

1. Etat des risques et pollutions (L. 125-5 I du code de l'environnement)

L'état des risques et pollutions établi à partir d'informations mises à disposition par le préfet est annexé aux présentes ainsi que, le cas échéant, mention de l'arrêté concerné et des extraits des documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte (**ANNEXE n°4**).

L'OCCUPANT déclare avoir pris connaissance de ces documents et vouloir faire son affaire personnelle de cette situation.

2. Déclarations relatives aux sinistres ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles ou technologiques (Article L. 125-5 IV du code de l'environnement)

En application de l'article L. 125-5 IV du code de l'Environnement, SNCF Réseau, déclare qu'à sa connaissance l'immeuble n'a subi aucun sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles (Art. L. 125-2 du code des Assurances) ou technologiques (Art. L. 128-2 du code des assurances) et que par ailleurs, il n'a pas été lui-même informé d'un tel sinistre en application de ces mêmes dispositions.

L'OCCUPANT déclare avoir pris connaissance de cet état de fait et vouloir faire son affaire personnelle de cette situation.

3. Informations publiques sur l'état environnemental du BIEN

La consultation des bases BASOL et BASIAS donne les informations suivantes :

- Néant

La consultation des services de la préfecture et de la DREAL a permis d'obtenir les informations suivantes :

- Néant

L'OCCUPANT déclare avoir pris connaissance des informations ci-dessus et vouloir faire son affaire personnelle de cette situation.

ARTICLE 7 DATE D'EFFET - DURÉE

(Article 5 des Conditions Générales)

La présente convention est conclue pour une durée de 10 ans.

Elle prend effet à compter de la prise de possession du Bien par l'Occupant qui sera matérialisée par un état des lieux et sera joint en **ANNEXE 3**.

Conformément aux dispositions de l'article 5 des Conditions Générales, la présente convention ne peut pas faire l'objet d'un renouvellement tacite.

ARTICLE 8 REDEVANCE

(Article 6 des Conditions Générales)

1) Montant de la redevance

L'OCCUPANT paie à SNCF RESEAU une redevance dont le montant annuel, hors taxes, est fixé à 3.860 Euros (Trois mille huit cent soixante euros), TVA en sus.

Pour des raisons inhérentes à ce dossier, il est convenu qu'une franchise de redevance soit exceptionnellement consentie à l'occupant.

Pour ce faire, il s'agit de prendre en compte les frais supportés par la Métropole préalablement à l'établissement de la présente convention, soit 38.580 euros HT pour SNCF RESEAU avec la répartition suivante (justificatifs en **ANNEXE 8**) :

- 16.200 euros HT (N° Facture : DDI-FCEX-10207)
- 21.000 euros HT (N° Facture : DDI-FCEX-10136)
- 1.380 euros HT (Commande n° 00077-0000000842)

Si on rapproche le montant de la redevance à percevoir sur la durée de la convention et le montant de la franchise de redevance à accorder, nous arrivons quasiment au point d'équilibre.

En conclusion, on peut considérer que L'OCCUPANT a déjà payé par anticipation le montant de la redevance sur la durée de la présente convention. Aucune facturation ne lui sera donc appliquée et cela jusqu'à l'extinction de la présente.

Si pour toutes raisons, la convention venait à prendre fin avant la durée de 10 ans définie ci-avant aucun remboursement ne serait dû et cela pour aucune des deux parties.

Les parties reconnaissent que la situation particulière de ce dossier induit un traitement exceptionnel et dérogatoire.

Ce montage ne pourra pas être reconduit, ni appliqué sur d'autres sites, et ne pourra pas être considéré comme un fait précédent.

Par ailleurs, si les Parties, après accord décident de convenir d'une nouvelle convention à l'échéance de celle-ci ou avant l'échéance de celle-ci si le stationnement devait devenir payant, le montant annuel de la redevance sera réexaminé.

2) Modalités de paiement

Sans objet.

ARTICLE 9 INDEXATION

(Article 7 des Conditions Générales)

Sans objet.

ARTICLE 10 GARANTIE FINANCIÈRE

(Article 8 des Conditions Générales)

Par dérogation à l'article 8 des Conditions Générales, l'OCCUPANT ne sera pas tenu de produire une garantie financière.

ARTICLE 11 CHARGES A REMBOURSER

(Article 9 des Conditions Générales)

1 - Prestations et fournitures

En phase travaux comme pendant toute la durée de l'occupation, les diverses prestations et fournitures (eau, électricité, chauffage etc..) sont acquittées directement par l'OCCUPANT auprès des fournisseurs, administrations ou services concernés.

2 - Impôts et taxes

Sans objet.

3 - Frais de dossier et de gestion

L'OCCUPANT paie à SNCF Réseau un montant forfaitaire fixé à 1000 Euros (Mille Euros) hors taxe, correspondant aux frais d'établissement et de gestion du dossier. Ce montant est exigible au premier avis d'échéance adressé par le GESTIONNAIRE.

ARTICLE 12 INTÉRÊTS POUR RETARD DE PAIEMENT

(Article 11 des Conditions Générales)

Sans objet.

ARTICLE 13 ACCÈS AU BIEN

(Article 13 des Conditions Générales)

Les accès et itinéraires autorisés pour accéder au BIEN mis à disposition figurent au plan annexé **(ANNEXE n°2)**. L'accès se fait par l'avenue de la Gare en passant par le parvis.

ARTICLE 14 TRAVAUX

(Article 14 des Conditions Générales)

Dans le respect des modalités fixées à l'article 14 des Conditions Générales, l'OCCUPANT est autorisé à réaliser, à ses frais, sur le BIEN, les ouvrages, constructions, équipements et installations de caractère immobilier suivants :

- La reprise en surface du parking pour atteindre une capacité de 90 places de stationnement.
Il convient de matérialiser en fond de parcelle, devant le portillon d'accès à la plateforme ferroviaire et au droit du regard technique à laisser libre d'accès, deux places de stationnement pour les besoins des services techniques SNCF RESEAU.
- La création d'un bassin de rétention des eaux.

tels qu'ils sont définis dans les documents joints (ANNEXE n°5).

En raison de la contigüité du terrain aux emprises ferroviaires, L'OCCUPANT aura l'obligation de respecter les prescriptions générales en matière de sécurité ferroviaire.

De ce fait, il a été établi sur le BIEN objet des présentes, par les services techniques SNCF RESEAU deux avis technique (N° 17-OE-069 en date du 30 novembre 2017 et N° 18-TX-043 en date du 01 octobre 2018, annexés). (ANNEXE n°7).

L'OCCUPANT reconnaît avoir été parfaitement informé de ces avis technique notamment par la production qui lui en a été faite préalablement aux présentes, et s'oblige irrévocablement à en respecter les prescriptions.

De plus, préalablement au démarrage de tout travaux l'OCCUPANT s'oblige, à prendre contact avec SNCF RESEAU, à lui exposer son projet ainsi que les modes opératoires prévus pour sa mise en œuvre, à procéder ensuite à l'établissement de la notice particulière de sécurité ferroviaire (NPSF) constituant le document fixant les précautions, exigeant la prise en compte en matière de sécurité ferroviaire pour la mise en œuvre des travaux intervenant sous l'autorité de l'OCCUPANT.

A cet effet, l'OCCUPANT s'oblige à passer avec SNCF RESEAU toute convention qui serait nécessaire en vue de la réalisation des travaux dans le respect des prescriptions générales visées plus haut.

Les interventions de SNCF RESEAU prévues au titre d'une telle convention seront facturées par celle-ci à l'OCCUPANT.

Coordonnées des services SNCF RESEAU : INGENIERIE & PROJETS Méditerranée, AGENCE PROJETS PACA, 1 bd Camille Flammarion-CS30237 – 13248 MARSEILLE Cedex 04 – courriel : mr.agence.projets.paca.relations.tiers@sncf.fr

L'OCCUPANT s'oblige à réaliser ces travaux dans un délai de six mois à compter de la date d'effet de la présente convention.

A tout moment, le GESTIONNAIRE peut vérifier la nature et la consistance des travaux réalisés.

L'OCCUPANT doit l'informer de l'achèvement de ces derniers.

Les investissements réalisés par l'OCCUPANT doivent être amortis avant l'expiration de la présente convention, conformément à l'article R. 2125-5 du code général de la propriété des personnes publiques.

ARTICLE 15 ENTRETIEN & RÉPARATIONS

(Article 16 des Conditions Générales)

Pendant toute la durée de la présente, l'OCCUPANT prend à sa charge tous les travaux d'entretien, de maintenance et de réparation, portant sur le Bien mis à disposition, quelles qu'en soient leur nature et leur importance, à l'exception des grosses réparations définies à l'article 606 du Code civil et des vices de construction décelés comme tel par un homme de l'Art.

En ce qui concerne les ouvrages, constructions et installations réalisés par l'OCCUPANT, ce dernier prend à sa charge tous les travaux d'entretien, de maintenance et de réparation, quelles qu'en soient leur nature et leur importance y compris les grosses réparations définies à l'article 606 du code civil et les vices de construction, pendant toute la durée de la présente. Il procédera au remplacement de tous les appareils et installations techniques qui ne pourraient être réparés même par suite d'usure ou de vétusté.

Les parties conviennent que l'OCCUPANT est réputé propriétaire des ouvrages, constructions et installations autorisés conformément à l'article 14 « Travaux » sur le bien occupé et s'engage à en prendre l'entière responsabilité au titre des obligations du propriétaire, tant en termes d'entretien, de réparation, que de mises aux normes qui s'avèreraient nécessaires à son exploitation.

ARTICLE 16 ASSURANCES

(Article 20 des Conditions Générales)

Au titre des Assurances :

1. Responsabilité Civile *(Art. 20.2.1 des Conditions Générales)*

a) la somme minimale à faire assurer par l'OCCUPANT est fixée à 1.000.000 (un **million**) **EUR par sinistre**,

b) l'OCCUPANT doit étendre les garanties de sa police d'assurance de « chose », aux responsabilités encourues du fait des risques d'incendie, d'explosion et de dégâts des eaux prenant naissance dans le BIEN et/ou dans ses propres biens.

2. Dommages aux Biens « DAB » *(Art.20.2.2 des Conditions Générales)*

L'OCCUPANT doit faire assurer au titre de cette assurance les ouvrages, constructions ou installations réalisés par lui à concurrence du montant définitif des travaux visé à l'article 14.1 « Travaux et Constructions – Généralités » des Conditions Générales.

3. Recours des Voisins et des Tiers « RVT » *(Art. 20.2.3 des Conditions Générales)*

La somme minimale à faire assurer par l'OCCUPANT est fixée à **1.000.000 (un million) EUR par sinistre**.

ARTICLE 17 DOMICILIATION

Pour l'exécution des présentes,

- **SNCF Réseau** fait élection de domicile en son siège, sis 17 rue Jean-Philippe Rameau, Saint-Denis La Plaine 93200,
- **SNCF Immobilier** fait élection de domicile à l'adresse des bureaux de la Direction Immobilière Territoriale mentionnée en tête des présentes,
- **La METROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE** fait élection de domicile à MARSEILLE (13007) 58 boulevard Charles Livon.

Fait à , le

En deux exemplaires, dont un pour chacun des signataires.

Pour l'OCCUPANT

Pour SNCF Réseau

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1	Conditions Générales d'occupation d'immeubles bâtis ou non bâtis dépendant du domaine public de SNCF Réseau non constitutive de droits réels
ANNEXE 2	Plan du BIEN
ANNEXE 3	Etat des lieux
ANNEXE 4	Etat des risques et pollutions
ANNEXE 5	Plans projet
ANNEXE 6	Diagnostic d'études de sol
ANNEXE 7	Avis technique N° 17-OE-069 en date du 30 novembre 2017 et N° 18-TX-043 en date du 01 octobre 2018
ANNEXE 8	Factures – Franchise de redevance



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/228/D

Convention d'occupation temporaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'un terrain appartenant à la copropriété "Les Marronniers" représentée par la Société Nexity.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès verbal n°FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La parcelle cadastrée, n°859A3 sur le boulevard Romain Rolland.

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5 km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (BUS) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer le réseau routier de l'agglomération marseillaise afin de permettre d'améliorer la desserte des quartiers sud de la ville.

Depuis le 1^{er} juillet 2017, l'opération du B.U.S. est entrée en phase opérationnelle avec le démarrage du marché de génie civil des tranchées couvertes entre l'échangeur de Florian et le boulevard Verdillon (Marseille, 10^{ème} arrdt).

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Mars 2019

Dans le cadre du démarrage prochain des travaux, la Métropole s'est rapprochée de la copropriété « Les Marronniers » et a sollicité son autorisation pour occuper temporairement un terrain en vue de réaliser des travaux de dévoiement de réseaux nécessaires à la réalisation de la tranchée couverte du Boulevard Urbain Sud.

Les conditions d'occupation sont les suivantes :

- Durée de dix-huit mois renouvelable par reconduction expresse par période d'un mois ;
- Conditions financières : l'occupation temporaire est consentie à titre gratuit par la copropriété « Les Marronniers » représentée par son syndic Nexity.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de la réalisation des travaux du Boulevard Urbain Sud (Marseille, 10^{ème} arrondissement) il est nécessaire de réaliser certains dévoiements de réseaux d'eau pluviale.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisée par la copropriété « Les Marronniers » à occuper temporairement, et pour une durée maximale de 18 mois une emprise sur la voirie et les parkings de la copropriété.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention d'occupation temporaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec la copropriété « Les Marronniers », pour une durée de 18 mois renouvelable par reconduction expresse par période d'un mois.

Article 2 :

Cette convention est conclue à titre gracieux.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 mars 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Mars 2019

Décision n° 19/232/D

Convention d'occupation temporaire d'un bureau individualisé sous le lot n° 129 au sein de l'Hôtel Technologique à l'entreprise Nabu and Co

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de l'immeuble Hôtel Technologique d'une surface de 3 300m² consacrée à l'accueil d'entreprises innovantes ;
- Qu'un bureau individualisé sous le lot numéro 129 d'une surface de 22,03 m² est libre d'occupation ;
- Que l'entreprise Nabu and Co représentée par Madame Lorène Dulin souhaite occuper une surface pour le développement de son activité ;
- Que l'entreprise Nabu and Co est spécialisée en création et fabrication de bijoux en or, en argent, en platine, alliances, bracelets et boucles d'oreilles ;
- Qu'il est proposé de consentir une convention d'occupation temporaire d'une durée de trois ans pour un loyer de 80 euros/m²/HT/HC/an ;
- Que la convention prendra effet à compter du 15 avril 2019.

DECIDE

Article 1 :

Est autorisée à titre onéreux l'utilisation du lot 129 sis à l'Hôtel Technologique 45 Rue Joliot Curie – 13382 Marseille Cedex 13 par la société Nabu and Co.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget de la Métropole : Sous-section politique B330- Service 900 000 – nature 752 – fonction 68 chapitre 75.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 mars 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Mars 2019

Décision n° 19/233/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Charrel et Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le litige l'opposant au groupe scolaire Bnei Elazar

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête N°1811008-1 déposée le 30 décembre 2018 par l'Association Groupe Scolaire Bnei Elazar devant le Tribunal Administratif de Marseille sollicitant la réalisation des travaux définitifs de sécurisation des abords de l'entrée de l'école Bnei Elazar située 50-52 boulevard de la Gaye dans le 9ème arrondissement de Marseille.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Charrel et Associés 5 rue Boussairolles à Montpellier.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Charrel et Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole-Aix-Marseille nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 mars 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/234/D

Décision d'ester en justice - Désignation de Maître Baillon Passe pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire concernant l'occupation illicite des Gens du voyage sur la ZAC Athelia V située à La Ciotat

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le constat d'huissier établi le 22 février 2019 par la SAS Provjuris, huissiers de Justice.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal de Grande Instance de Marseille et d'être représentée par Maître Christian Baillon-Passe, domicilié 49 rue de la Paix Marcel Paul, 13001 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Christian Baillon-Passe pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 mars 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/235/D

Décision d'ester en justice- Désignation de Maître Alain Xoual pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose aux Consorts Billioud

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Le jugement rendu le 21 décembre 2018 par le juge de l'expropriation des Bouches-du-Rhône condamnant la Métropole Aix-Marseille-Provence à payer aux consorts Billioud une indemnité principale d'un montant de 1 442 000 euros et une indemnité de emploi d'un montant de 145 200 euros.

DECIDE

Article 1 :

D'interjeter appel du jugement d'expropriation auprès de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence et d'être représentée dans cette affaire par Maître Alain Xoual, domicilié 49 rue de la Paix 13001Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à Maître Alain Xoual pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 mars 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/236/D

Autorisation d'occupation temporaire à titre précaire, révocable et gratuit des parcelles cadastrées section AO n° 236, 42, 275, 276, 277, 278, 279 et 280, sises ZAC des Etangs et lotissement du Parc des Etangs à Saint-Mitre-les-Remparts, au bénéfice de l'association "Etablissement Catholique d'Enseignement Saint Louis-Sainte Marie" dans le cadre des travaux relatifs au projet d'implantation d'un collège.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire des parcelles cadastrées section AO n° 236 et 42 sises ZAC des Etangs à Saint-Mitre-les-Remparts et formant le lot n° 42 de ladite ZAC ;

- Qu'une procédure d'acquisition est actuellement en cours par la Métropole Aix-Marseille-Provence, des parcelles cadastrées section AO n° 275, 276, 277, 278, 279 et 280 sises lotissement du Parc des Etangs à Saint-Mitre-les-Remparts et formant respectivement les lots n° 1 à 6 dudit lotissement ;
- Que les biens immobiliers du domaine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peuvent faire l'objet que d'une autorisation temporaire d'occupation à caractère précaire et révocable ;
- Que l'association "Etablissement Catholique d'Enseignement Saint Louis - Sainte Marie" se porte acquéreur de l'ensemble de ce tènement foncier pour permettre l'implantation d'un collège sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts ;
- Que l'association "Etablissement Catholique d'Enseignement Saint Louis-Sainte Marie", par l'intermédiaire de son représentant, a sollicité la mise à disposition de l'ensemble du tènement foncier ci-dessus désigné, soit une surface totale d'environ 13 369 m² dans le cadre des travaux relatifs au projet d'implantation d'un collège.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée l'autorisation d'occupation temporaire à titre précaire, révocable et gratuit des parcelles cadastrées section AO n° 236, 42, 275, 276, 277, 278, 279 et 280, sises ZAC des Etangs et Lotissement du Parc des Etangs à Saint-Mitre-les-Remparts, au bénéfice de l'association "Etablissement Catholique d'Enseignement Saint Louis-Sainte Marie", dans le cadre des travaux relatifs au projet d'implantation d'un collège.

Article 2 :

La présente autorisation est délivrée unilatéralement dans le cadre du régime de l'occupation temporaire du domaine de la Métropole Aix-Marseille-Provence. En conséquence, le bénéficiaire ne pourra en aucun cas se prévaloir des dispositions relatives à toute autre réglementation susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux ou tout autre droit sur le bien.

Article 3 :

La présente autorisation est valable à compter de sa notification pour toute la durée des travaux nécessaires au projet susvisé.

Article 4 :

Le bénéficiaire est responsable de tous les accidents et dommages pouvant résulter des agissements exécutés au titre de la présente autorisation soit de son fait, soit de celui des personnes agissant pour son compte ou autorisées ou invitées par lui à se trouver sur les lieux. Il contractera à cet effet la ou les polices d'assurance garantissant les risques inhérents à son activité et de responsabilité civile en général.

Le bénéficiaire renonce à tout recours contre le propriétaire ou le gestionnaire en cas de survenance d'un sinistre dans le cadre de la présente autorisation.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'utiliser les lieux mis à disposition conformément à l'objet visé à l'article 1.

Toute utilisation non conforme audit objet entraînera de fait, sans indemnité, l'annulation de la présente autorisation.

Article 6 :

La présente autorisation est incessible et intransmissible. Elle est accordée intuitu personae. Le bénéficiaire ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

Article 7 :

La présente autorisation d'occupation domaniale est délivrée à titre gratuit.

Article 8 :

Tout différend relatif à l'exécution de la présente autorisation sera soumis à la juridiction du Tribunal Administratif de Marseille dont le siège est situé 22-24 rue Breteuil, 13006 Marseille.

Article 9 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 mars 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/237/D

Exercice du droit de priorité sur un bien situé 451 rue Saint Pierre à Marseille 5ème arrondissement, appartenant à l'Etat.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L 240-1 qui stipule qu'il est créé en faveur des communes et des établissements publics de coopération intercommunale titulaires du droit de préemption urbain un droit de priorité sur tout projet de cession d'un immeuble ou de droit sociaux donnant vocation à l'attribution en propriété ou en jouissance d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble situé sur leur territoire et appartenant à l'Etat ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le droit de priorité enregistré sous le n° IA 013205 19 M0055 reçu en mairie le 7 mars 2019 portant aliénation d'un bien appartenant à l'Etat situé 451 rue Saint-Pierre d'une emprise de terrain de 2 855 m² à détacher de la parcelle cadastrée 822 D 106 d'une superficie totale de 27 988 m².

DECIDE

Article 1 :

D'exercer au nom et pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence son droit de priorité pour l'acquisition du bien ci-dessous désigné situé dans le périmètre soumis au droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de Marseille.

Cadastre :	822 D 106
Superficie cédée :	2 855 m ²
Situation :	451 rue Saint Pierre 13005 Marseille
Désignation	Parcelle de terrain
Propriété :	Etat
Prix de vente :	320 000 euros
Objet du droit de priorité :	tramway

Article 2 :

La décision d'acquérir l'emprise de terrain d'une superficie de 2 855 m² ci-dessus désignée est notifiée par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SCP GENET – SPITZER – REY – DEBERGUES – BLANC – STREIT – Notaires associés – Les Docks Atrium 10.2 – 2^{ème} étage – 10 place de la Joliette – 13002 Marseille.

Article 3 :

Le propriétaire du bien visé ci-dessus considèrera comme définitive la vente de son bien au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La vente sera régularisée par acte notarié et le prix sera payé dans les délais fixés par le Code de l'Urbanisme.

Article 4 :

Le prix d'acquisition, les frais d'actes et de tout document se rapportant à cette acquisition seront payés sur les crédits ouverts au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 mars 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Mars 2019

Décision n° 19/238/D

Mission Elue : Madame Aliphat Béatrice - Rencontre avec le 1er Ministre sur le projet Territoires d'industrie - 21 mars 2019 - Paris

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des membres du Bureau.

CONSIDÉRANT

- Que Madame Béatrice Aliphat est déléguée à l'Industrie et Réseaux d'énergie de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

Madame Béatrice Aliphat se rendra le 21 mars 2019 à Paris pour une rencontre avec le 1^{er} Ministre sur le projet « Territoires d'industrie », prévue à l'Assemblée nationale et au Ministère de l'économie et des Finances.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 avril 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Avril 2019

Décision n° 19/239/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Soleam de biens et droits immobiliers situés au 37, rue mazagran quartier Thiers à Marseille 1er arrondissement cadastré 806 A 51 lots n° 1, 3, 7 et 10 appartenant à Monsieur Quartani Mohamed et Madame Vagner Laurence.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/14/cm du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n°FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat ;
- La concession d'aménagement « Grand Centre Ville » n°11-0136 du 18 janvier 2011 ;

- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 201 19 M0062 reçue en mairie de Marseille le 30 janvier 2019 portant aliénation des lots n°1, 3, 7 et 10 dépendant de la parcelle cadastrée section 806 A 51 sise 37, rue mazagran Quartier Thiers Marseille 1er arrondissement appartenant à Monsieur Quartani Mohamed et Madame Vagner Laurence.

CONSIDÉRANT

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre-Ville », opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la Soléam,
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à requalifier le tissu urbain ancien dégradé à travers la restructuration d'immeubles en vue de produire 1500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés et créer 20 000m² de locaux d'activités ou à vocation d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la Soléam pour l'acquisition des lots n°1, 3, 7 et 10 dépendant de la parcelle cadastrée section 806A51 d'une contenance cadastrale de 53 m², située au 37 rue mazagran Quartier Thiers Marseille 1er arrondissement appartenant à Monsieur Quartani Mohamed et Madame Vagner Laurence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision,

Fait à Marseille, le 29 mars 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/240/D

Délégation du droit de délaissement du propriétaire d'un bien soumis au droit de préemption urbain à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'acquisition des parcelles cadastrées AN 190, AN 191, AN 192 sise quartier Plan-de-Campagne 13170 Les Pennes-Mirabeau

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5217-2;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 210-1, L. 211-2, L211-5, L. 213-3 et L. 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 271x12 du Conseil Municipal de la commune des Pennes Mirabeau en date du 4 septembre 2012 instituant le droit de préemption urbain sur la commune ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie des Pennes-Mirabeau le 18 février 2019 portant aliénation des parcelles cadastrées AN 190, AN 191, AN 192 sise quartier Plan-de-Campagne 13170 Les Pennes-Mirabeau.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole-Aix-Marseille Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L211-5 du Code de l'Urbanisme tout propriétaire d'un bien soumis au droit de préemption peut proposer au titulaire de ce droit l'acquisition de ce bien, en indiquant le prix qu'il en demande ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé correspond au terrain d'assiette d'un projet d'aire d'accueil des gens du voyage dont la réalisation a été confiée par la Métropole Aix-Marseille Provence à la SPLA Pays d'Aix Territoires au travers d'une convention d'aménagement approuvée le 22 juillet 2010 par décision du Bureau communautaire n°2010-B364.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de délaissement au titre du droit de préemption urbain défini par l'article L211-5 du Code de l'urbanisme est délégué à la SPLA Pays D'Aix Territoires pour l'acquisition des parcelles cadastrées AN 190, AN 191, AN 192 sise quartier Plan-de-Campagne 13170 Les Pennes-Mirabeau.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 27 mars 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 27 Mars 2019



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/241/D

Mission élue : Madame Martine Césari - lancement de Good France - 21 - 22 mars 2019 - Paris

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine Césari en qualité de 11^{ème} Vice-Présidente délégué aux Grands événements métropolitains et Handicap ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des membres du Bureau.

CONSIDÉRANT

- Que Madame Martine Césari est Vice-Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, déléguée aux Grands événements métropolitains et handicap.

DECIDE

Article 1 :

Madame Martine Césari fait partie de la délégation qui doit se rendre à Paris les 21 et 22 mars 2019 pour assister au lancement de Good France, dans le cadre du partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Marseille-Provence Gastronomie (MPG2019).

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 avril 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/243/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur de biens et droits immobiliers situés au 29 rue Sénac à Marseille 1er arrondissement cadastré 806 A 95 appartenant à Messieurs Valles Gabriel et Jacques.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°8 7/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/14/cm du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n°FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat,
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat,

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Mars 2019

- La délibération n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention d'intervention foncière sur le périmètre « Grand Centre-Ville » n°17/0196 du 13 mars 2017
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 201 19 M0073 reçue en mairie de Marseille le 7 février 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée section 806 A 95 sise 29, rue Sénac Marseille 1er arrondissement appartenant à Messieurs Valles Gabriel et Jacques.

CONSIDÉRANT

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien par l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur s'inscrit dans le cadre de la convention d'intervention foncière sur le périmètre Grand Centre-Ville qui doit permettre, par la requalification du bâti existant, de répondre aux objectifs de l'opération Grand Centre-Ville afin d'améliorer l'offre en logements, en locaux d'activités ou d'équipements, l'attractivité résidentielle, économique et culturelle.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur pour l'acquisition de la parcelle cadastrée section 806 A 95 d'une contenance cadastrale de 250m², située au 29, rue Sénac Marseille 1er arrondissement appartenant à Messieurs Valles Gabriel et Jacques.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 mars 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Mars 2019

Décision n° 19/244/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur des biens et droits immobiliers situés au 25 rue Saint Bazile, angle de la rue Beaumont à Marseille 1er arrondissement cadastré 802 C 146 appartenant aux consorts Clair.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/14/CM du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et La Ciotat ;
- La délibération n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La convention d'intervention foncière sur le périmètre « Grand Centre-Ville » n°17/0196 du 13 mars 2017 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 201 19 M0065 reçue en mairie de Marseille le 4 février 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée section 802 C 146 sise 25, rue Saint Bazile, angle de la rue Beaumont Marseille 1^{er} arrondissement appartenant aux Consorts Clair.

CONSIDÉRANT

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien par l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur s'inscrit dans le cadre de la convention d'intervention foncière sur le périmètre Grand Centre-Ville qui doit permettre, par la requalification du bâti existant, de répondre aux objectifs de l'opération Grand Centre-Ville afin d'améliorer l'offre en logements, en locaux d'activités ou d'équipements, l'attractivité résidentielle, économique et culturelle.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur pour l'acquisition de la parcelle cadastrée section 802 C 146 d'une contenance cadastrale de 110m², située au 25, rue Saint Bazile, angle de la rue Beaumont Marseille 1^{er} arrondissement appartenant aux consorts Clair.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 mars 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/245/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Soléam de biens et droits immobiliers situés au 4 rue François Bazin à Marseille 1er arrondissement cadastré 801 B 87 appartenant à la SCI MIDI.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/14/cm du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n°FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et La Ciotat,
- La concession d'aménagement « Grand Center Ville » n°11-0136 du 18 janvier 2011,
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 201 19 M0064 reçue en mairie de Marseille le 1er février 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée section 801 A 87 sise 4 rue Bazin Marseille 1er arrondissement appartenant à la SCI MIDI.
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre-Ville », opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la SOLEAM ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à requalifier le tissu urbain ancien dégradé à travers la restructuration d'immeubles en vue de produire 1500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés et créer 20 000m² de locaux d'activités ou à vocation d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition de la parcelle cadastrée section 801 B 87 d'une contenance cadastrale de 83m², située au 4 rue François Bazin Marseille 1er arrondissement appartenant à la SCI MIDI.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 mars 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/246/D

Approbation de la convention d'occupation temporaire à titre onéreux au bénéfice de l'école de design IPSAA/ESDAC pour la mise à disposition de locaux au bâtiment E du Centre Educatif et Culturel Les Heures Claires sis avenue Radolfzel à Istres.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la propriété des personnes publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que l'Institut Professionnel Supérieur d'Art et d'Administration (IPSAA), qui dispose d'un réseau d'écoles ESDAC offrant à ses étudiants toutes les options d'études supérieures dans l'ensemble des filières du design dans ses campus d'Aix-en-Provence, Marseille, Montpellier et Clermont-Ferrant, souhaite s'implanter dans un cinquième lieu ambitieux afin de répondre à la demande de formation en matière de design et d'arts appliqués de la jeunesse du pourtour de l'étang de Berre en ouvrant l'école ESDAC Istres-Ouest Provence Métropole ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a confirmé sa volonté d'accueillir un établissement qui permettra aux jeunes gens du territoire de vivre un parcours d'études supérieures au cœur de leur bassin de vie particulièrement dynamique en matière culturelle ;

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est gestionnaire du bien immobilier dénommé Centre Educatif et Culturel (C.E.C.) Les Heures Claires, sis avenue Radolfzel à Istres, dont une partie du bâtiment E correspond aux besoins de l'école ESDAC Istres-Ouest Provence Métropole pour l'accueil des élèves et la dispense des cours de formation en matière de design et d'arts appliqués.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable d'une partie du bâtiment E du C.E.C Les Heures Claires sis avenue Radolfzel à Istres, au bénéfice de l'IPSAA, pour l'implantation de son école ESDAC Istres-Ouest Provence Métropole.

Article 2 :

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa date de notification. Elle pourra être reconduite pour une même période d'une année dans la limite de deux périodes.

Article 3 :

La présente convention est conclue à titre onéreux moyennant le paiement d'une redevance d'occupation du domaine public, mensuelle et non révisable, d'un montant de 2086 euros.

Article 4 :

La recette correspondante sera inscrite au budget principal de la Métropole, chapitre 70, nature 752.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 avril 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Avril 2019

Décision n° 19/247/D

Décision d'ester en justice. Désignation du groupement SELARL Sindres/SCP d'avocats Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les affaires qui l'opposent à Madame Laurence Speziani et Madame Simone Barthomeuf portant sur l'approbation du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Peyrolles.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n° 1703074 présentée par Madame Laurence Speziani devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant à titre principal à l'annulation de la délibération du 9 mars 2017 par laquelle le Conseil Municipal de la commune du Peyrolles a approuvé son plan local d'urbanisme ;
- La requête n°1703461 présentée par Madame Simone Barthomeuf devant le Tribunal Administratif de Marseille, et tendant d'une part, à l'annulation partielle de la délibération du 9 mars 2017, par laquelle le Conseil Municipal de la commune de Peyrolles a approuvé son Plan Local d'Urbanisme en ce qu'elle classe la parcelle A31 située au lieu dit « le Bosquet » en zone A, et d'autre part, à ce qu'une somme de 3000 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans ces affaires par le groupement SELARL Sindres / SCP d'avocats Vedesi, dont la SCP d'avocats Vedesi est mandataire – 28 rue d'Enghien – 69002 Lyon.

Article 2 :

Les honoraires dus au groupement SELARL Sindres / SCP d'avocats Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 01 avril 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Avril 2019

Décision n° 19/248/D

**Approbation d'une convention avec l'IRCE pour l'action de formation intitulée
"Mise en place d'une stratégie de diversification économique"**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que pour répondre au besoin de formation des agents de la Direction du Développement Economique de la Métropole exerçant leurs fonctions au sein du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, une convention de formation professionnelle avec l'organisme «IRCE» relative à l'action de formation intitulée «Mise en place d'une stratégie de diversification économique» est nécessaire ;
- Qu'au regard du catalogue 2019 proposé par les organismes de formation, ce dernier propose le meilleur rapport qualité-prix eu égard à l'accompagnement nécessaire.

DECIDE

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2019

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'organisme «IRCE» relative à l'action de formation intitulée «Mise en place d'une stratégie de diversification économique» d'une durée de 14 heures qui se déroulera durant le premier semestre 2019 dans les locaux du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence sur la commune de Miramas.

Article 2 :

Est approuvée la participation des agents de la Direction du Développement Economique du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence à cette formation.

Article 3 :

Les crédits nécessaires d'un montant maximum de 2 250 euros nets sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6184.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 avril 2019

Martine VASSAL



CONVENTION DE FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

CF-19-14

entre

L'institut Régional pour la Création et le développement des Entreprises, Bastide des Micocouliers – 1940 route de Loqui – 13090 Aix-en-Provence, Association Loi de 1901 – SIRET 353 757 990 00026 – OF Déclaré sou le n° 93130451813, représenté par Christophe SIVELLE, Directeur Général, ci-après désigné par IRCE,

Et

La Métropole Aix Marseille Provence – Conseil du Territoire ISTRES OUEST PROVENCE – représentée par Madame Martine VASSAL, Présidente.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

1. OBJET, NATURE, DUREE et LIEU DE LA FORMATION

L'organisme de formation organise l'action de formation suivante : « **Mise en place d'une stratégie de diversification économique** », à destination des équipes de Chargé(e)s de Mission et de Responsables de Pépinières du Conseil du Territoire Istres Ouest Provence de la Métropole Aix Marseille Provence ;

Aux dates suivantes : 31 janvier et 14 février 2019 ;

Nombre d'heures de formation : 14 ;

Lieu de l'action de formation : dans les locaux du partenaire à Istres Ouest Provence.

Nature de l'action : « Catégorie 8 : les actions de formation relatives à l'économie et à la gestion de l'entreprise »

Nombre de participants : 6 minimum et 12 maximum.

Le programme, le calendrier, les horaires de la formation auront été communiqués aux stagiaires.

2. MOYENS PEDAGOGIQUES ET TECHNIQUES MIS A DISPOSITION PAR L'IRCE

L'IRCE met à disposition des participants les moyens pédagogiques et en personnel nécessaires au bon déroulement de la formation, et coordonne avec les responsables de la salle de formation désignée les besoins matériels nécessaires. Les ateliers de travail sont collectifs et se déroulent dans les locaux fournis par le CT Istres Ouest Provence, en accord avec ce dernier, et ce afin d'optimiser le déplacement des participants. Ils sont animés par le Responsable de projet IRCE avec la collaboration d'un intervenant extérieur mandaté par l'IRCE. La coordination, le suivi du programme de formation et l'avancement de la formation sont assurés par le Responsable de projet IRCE.

IRCE
Bastide des Micocouliers
1940 Route de Loqui
13090 AIX-EN-PROVENCE
Tél. : 04 42 59 80 00

3. MOYENS PERMETTANT LE CONTROLE DES RESULTATS DE L'ACTION

Un questionnaire de satisfaction de fin de formation est remis aux stagiaires qui le complètent et le remettent à l'organisme de formation à l'issue du dernier atelier.

4. MOYENS PERMETTANT LE CONTROLE DE L'EXECUTION DE L'ACTION

Une feuille d'émargement individuelle est signée par les stagiaires à chaque atelier.

5. EFFET ET DUREE

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties et prend fin à la clôture de la formation concernée.

6. ENGAGEMENT DES PARTIES

L'IRCE s'engage à une totale confidentialité concernant toutes informations et tous supports qui auront été portés à sa connaissance dans le cadre de la présente convention. Les participants s'engagent à :

- Participer à l'ensemble des ateliers sur la durée de la présente convention selon le programme et le calendrier qui leur a été remis.
- Une totale confidentialité concernant les projets des autres participants, membres du groupe

7. CONDITIONS FINANCIERES ET MODALITES DE REGLEMENT

Le prix forfaitaire pour cette formation est de 2 250 € net. Ce prix s'entend net de taxes dans le cadre des actions de formation, conformément à la législation fiscale, et à l'exclusion des frais éventuels de transport ou de restauration. La demande de prise en charge éventuelle du prix ci-dessus par un organisme financeur est de la seule initiative de la structure bénéficiaire.

Il est convenu que la somme sera versée par mandat administratif sur présentation de la facture l'issue de la formation.

8. EXECUTION DE L'ACTION DE FORMATION

L'IRCE se réserve le droit de différer le démarrage de l'action ou de l'annuler dans le cas où le nombre de participants serait insuffisant et non conforme à l'article 1. Dans cette hypothèse, aucune indemnité ne sera réclamée par l'IRCE.

En contrepartie du versement attendu, l'IRCE s'engage à réaliser l'action prévue dans le cadre de la présente convention et à faire part aux responsables du Service Formation du CT Istres Ouest Provence des récapitulatifs de présence des participants.

9. SACS DE LA FORMATION

L'IRCE remet aux stagiaires ayant suivi l'intégralité de la formation une attestation de fin de formation.

IRCE
Bastide des Micocouliers
1940 Route de Loqui
13090 AIX-EN-PROVENCE
Tél. : 04 42 59 20 00
Reçu au Contrôle de légalité le 11 Avril 2000

10. CAS DE DIFFEREND

Dans l'éventualité où une contestation ou un différend n'aurait pu être réglé à l'amiable, le tribunal administratif de Marseille sera le tribunal compétent pour régler le litige.

11. CONDITIONS GENERALES DE VENTE ET POLITIQUE DE CONFIDENTIALITE

Cette convention vaut et couvre les conditions générales de vente de l'IRCE. En signant cette convention, la Métropole Aix Marseille Provence accepte que ses données professionnelles soient collectées et utilisées par l'IRCE dans le respect de la Politique de Confidentialité consultable sur notre site interne : www.irce-paca.com/protection-des-donnees.

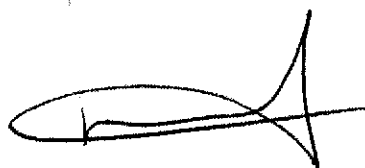
Fait à Aix-en-Provence, en deux exemplaires le 18/01/2019

Le représentant de la Métropole
Martine VASSAL
Président

Signature et Cachet

Le représentant de l'IRCE
Christophe SIVELLE
Directeur Général

Signature et Cachet



IRCE
Bastide des Micocouliers
1940 Route de Loqui
13090 AIX-EN-PROVENCE
Tél. : 04 42 59 90 00

Décision n° 19/249/D

Location d'un stand de 65,21 m² pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, au Salon de l'Immobilier d'Entreprise (SIMI) à Paris du 11 au 13 décembre 2019.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°ECO 002-4136/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 approuvant la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à deux salons professionnels dédiés à l'immobilier d'entreprise : le MIPIM et le SIMI.

CONSIDÉRANT

- Que, par délibération n°ECO 002-4136/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé sa participation au Salon de l'Immobilier d'Entreprise (SIMI) qui se déroulera à Paris du 11 au 13 décembre 2019 ;
- Que le SIMI, est en effet un rendez-vous annuel incontournable des acteurs nationaux de l'immobilier d'entreprise ;
- Qu'il constitue pour la Métropole l'occasion de promouvoir ses projets et son territoire, et d'entretenir des relations avec les acteurs et décideurs économiques nationaux ;
- Que dans le cadre de sa participation à ce salon, la Métropole souhaite louer un stand de 65,21 m² ;

- Que la Métropole souhaite également bénéficier d'un droit d'inscription, de la garantie assurantielle « dommages aux biens » dans l'enceinte de l'exposition, d'une publicité telle qu'une fiche détaillée de la Métropole dans le catalogue et le site internet du SIMI, d'un descriptif sur le plan interactif et l'application mobile du Salon, d'un référencement et d'une inscription dans les secteurs d'activités choisis et d'une fiche signalétique d'une page avec visuels ;
- Qu'il convient donc de conclure avec la Société par Action Simplifiée (SAS) Groupe Moniteur, société organisatrice du SIMI, un contrat de location pour ce stand lequel inclut les prestations précitées ;

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé le contrat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société par Action Simplifiée (SAS) Groupe Moniteur, relatif à la location d'un stand lors du Salon de l'Immobilier d'Entreprise (SIMI) qui se déroulera à Paris du 11 au 13 décembre 2019.

Article 2 :

Le contrat prend effet à compter de sa signature (devis + CGV) et trouvera son terme à l'issue du SIMI, le 14 décembre 2019.

Article 3 :

Le coût de la location du stand et des prestations incluses s'élève à la somme totale de 52 854.04 euros TTC.

Article 4 :

En ce qui concerne le prix de la location du stand et des prestations incluses, les modalités de règlement sont les suivantes :

- 50% du prix, soit 26 427.02 euros seront versés à la signature du contrat,
- solde de 50% du prix, soit 26 427.02 euros seront versés à 60 jours date de facture.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole : Fonction 64 – nature 6233 « foires et expositions » - sous-politique B330

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 avril 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Avril 2019

SIMI

11 Décembre au 13 Décembre 2019
PALAIS DES CONGRES DE PARIS

Tél. /Fax : 04 95 09 50 40 / 04 91 13 56 21

E-mail : frederic.mège@marseille-provence.fr

Hall / Stand : **TERNES - NIVEAU 1 / B 62****METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE**

Monsieur Frédéric MÈGE

TLM

2 BIS, BOULEVARD EUROMED

QUAI D'ARENC

13002 MARSEILLE

Collectivités Chorus : merci de nous communiquer les éléments ci-dessous :

- SIRET du destinataire de la facture _____ (14 positions)
- Code service _____
- N° d'engagement _____

(Bon de commande à nous envoyer obligatoirement)

PROPOSITION COMMERCIALE

Description des prestations	Quantité	Tarif Brut Unitaire	Montant Net H.T. Euros
Pack services Stand supérieur ou égal à 30 M² - 1 page PRESTATIONS : - LE DROIT D'INSCRIPTION - L'ASSURANCE - UNE FICHE DETAILLEE DE VOTRE SOCIETE DANS LE CATALOGUE ET SUR LE SITE INTERNET DU SIMI - UN DESCRIPTIF SUR LE PLAN INTERACTIF ET L'APPLI MOBILE DU SALON - VOTRE REFERENCEMENT DANS LES SECTEURS D'ACTIVITE DE VOTRE CHOIX - 1 FICHE SIGNALETIQUE D'1 PAGE AVEC VISUELS (1 A 3 HORS LOGO) ET L'INSCRIPTION DANS LES SECTEURS D'ACTIVITE DE VOTRE CHOIX (JUSQU'A 4)	1	1 650,00	1 650,00
Prestations fournies par le salon : - Traçage au sol du stand - Remise au propre de votre stand, à la demande, pendant les horaires d'ouverture du salon - Empreinte au sol de votre numéro de stand	Total H.T. Euros :		44 045,03
	T.V.A. (20%)		8 809,01
	Total T.T.C. Euros :		52 854,04
	Stand >= 60 m² : La réservation de ce stand comprend : 26 badges exposants 180 badges visiteurs "3 jours" 20 badges visiteurs "spécial vendredi" 10 bracelets prestataires Nota Bene : Vos prestataires n'ayant pas de bracelet prestataire doivent être munis d'un badge exposant ou d'un badge visiteur que vous leur aurez fourni.		

IMPORTANT

* **Acompte obligatoire de 50 % pour la réservation.**
* **Nous retourner impérativement ce devis paraphé sur toutes les pages + la dernière page des CGV datée, signée + cachet de votre entreprise.**
Le présent devis et les CGV forment un ensemble contractuel indissociable.

Devis valable jusqu'au : 05/03/2019

Adeline Pubert

Tél : 01 79 06 75 02

Fax : 01 79 06 79 92

E-mail : adeline.pubert@infopro-digital.com

Email pour l'envoi de votre facture : frederic.mège@marseille-provence.fr
(à compléter ou modifier)

SIMI

11 Décembre au 13 Décembre 2019
PALAIS DES CONGRES DE PARIS

Tél. /Fax : 04 95 09 50 40 / 04 91 13 56 21
E-mail : frederic.mège@marseille-provence.fr

Hall / Stand : **TERNES - NIVEAU 1 / B 62**

METROPOLE AIX MARSEILLE PROVENCE

Monsieur Frédéric MÈGE
TLM
2 BIS, BOULEVARD EUROMED
QUAI D'ARENÇ
13002 MARSEILLE

Collectivités Chorus : merci de nous communiquer les éléments ci-dessous :

- SIRET du destinataire de la facture _____ (14 positions)
- Code service _____
- N° d'engagement _____

(Bon de commande à nous envoyer obligatoirement)

PROPOSITION COMMERCIALE

Description des prestations	Quantité	Tarif Brut Unitaire	Montant Net H.T Euros
Tarif des stands Stand nu	65,21	590,00	38 473,90
Stand Entretien	65,21	53,00	3 456,13
Angle(s)	1	465,00	465,00

IMPORTANT

* Acompte obligatoire de 50 % pour la réservation.
* Nous retourner impérativement ce devis paraphé sur toutes les pages + la dernière page des CGV datée, signée + cachet de votre entreprise.
Le présent devis et les CGV forment un ensemble contractuel indissociable.

Devis valable jusqu'au : 05/03/2019

Adeline Pubert

Tél : 01 79 06 75 02

Fax : 01 79 06 79 92

E-mail : adeline.pubert@infopro-digital.com

Email pour l'envoi de votre facture : frederic.mège@marseille-provence.fr
(à compléter ou modifier)

est déchu du droit au bénéfice de l'assurance s'il ne se conforme pas à ces

c) Toute fausse déclaration intentionnelle enlaine l'application de l'article L113-2 du Code des Assurances ; c'est-à-dire la déchéance de garantie.

Les présentes dispositions ont pour objet d'établir que le souscripteur est tenu de déclarer à la manifestation et ou consulter le contrat auquel elles se réfèrent auprès des Organismes.

L'Organisateur met en place la promotion de la Manifestation et définit la manière optimale

de communiquer pour obtenir la meilleure fréquentation pendant la Manifestation. Cette communication peut comprendre un catalogue ou tout autre support de communication

les Expositants. Les logos, les illustrations et textes fournis le sont sous la seule responsabilité des Expositants. Les logos, les illustrations et textes fournis le sont sous la seule responsabilité

Les Expositants qui garantissent l'Organisation de tout recours à cet égard, les devront entretenir dans le respect des contraintes de taille et de délai définies par l'Organisation. Les logos et textes inscrits sur leur stand ne pourront être pris en compte par l'Organisation.

En intervenant à l'une des Manifestations de l'Organisation, les Expositants consentent aux prises de vues et/ou captation audiovisuelles réalisées par Groupe Média sur la Manifestation à laquelle ils participent. Ils autorisent expressément l'Organisation à modifier et réutiliser en tout ou en partie ces prises de vues sur les documents

commerciaux, les publications et les sites internet édités par l'Organisateur en vue de la

19. RENONCIATION A RECOURS DE L'EXPOSANT
L'Exposant et ses assureurs renouvellent à tout recours contre le propriétaire et/ou le gestionnaire du lieu d'exposition du Salon en cas de préjudice résultant d'un incendie, d'un vol ou d'une catastrophe naturelle, l'assurance souscrite par l'Exposant pour couvrir les dégâts des eaux, d'une explosion, d'une interruption de fourniture des fluides et/ou des équipements nécessaires au bon déroulement de son exposition.
20. PUBLICITE - PHOTOGRAPHIES - VIDEOS
Toutes distributions de documents, prospectus, circulaires, revues, etc. et toutes photographies, vidéos, prises sans autorisation écrite préalable de la Société.

Manifestation sont soumises à l'autorisation préalable et écrite de l'Organisateur

20.2 L'Exposant est autorisé à effectuer des prises de vues (vidéo et photographiques) à l'intérieur de la Manifestation, notamment des conférences dont il sont l'organisateur, sous réserve :

L'exposant est seul responsable d'obtenir auprès de toute personne physique (ressortissant, militaire, personnel organisationnel, etc.) toutes les autorisations nécessaires.

21. **INDIENNES**
La Manifestation étant constituée en entropée privée devant les douanes, tous les matériels en provenance de l'étranger doivent être déclarés à l'importation.

provenance de l'étranger bénéficient automatiquement du régime d'admission temporaire.

passés en droit, sont répertoriés par les services administratifs qui les transmettent à l'organisme de la façon suivante :

- A) Comité TLR (Transit International Border)
- B) Déclaration de Transit - Formulaire DA U
- C) Soumission TLF (Transit International Ferrovie)
- D) Document de Transit Communautaire TT ou T2

22. **PICHERS - DONNÉES PERSONNELLES**

Les Informations à caractère personnel recueillies par l'Organisme font l'objet d'un

L'Organisateur pour réaliser les traitements liés à sa participation, et sont enregistrées dans le

Cher client, notre Organisation ou toute autre du groupe INFORMATIQUE DIGITAL peut envoyer aux Exposants des sollicitations pour des services analysés.

Conformément aux réglementations en vigueur (loi Européenne et Libertés du 6 janvier 1978 et règlement européen sur la protection des données personnelles du 14 mai 2016) l'Exposant dispose d'un droit d'accès, de rectification, de modification et de suppression sur l'ensemble des données qui le concernent. Pour exercer ces droits, il suffit d'écrire à notre service clientèle à l'adresse suivante : slm.pondoc@informatique-digital.com

Aux fins de réalisation de ses prestations, l'Informatique peut être amené à transmettre les

prestataires réalisant et scannant les budgets, prestataires vidéo, prestataires d'accueil.

b) Selon les personnes choisies par l'Exposant dans la Demande d'Admission, un bachelier des personnes physiques peut lui être transmis par l'Organisateur, sous réserve du consentement préalable des personnes concernées.

l'Exposant s'engage à respecter la réglementation en vigueur sur les données à caractère personnel et en particulier le droit d'accès, de rectification, de modification et de suppression des personnes concernées.

o La Charte Données Personnelles du groupe InfoPro Digital est accessible sur le site du salon ou via le lien <https://www.info-prodigital.com/fr/accueil>

23. PROBLEMI DI TRASPARENZA

responsabilité entendue que toute personne physique ou morale en relation avec elle adhère aux mêmes valeurs.

En conséquence, l'Exposant agit que tout tiers agissant pour son compte dans le cadre de la manifestation, s'engage à ne pas conformer strictement aux lois et règlements en vigueur ayant pour objet la lutte contre la corruption.

En particulier, l'Exposant s'engage à ne pas, directement ou indirectement, proposer, accorder, solliciter ou recevoir d'un tiers un avantage indu en vue d'accomplir, rendre ou permettre d'accomplir un acte entrant dans le cadre de ses fonctions et/ou compétences ou pouvant entraîner un conflit d'intérêt.

être considéré comme une pratique illégale ou de la corruption.

Tout manquement de la part de l'organisateur aux stipulations qui précèdent sera réputé constituer un manquement substantiel justifiant la résiliation du présent contrat de plein droit, sans préjudice des autres recours de droit commun.

avec accusé de réception notifiant ledit manquement et la résiliation ; elle prendra effet à la

L'Organisateur se réserve en outre la faculté de réclamer tous dommages-intérêts auxquels il pourra prétendre du fait de ce manquement.

L'Exposant s'engage à informer le Client dans les meilleurs délais à compter de la date de signature des présentes de tout événement qui viendrait contredire les déclarations et engagements des présentes.

2.4. LITIGES

LES PRESENTES CONDITIONS GENERALES DE VENTE SONT SOUMISES A LA

1. L'Organisateur statuera sur tous les cas nécessitant son arbitrage pendant la durée de la compétition.

Manifestation, l'exposant reconnaît être informé et avoir accepté que les décisions prises par l'organisateur dans ce cadre seront prises après et immédiatement exécutées. Dans le cas de contestation, l'exposant s'engage à soumettre sa réclamation par écrit à l'organisateur avant toute autre procédure.

EN CAS DE CONTESTATION RELATIVE À LA FORMATION, L'INTERPRÉTATION, L'EXÉCUTION OU LA CESSATION DU PRÉSENT CONTRAT, LES TRIBUNAUX DU SIÈGE DE L'ORGANISATEUR SERONT SÉULS COMPÉTENTS.

À PRÉSENTE CLASSE SIÈGE SUIVE APPLICATION, MÊME EN CAS DE RETENUE

OU DE PROCÉDURE PAR REQUÊTE, D'APPEL EN GARANTIE OU DE FLORALITÉ
DE DÉFENSEURS

Montant total I.T.T. euros de la proposition commerciale : 4404,93

Je déclare avoir lu et approuvé les conditions de ventes ci-dessus

A	le :
Cachet et signature :	

1000



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/250/D

Exercice du droit de préemption urbain sur les biens et droits immobiliers cadastrés 876 A 37 sise 220, chemin Saint-Jean-du-désert Marseille 12ème arrondissement appartenant à la Société Française des Riz de Choix.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.213-1 et suivants, R.213-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/14/cm du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La délibération n° AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 approuvant le schéma de cohérence territoriale (SCOT) ;

Reçu au Contrôle de légalité le 29 Mars 2019

- La délibération n° AEC 001-377/13/CC du 28 juin 2013 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda de Développement Economique Métropolitain ;
- La délibération n° ECO 001-5077/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant le Dispositif de production de l'Offre Foncière et Immobilière à vocation Economique sur le territoire de la métropole ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n° IA 013 212 19 M0001 reçue en mairie de Marseille le 16 janvier 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée 876 A 37 sise 220, chemin st jean du désert 13 007 Marseille appartenant à la Société Française des riz de choix ;
- Le décret n°2014-1573 du 22 décembre 2014 fixant les conditions de visite du bien par le titulaire du droit de préemption en application de l'article L.213-2 du Code de l'Urbanisme, disposant que « le délai est suspendu à compter de la réception de la demande mentionnée au premier aliéna ou de la demande de visite du bien. Il reprend à compter de la réception des documents par le titulaire du droit de préemption, du refus par le propriétaire de la visite du bien ou de la visite du bien par le titulaire du droit de préemption. Si le délai restant est inférieur à un mois, le titulaire dispose d'un moi pour prendre sa décision. Passés ces délais, son silence vaut renonciation à l'exercice du droit de préemption » ;
- La demande de visite adressée le 20 février 2019 par courrier recommandé avec accusé réception au notaire ayant pour effet de suspendre le délai d'instruction ;
- Le constat contradictoire relatif à la visite du bien du 8 mars 2019, entraînant la reprise du délai précité et la prorogation de ce dernier à un mois supplémentaire, soit jusqu'au 8 avril 2019 ;
- L'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en locations immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes, portant à 180 000 euros le seuil des acquisitions soumis à l'avis du service des domaines ;
- L'avis de France Domaines référencé n°2019-212V0466 du 18 mars 2019.

CONSIDÉRANT

- Que l'agenda du développement économique et du Schéma de production de l'offre foncière et immobilière de la Métropole a identifié des zones d'activités de proximité à requalifier pour conforter la capacité d'accueil des activités artisanales, industrielles et productives généralistes ;
- Que la parcelle 876 A 37 est située dans le périmètre de la ZA Saint Pierre, sur le secteur de la vallée de l'Huveaune, respectivement fléchés par l'agenda économique et le dispositif de production de l'offre foncière et immobilière à vocation économique et se situe en zone UET du Plan Local d'Urbanisme ;
- Que la Métropole souhaite constituer une réserve foncière pour requalifier le secteur économique et anticiper les mutations inhérentes au projet de la Ligne Nouvelle PACA de Saint Pierre, inclus dans les espaces économiques de la Vallée de l'Huveaune ;

- Que l'acquisition de cette parcelle s'inscrit dans le cadre des travaux du SCOT qui affiche des objectifs de requalification et de densification des espaces économiques afin d'améliorer leur attractivité et recommande, de ce fait, la mise en œuvre d'une stratégie foncière adaptée ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'aménagement de l'espace métropolitain et qu'elle peut ainsi procéder directement aux acquisitions nécessaires à l'exercice de ses compétences en vue de la mise en œuvre des projets qu'elle porte ;

DECIDE

Article 1 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence décide d'exercer son droit de préemption urbain conformément aux dispositions de l'article R.213-8 (c) du Code de l'Urbanisme, et de faire une offre d'acquérir pour la parcelle cadastrée 876 A 0037 située au 220, chemin st jean du désert à Marseille 12^{ième} arrondissement moyennant le prix de 2 000 000 euros aux conditions visées dans la DIA et conforme à l'avis du service de France Domaines ci-dessus référencé et ce, en vue de constituer une réserve foncière concourant à la mise en œuvre de la requalification des espaces économiques,

Article 2 :

Conformément aux dispositions de l'article R.213-10 du Code de l'Urbanisme, le propriétaire dispose d'un délai de deux mois à compter de la présente offre d'acquérir pour faire connaître au titulaire du droit de préemption par lettre recommandée avec demande d'avis de réception :

- soit qu'il accepte cette offre, dans ce cas, la vente du bien immobilier est définitive. Elle devra être régularisée conformément aux dispositions des articles R.213-12 et L.213614 du Code de l'Urbanisme. L'acte de vente devra donc être signé et payé dans les quatre mois à venir, sous réserve qu'aucun obstacle n'ait été apporté à la rédaction immédiate et à la publication dudit acte.
- soit qu'il maintient le prix figurant dans la déclaration et accepte ainsi que le prix soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation.
- soit qu'il renonce à l'aliénation dudit bien, dans ce cas, s'il envisage à nouveau de vendre ce dernier, il sera tenu de souscrire une nouvelle déclaration d'intention d'aliéner.

Le silence du propriétaire dans le délai de deux mois mentionné au présent article équivaut à une renonciation d'aliéner.

En cas d'acceptation par le propriétaire, la commission d'agence de 91 200 euros mentionnée dans la DIA et compte tenu de la non précision de la qualité du débiteur, sera due par la Métropole Aix-Marseille-Provence sous réserve d'en vérifier le bien-fondé par la production des justificatifs requis conformément aux règles de la comptabilité publique ainsi que sur la production d'un mandat original dûment enregistré. La Métropole Aix-Marseille-Provence se réserve donc le droit d'en contester ultérieurement le montant devant le tribunal compétent.

Article 3 :

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille – 22,24 rue Breteuil - 13 218 Marseille Cedex 06, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.

Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse expresse ou implicite de La Métropole Aix-Marseille-Provence. Au terme d'un délai de deux mois, le silence de la Métropole Aix-Marseille-Provence vaut rejet implicite du recours gracieux.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 mars 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/251/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la commune de Septèmes-Les-Vallons de biens et droits immobiliers situés au 291, avenue du 8 mai 1945 13 240 Septèmes-les-Vallons cadastré section AL n° 303 appartenant à Monsieur et Madame Gautier Gil et Isabelle.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Septèmes-les-Vallons du 19 janvier 1988 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et NA ;
- La délibération n° URB 013-3852/18 CM du 18 mai 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence instaurant un droit de préemption urbain renforcé sur les zones UC et UD du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Septèmes-les-Vallons ;
- La délibération n° EPPS 004-245/14/CC du 26 juin 2014 du conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole précisant les conditions de délégations du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé aux communes membres ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La délibération n ° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 106 19M0033 reçue en mairie de Septèmes-les-Vallons le 04 mars 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée section AL n° 303 sis au 291, avenue du 8 mai 1945 13 240 Septèmes-les-Vallons appartenant à Monsieur et Madame Gautier Gil et Isabelle.

CONSIDÉRANT

- Que le bien est situé en zone UD1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Septèmes-les-Vallons ;
- Que la Commune de Septèmes-les-Vallons est soumise aux dispositions de la loi SRU ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien par la Commune de Septèmes-les-Vallons s'inscrit dans le cadre du Programme Local de l'Habitat qui doit permettre la réalisation de logements au titre de l'article 55 de la loi SRU.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'acquisition de la parcelle cadastrée section AL n° 303 d'une contenance cadastrale de 110m² sis au 291 avenue du 8 mai 1945 13 240 Septèmes-les-Vallons appartenant à Monsieur et Madame Gautier Gil et Isabelle.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 29 mars 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/252/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la commune de Septèmes-Les-Vallons de biens et droits immobiliers situés au 119, avenue du 8 mai 1945 - 13 240 Septèmes-les-Vallons cadastré section AR n° 41 appartenant à Monsieur et Madame Gautier Gil et Isabelle

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Septèmes-les-Vallons du 19 janvier 1988 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et NA ;
- La délibération EPPS-003-1434/09/CC du 22 juin 2009 du Conseil de Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole instaurant un droit de préemption urbain renforcé sur la zone UB du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Septèmes-les-Vallons ;
- La délibération EPPS-004-245/14/CC du 26 juin 2014 du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole précisant les conditions de délégations du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé aux communes membres ;
- La délibération n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 106 19M0035 reçue en mairie de Septèmes-les-Vallons le 6 mars 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée section AR n° 41 sis au 119, avenue du 8 mai 1945 13 240 Septèmes-les-Vallons appartenant à Monsieur et Madame Gautier Gil et Isabelle.

CONSIDÉRANT

- Que le bien est situé en zone UB du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Septèmes-les-Vallons ;
- Que la Commune de Septèmes-les-Vallons est soumise aux dispositions de la loi SRU ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien par la Commune de Septèmes-les-Vallons s'inscrit dans la cadre du Programme Local de l'Habitat qui doit permettre la réalisation de logements au titre de l'article 55 de la loi SRU.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'acquisition de la parcelle cadastrée section AR n°41 d'une contenance cadastrale de 644m² sis au 119, avenue du 8 mai 1945 13 240 Septèmes-les-Vallons appartenant à Monsieur et Madame Gautier Gil et Isabelle.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision,

Fait à Marseille, le 29 mars 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/253/D

**Mission Elue : Madame Arlette Fructus - Conseil de surveillance du CDC
Habitat Social- 2 et 3 avril 2019 - Paris**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Arlette Fructus, en qualité de 17^{ème} Vice-présidente déléguée à l'habitat, logement, et politique du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des membres du Bureau.

CONSIDÉRANT

- Que Madame Arlette Fructus est Vice-présidente, déléguée à l'Habitat et à la Politique de la Ville.

DECIDE

Article 1 :

Madame Arlette Fructus se rendra les 2 et 3 avril 2019 à Paris pour assister au premier Conseil de Surveillance CDC Habitat Social, en sa qualité de membre administrateur de ladite société.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 avril 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/254/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Gobert & Associés pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire concernant Monsieur Yannick Pronomo

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'assignation devant le Tribunal de Grande Instance de Marseille signifiée à la Métropole Aix-Marseille-Provence à la requête de Monsieur Yannick Pronomo, agent de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sollicitant la condamnation de la société d'assurances GMF au paiement de la somme 12 791 euros en réparation des préjudices corporels et matériels subis le 13 septembre 2016.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal de Grande Instance de Marseille afin de réclamer sa créance et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Gobert et associés, 32 rue Grignan, 13001 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Gobert et associés, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 01 avril 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 1 Avril 2019

Décision n° 19/255/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes- Côte d'Azur (EPF PACA) pour l'acquisition d'un local commercial sise 720, chemin des Jalassières 13510 Eguilles

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 210-1, L. 211-2, L. 213-3 et L. 300-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 007-1225/16/ BM du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 15 décembre 2016 approuvant la convention d'intervention foncière en phase Impulsion-Réalisation avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la commune d'Eguilles sur le secteur des Jalassières ;
- La délibération n° URB 021-5152/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018 instaurant le droit de préemption urbain renforcé sur le secteur des Jalassières de la commune d'Eguilles ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie d'Eguilles le 15 février 2019 portant aliénation du local commercial sise 720, chemin des Jalassières 13510 Eguilles.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de Plan Local d'Urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation ne présente pas d'enjeu pour la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien se situe dans le périmètre du site les Jalassières faisant l'objet de la convention d'intervention foncière en phase impulsion-réalisation, signée entre la commune d'Eguilles, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes- Côte d'Azur (EPF PACA) le 23 février 2017.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes- Côte d'Azur (EPF PACA) pour l'acquisition d'un local commercial sise 720, chemin des Jalassières 13510 Eguilles

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 avril 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Avril 2019

Décision n° 19/256/D

Décision d'estimer en justice. Désignation de la SCP Baraduc Duhamel Rameix pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Conseil d'Etat dans le contentieux qui l'oppose aux sociétés SMA Propreté, SAM Environnement et SMA Vautubière.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête présentée par la Société SMA Environnement devant le Tribunal Administratif de Marseille (n°1305208) le 12 août 2013 ;
- Le jugement rendu par le Tribunal Administratif de Marseille du 5 avril 2017 (n°1305208-1403171) ;
- La requête déposée par la Société SMA Environnement devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 2 juin 2017 (n°17MA02282) demandant l'annulation du jugement visé ci-dessus ;
- L'arrêt rendu par la Cour Administrative de Marseille le 23 mai 2018 (n°17MA02282) ;
- La requête présentée par les Sociétés SMA Propreté, SMA Environnement, SMA Vautubière devant le Conseil d'Etat (n°422600) demandant l'annulation de l'arrêt visé ci-dessus.

CONSIDERANT

Qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans cette affaire ;

DECIDE

Article 1 :

D'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Conseil d'Etat dans le dossier n°422600 et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Baraduc-Duhamel-Rameix, 204 rue Vaugirard, 75015 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Baraduc-Duhamel-Rameix pour représenter la Métropole-Aix Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 avril 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/257/D

Démolitions de biens immobiliers propriétés de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

Que la Métropole Aix Marseille Provence est propriétaire des biens immobiliers sis aux adresses suivantes :

- 230 avenue Saint Jean du Désert 13 012 Marseille ;
- 30 rue de l'horticulture 13 009 Marseille ;
- 197 chemin Bourrely 13 015 Marseille ;
- Croisement de la RD 20 Lieudit Rebuty 13 180 Gignac La Nerthe et 10 Avenue Jean Jaurès 13 700 Marignane.

Que les rapports ci-annexés relatifs aux adresses précitées indiquent un risque sur la stabilité des bâtiments :

- n°0002/421630/181128-0300 - Rév 0/06122018/FA/FA/IND.0
- n°0001/421630/181128-0300 - Rév 0/10122018/FA/FA/IND.0
- n°0001/421630/181128-0300 - Rév 0/10122018/FA/FA/IND.0
- n°0001/421630/181128-0300 - Rév 0/10122018/FA/FA/IND.0

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Avril 2019

DECIDE

Article 1 :

Est autorisée la démolition des biens situés aux adresses suivantes :

- 230 avenue Saint Jean du Désert 13 012 Marseille ;
- 30 rue de l'Horticulture 13 009 Marseille ;
- 197 chemin Bourrely 13 015 Marseille ;
- Croisement de la RD 20 lieudit Rebuty 13 180 Gignac La Nerthe et 10 avenue Jean Jaurès 13 700 Marignane.

Article 2 :

Ces démolitions devront se faire dans les meilleurs délais.

Les gravois issus de ces démolitions seront stockés temporairement sur la parcelle sis 230 avenue Saint Jean du Désert 13 012 Marseille

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, opération 2015110800, chapitre 4581191007.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 avril 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Avril 2019

Décision n° 19/258/D

Exercice du Droit de Préemption Urbain sur les biens et droits immobiliers cadastrés Section AL n° 65 sis le Billard 13 180 Gignac-la-Nerthe appartenant à la SCI Le Billard.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.213-1 et suivants, R.213-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Gignac La Nerthe du 20 janvier 1988 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération du Conseil Communautaire de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 8 octobre 2007 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé sur le territoire de la ville de Gignac-La-Nerthe ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau – Missions Foncières ;
- La délibération n° AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) ;
- La délibération du Conseil Communautaire de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 8 octobre 2007 approuvant la révision du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Gignac la Nerthe ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda de Développement Economique Métropolitain ;

- La délibération n° ECO 001-5077/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant le Dispositif de production de l'Offre Foncière et Immobilière à vocation Economique sur le territoire de la métropole ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n° IA 013 043 19 M0009 reçue en mairie de Gignac-La-Nerthe le 14 janvier 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée section AL n° 65 sise Quartier le billard 13 180 Gignac-La-Nerthe appartenant à la SCI LE Billard,
- Le décret n°2014-1573 du 22 décembre 2014 fixant les conditions de visite du bien par le titulaire du droit de préemption en application de l'article L.213-2 du code de l'urbanisme, disposant que « le délai est suspendu à compter de la réception de la demande mentionnée au premier aliéna ou de la demande de visite du bien. Il reprend à compter de la réception des documents par le titulaire du droit de préemption, du refus par le propriétaire de la visite du bien ou de la visite du bien par le titulaire du droit de préemption. Si le délai restant est inférieur à un mois, le titulaire dispose d'un moi pour prendre sa décision. Passés ces délais, son silence vaut renonciation à l'exercice du droit de préemption »
- La demande de visite adressée le 21 février 2019 par courrier recommandé avec accusé réception au notaire ayant pour effet de suspendre le délai d'instruction ;
- Le constat contradictoire relatif à la visite du bien du 5 mars 2019, entraînant la reprise du délai précité et la prorogation de ce dernier à un mois supplémentaire, soit jusqu'au 5 avril 2019 ;
- L'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en locations immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes, portant à 180 000 euros le seuil des acquisitions soumis à l'avis du service des Domaines ;
- L'avis de France Domaines référencé n°2019-043V0462 du 12 mars 2019.

CONSIDÉRANT

- Que le Schéma de Cohérence Territoriale affiche des objectifs de requalification et de densification des espaces économiques afin d'améliorer leur attractivité et recommande la mise en œuvre d'une stratégie foncière adaptée ;
- Que l'agenda du développement économique et du Schéma de production de l'offre foncière et immobilière à vocation économique de la Métropole a identifié des zones d'activités de proximité à requalifier pour conforter la capacité d'accueil des activités artisanales, industrielles et productives généralistes,
- Que le secteur du Billard-Bricard est une zone identifiée par l'agenda économique et du Schéma de production de l'offre foncière et immobilière de la Métropole et qu'à ce titre, une étude de faisabilité a été réalisée sur la zone AU2 ;
- Que la parcelle section AL n°65, située en zone UEb du Plan local d'Urbanisme, est contigüe au périmètre d'étude du secteur du Billard-Bricard et que cette réflexion urbaine sur le secteur AU2 intégrera l'ensemble du secteur UEb ;
- Que l'acquisition de la parcelle section AL n° 65 s'inscrit en vue de constituer une réserve foncière pour requalifier le secteur économique du Billard-Bricard à Gignac-La-Nerthe ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'aménagement de l'espace métropolitain et qu'elle peut ainsi procéder directement aux acquisitions nécessaires à l'exercice de ses compétences en vue de la mise en œuvre des projets qu'elle porte.

DECIDE

Article 1 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence décide d'exercer son droit de préemption urbain conformément aux dispositions de l'article R.213-8 (c) du Code de l'Urbanisme, et de faire une offre d'acquérir pour la parcelle cadastrée section AL n° 65, située Quartier le Billard 13 180 Gignac-La-Nerthe moyennant le prix de 200 000 euros, aux conditions visées dans la déclaration d'intention d'aliéner et conforme à l'avis du service de France Domaine ci-dessus référencé et ce, en vue de constituer une réserve foncière concourant à la mise en œuvre de la future zone d'activités économiques du Billard.

Article 2 :

Conformément aux dispositions de l'article R.213-10 du Code de l'Urbanisme, le propriétaire dispose d'un délai de deux mois à compter de la présente offre d'acquérir pour faire connaître au titulaire du droit de préemption par lettre recommandée avec demande d'avis de réception :

1/ soit qu'il accepte cette offre, dans ce cas, la vente du bien immobilier est définitive. Elle devra être régularisée conformément aux dispositions des articles R.213-12 et L.213-14 du code de l'urbanisme. L'acte de vente devra donc être signé et payé dans les quatre mois à venir, sous réserve qu'aucun obstacle n'ait été apporté à la rédaction immédiate et à la publication dudit acte.

2/ soit qu'il maintient le prix figurant dans la déclaration et accepte ainsi que le prix soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation.

3/ soit qu'il renonce à l'aliénation dudit bien, dans ce cas, s'il envisage à nouveau de vendre ce dernier, il sera tenu de souscrire une nouvelle déclaration d'intention d'aliéner.

Le silence du propriétaire dans le délai de deux mois mentionné au présent article équivaut à une renonciation d'aliéner.

Article 3 :

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille – 22,24 rue Breteuil - 13 218 Marseille Cedex 06, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse expresse ou implicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Au terme d'un délai de deux mois, le silence de la Métropole Aix-Marseille-Provence vaut rejet implicite du recours gracieux.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 5 :

Madame La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 avril 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Avril 2019

Décision n° 19/259/D

Exercice du Droit de Préemption Urbain sur les biens et droits immobiliers cadastrés section AL n° 64 et 67 sis le Billard 13 180 Gignac La Nerthe appartenant à la SCI Le Billard

VU

- Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.213-1 et suivants, R.213-1 et suivants,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Gignac-La-Nerthe du 20 janvier 1988 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération du Conseil Communautaire de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 8 octobre 2007 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé sur le territoire de la ville de Gignac-La-Nerthe ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau – Missions Foncières;
- La délibération n° AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 approuvant le schéma de cohérence territoriale (SCOT) ;
- La délibération du Conseil Communautaire de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 08 octobre 2007 approuvant la révision du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Gignac-la-Nerthe,
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du 30 mars 2017 approuvant l'Agenda de Développement Economique Métropolitain

- La délibération n° ECO 001-5077/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant le Dispositif de production de l'Offre Foncière et Immobilière à vocation Economique sur le territoire de la métropole ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n° IA 013 043 19 M0004 reçue en mairie de Gignac-La-Nerthe le 11 janvier 2019 portant aliénation des parcelles cadastrées section AL n°64 et 67 sise Quartier le billard 13 180 Gignac-La-Nerthe appartenant à la SCI Le Billard ;
- Le décret n°2014-1573 du 22 décembre 2014 fixant les conditions de visite du bien par le titulaire du droit de préemption en application de l'article L.213-2 du code de l'urbanisme, disposant que « le délai est suspendu à compter de la réception de la demande mentionnée au premier aliéna ou de la demande de visite du bien. Il reprend à compter de la réception des documents par le titulaire du droit de préemption, du refus par le propriétaire de la visite du bien ou de la visite du bien par le titulaire du droit de préemption. Si le délai restant est inférieur à un mois, le titulaire dispose d'un moi pour prendre sa décision. Passés ces délais, son silence vaut renonciation à l'exercice du droit de préemption ;
- La demande de visite adressée le 20 février 2019 par courrier recommandé avec accusé réception au notaire ayant pour effet de suspendre le délai d'instruction ;
- Le constat contradictoire relatif à la visite du bien du 5 mars 2019, entraînant la reprise du délai précité et la prorogation de ce dernier à un mois supplémentaire, soit jusqu'au 5 avril 2019 ;
- L'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en locations immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes, portant à 180 000 euros le seuil des acquisitions soumis à l'avis du service des Domaines ;
- L'avis de France Domaines référencé n°2019-043V0463 du 12 mars 2019.

CONSIDÉRANT

- Que le Schéma de Cohérence Territoriale affiche des objectifs de requalification et de densification des espaces économiques afin d'améliorer leur attractivité et recommande la mise en œuvre d'une stratégie foncière adaptée,
- Que l'agenda du développement économique et du schéma de production de l'offre foncière et immobilière à vocation économique de la Métropole a identifié des zones d'activités de proximité à requalifier pour conforter la capacité d'accueil des activités artisanales, industrielles et productives généralistes,
- Que le secteur du Billard-Bricard est une zone identifiée par l'agenda économique et du Schéma de production de l'offre foncière et immobilière de la Métropole et qu'à ce titre, une étude de faisabilité a été réalisée sur la zone AU2,
- Que les parcelles section AL n°64 et 67, situées en zone UEb du Plan local d'Urbanisme, sont contigües au périmètre d'étude du secteur du Billard-Bricard et que cette réflexion urbaine sur le secteur AU2 intégrera l'ensemble du secteur UEb,
- Que l'acquisition de ces parcelles section AL n°64 et 67 s'inscrivent en vue de constituer une réserve foncière pour requalifier le secteur économique du Billard-Bricard à Gignac-La -Nerthe,

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'aménagement de l'espace métropolitain et qu'elle peut ainsi procéder directement aux acquisitions nécessaires à l'exercice de ses compétences en vue de la mise en œuvre des projets qu'elle porte.

DECIDE

Article 1 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence décide d'exercer son droit de préemption urbain conformément aux dispositions de l'article R.213-8 (c) du Code de l'Urbanisme, et de faire une offre d'acquérir pour les parcelles cadastrées section AL n°64 et 67, situées Quartier le Billard 13 180 Gignac-La-Nerthe moyennant le prix de 795 000 euros aux conditions visées dans la déclaration d'intention d'aliéner et conforme à l'avis du service de France Domaine ci-dessus référencé et ce, en vue de constituer une réserve foncière concourant à la mise en œuvre de la future zone d'activités économiques du Billard.

Article 2 :

Conformément aux dispositions de l'article R.213-10 du Code de l'Urbanisme, le propriétaire dispose d'un délai de deux mois à compter de la présente offre d'acquérir pour faire connaître au titulaire du droit de préemption par lettre recommandée avec demande d'avis de réception :

1/soit qu'il accepte cette offre, dans ce cas, la vente du bien immobilier est définitive. Elle devra être régularisée conformément aux dispositions des articles R.213-12 et L.213-14 du Code de l'Urbanisme. L'acte de vente devra donc être signé et payé dans les quatre mois à venir, sous réserve qu'aucun obstacle n'ait été apporté à la rédaction immédiate et à la publication dudit acte.

2/soit qu'il maintient le prix figurant dans la déclaration et accepte ainsi que le prix soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation.

3/soit qu'il renonce à l'aliénation dudit bien, dans ce cas, s'il envisage à nouveau de vendre ce dernier, il sera tenu de souscrire une nouvelle déclaration d'intention d'aliéner.

Le silence du propriétaire dans le délai de deux mois mentionné au présent article équivaut à une renonciation d'aliéner.

Article 3 :

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille – 22, 24 rue Breteuil - 13 218 Marseille Cedex 06, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse expresse ou implicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Au terme d'un délai de deux mois, le silence de la Métropole Aix-Marseille-Provence vaut rejet implicite du recours gracieux.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Article 5 :

Madame La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 avril 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/260/D

Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté N°18/186/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7ème Vice-Président ;
- La délibération N° ECO 003-4588/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019.

CONSIDÉRANT

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;

- Que les entreprises Spicetronic, dont l'activité est : l'étude technique, ingénierie, maintenance dans le domaine de l'électronique, la mécanique de l'optique, la mécatronique et Erylon dont l'activité est: la conception, production, vente de matériels robotisés déjà implantées sur le Technopôle de l'Arbois et souhaitent soit louer des locaux supplémentaires, soit réduire leurs surfaces actuelles.
- Qu'en conséquence il convient de régulariser ces modifications d'occupations de surfaces convention d'occupation par des avenants.

DECIDE

Article 1 :

Sont validés les avenants des entreprises :

- SPICETRONIC: Réduction de surface de 32,40m² au bâtiment Poincaré.

Recette initiale : 16 236,80 euros HT/HC/an.

Recette surface révisée : 9 746,04 euros HT/HC/an.

- ERYLON : Location d'une cave de 14,70m² supplémentaires au bâtiment Laennec.

Recette initiale : 1 377,47 euros HT/HC/an.

Recette surface révisée: 2 156,57 euros HT/HC/an.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°06 – section de fonctionnement – nature 752 - Fonction 61 - Chapitre 75 Code Activité 11.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 avril 2019

Martine VASSAL

19 / 261 / D

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2013130550002_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
642016703

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES

1175 prt des milles
CS 40650

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500005

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13215 Marseille - 15e arrondissement

Exercice
2019

Nature des logements
Autres logements foyers

Type de bénéficiaire
Personnes Agées

Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLUS EHPA LE JARDIN DU CHATELIER----
Rue Le Chatelier
Chemin de la Commanderie
Bd Grac - Zone nord - Bât H
13015 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

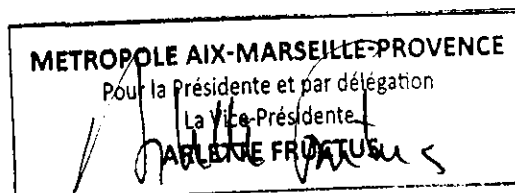
Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	13/11/2013	20131305500095
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
SA. FRANÇAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES		
SA. FLM. ESH		
Code bénéficiaire: 642016703		
Adresse :		
1175 prt des milles		
CS 40650		
Ville :	13090 Aix-en-Provence	
Exercice :	2013	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 60)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	6 150 238,54 €	5 446 155,54 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 120 000,00 €	(B) 120 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 36 000,00 €
Solde à verser		(B-C) 84 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 02 AVR. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	120 000,00	1,73%
Sous-total Subventions	120 000,00	1,73%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	4 123 000,00	59,48%
Prêt CDC foncier	1 630 000,00	23,52%
Prêts Autres	649 701,35	9,37%
Sous-total Prêts	6 402 701,35	92,37%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	408 616,75	5,90%
Sous-total Fonds Propres	408 616,75	5,90%
Total du Financement (I + II + III)	6 931 318,10	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	6 931 318,10	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 5 446 155,54 €

Aide : **PLUS**

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	60	1 913,99 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	60	1 913,99 m²
Assiette *	:	5 446 155,54 €
Taux de subvention	:	2,20 %
SUBVENTION	:	120 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 60	Surface utile :	1 913,99 m²
Assiette : 5 446 155,54 €	SUBVENTION :	120 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,20 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 120 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	1 886 747,24 €
Coût du bâtiment ou des travaux	4 402 411,67 €
Prestations intellectuelles et frais	312 096,42 €
Prix de Revient H.T.	6 601 255,33 €
Montant de la TVA	330 062,77 €

Prix de revient TTC

Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)

6 931 318,10 €

3 621,40 €/m²

Type d'opération : Hors opération spécifique

31 1034
01 40 40
01 7344

19 / 2 6 2 / 0

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2012130550042_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

775690944

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE

immeuble Anthémis

118 bd marius vivier-merle

69003 Lyon

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500109

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13106 Septèmes-les-Vallons

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2018

Opération : PLUS / PLAÎ LES 2 MOULINS
Boulevard Antoine Vabre
Quartier Pré de l'Aube Sud
13240 SEPTEMES-LES-VALLONS

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	28/12/2012	20121305500137
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme,...)		
I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 775690944		
Adresse :		
	immeuble Anthémis	
	118 bd marius vivier-merle	
Ville :	69003 Lyon	
Exercice :	2012	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 20)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	2 097 552,84 €	2 148 340,60 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 94 000,00 €	(B) 94 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 28 200,00 €
Solde à verser		(B-C) 65 800,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 02 AVR. 2019

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour la Présidente et par délégation
la Vice-Présidente
ARLETTE FRUCTUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	28 000,00	1,56%
Surcharge foncière	27 330,78	1,56%
Subvention EPCI	60 000,00	3,43%
Subvention Département	42 114,39	2,40%
1%.	75 000,00	4,28%
Sous-total Subventions	232 495,17	13,27%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 145 070,00	65,38%
1%.	70 000,00	4,00%
Sous-total Prêts	1 215 070,00	69,37%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	303 914,00	17,35%
Sous-total Fonds Propres	303 914,00	17,35%
Total du Financement (I + II + III)	1 751 479,17	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	66 000,00	8,18%
Surcharge foncière	12 619,22	1,56%
Subvention EPCI	0,00	0,00%
Subvention Département	0,00	0,00%
1%.	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	78 619,22	9,74%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	497 060,00	61,58%
1%.	0,00	0,00%
Sous-total Prêts	497 060,00	61,58%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	231 540,30	28,68%
Sous-total Fonds Propres	231 540,30	28,68%
Total du Financement (I + II + III)	807 219,52	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	42 114,39	1,65%
1%.	75 000,00	2,93%
Subvention Etat	94 000,00	3,67%
Subvention EPCI	60 000,00	2,34%
Surcharge foncière	40 000,00	1,56%
Sous-total Subventions	311 114,39	12,16%

II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 642 130,00	64,18%
1%.	70 000,00	2,74%
Sous-total Prêts	1 712 130,00	66,91%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	535 454,30	20,93%
Sous-total Fonds Propres	535 454,30	20,93%
Total du Financement (I + II + III)	2 558 698,69	100,00%
Coût de l'opération/dépassement	2 558 698,69	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 148 340,60 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	14	881,35 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	14	881,35 m²
Assiette *	:	1 495 253,88 €
Taux de subvention	:	1,87 %
SUBVENTION	:	28 000,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	384,95 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	6	384,95 m²
Assiette *	:	653 086,72 €
Taux de subvention	:	10,11 %
SUBVENTION	:	66 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 20	Surface utile :	1 266,30 m²
Assiette : 2 148 340,60 €	SUBVENTION :	94 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	4,38 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale	:	1 266,30 m²
Assiette de subvention	:	307 939,66 €
Taux de subvention	:	12,99 %
Montant de subvention	:	40 000,00 €

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION	:	134 000,00 €
-------------------	---	---------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	476 318,97 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 907 289,62 €
Prestations intellectuelles et frais	12 272,27 €
Prix de Revient H.T.	2 395 880,86 €
Montant de la TVA	162 817,83 €
Prix de revient TTC	2 558 698,69 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 020,61 €

Type d'opération : Hors opération spécifique

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	40 000,00	12,99%
Sous-total Subventions	40 000,00	12,99%
II - Partie Prêts		
Sous-total Prêts		
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	267 939,66	87,01%
Sous-total Fonds Propres	267 939,66	87,01%
Total du Financement (I + II + III)	307 939,66	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	307 939,66	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	189 945,00 €
Surface utile totale	1 266,30 m²
Dont SU Collectif	1 266,30
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	476 318,97 €
Assiette de subvention (dépassement)	307 939,66 €
Taux de la subvention	12,99 %

19 / 2 6 3 / D

DECISION DE CLÔTURE POUR SURCHARGE FONCIERE

Numéro d'opération :
2012130550042_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
775690944

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE

immeuble Anthémis

118 bd marius vivier-merle

69003 Lyon

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500108

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13106 Septèmes-les-Vallons

Exercice

2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLUS / PLAI LES 2 MOULINS
Boulevard Antoine Vabre
Quartier Pré de l'Aube Sud
13240 SEPTEMES-LES-VALLONS

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	28/12/2012	20121305500126
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme...)		
I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE		
SA HLM/ESH		
Code bénéficiaire : 775690944		
Adresse :		
	Immeuble Anthémis	
	118 bd marius vivier-merle	
Ville :	69003 Lyon	
Exercice :	2012	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 20)

Assiette de subvention	A la date de la DF	Recalculée
	146 958,98 €	307 939,66 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	40 000,00	40 000,00
Montant des acomptes versés		(C) 26 800,00 €
Solde à verser		(B-C) 13 200,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 02 AVR. 2019

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour la Présidente et par délégation
La Vice-Présidente
ARLETTE FRUCTUS

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	40 000,00	12,99%
Sous-total Subventions	40 000,00	12,99%
II - Partie Prêts		
Sous-total Prêts		
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	267 939,66	87,01%
Sous-total Fonds Propres	267 939,66	87,01%
Total du Financement (I + II + III)	307 939,66	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	307 939,66	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	189 945,00 €
Surface utile totale	1 266,30 m²
Dont SU Collectif	1 266,30
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	476 318,97 €
TVA de la charge foncière	21 565,69 €
Charge foncière TTC	497 884,66 €
Assiette de subvention (dépassement)	307 939,66 €
Taux de la subvention	12,99 %

19 / 2 6 4 / D

DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPÉRATION

Numéro d'opération :
2012130550044_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
775690944

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE

immeuble Anthémis
118 bd marius vivier-merle

69003 Lyon

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500158

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13106 Septèmes-les-Vallons

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2018

Opération : PLS LES 2 MOULINS
Boulevard Antoine Vabre
13240 SEPTEMES-LES-VALLONS

FICHE DE FIN D'OPERATION

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	28/12/2012	20121305500138
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme...)		
I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 775690944		
Adresse :		

immeuble Anthémis
18 bd marius vivier-merle

Ville : 69003 Lyon
Exercice : 2012

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 8)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	0,00 €	0,00 €
Subvention	Initiale	Recalculée
	(A) 0,00 €	(B) 0,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 0,00 €
Solde à verser		(B-C) 0,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 02 AVR. 2019

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour la Présidente et par délégation
La Vice-Présidente
ARLETTE KRUTOS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
1%.	105 000,00	10,64%	3,36%
Crédit Foncier - PLS (ou PLI ou PSLA)	732 325,00	74,20%	3,36%
Prêts PEEC	70 000,00	7,09%	
Sous-total Prêts	907 325,00	91,93%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	79 693,31	8,07%	
Sous-total Fonds Propres	79 693,31	8,07%	
Total du Financement (I + II + III)	987 018,31	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	987 018,31		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	474,75 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLS »	8	474,75 m²
--	---	-----------

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 8	Surface utile :	474,75 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	183 674,12 €
Coût du bâtiment ou des travaux	740 410,50 €
Prestations intellectuelles et frais	
Prix de Revient H.T.	924 084,62 €
Montant de la TVA	62 933,69 €
Prix de revient TTC	987 018,31 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 079,03 €

31 UC3A
01 40 40
01 7344



19 / 2 6 5 / 0

DECISION DE CLOTURE POUR SURCHARGE FONCIERE

Numéro d'opération :
2011130550040_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
775690944

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE

immeuble Anthémis
118 bd marius vivier-merle

69003 Lyon

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500106

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13106 Septèmes-les-Vallons

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2018

Opération : PLUS / PLAÎ LES 7 THEMES
Bd Antoine Vabre
Quartier Pré de L'Aube Sud
13240 SEPTEMES LES VALLONS

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Bouches du Rhône

Date

14/12/2011

N° de décision

20111305500128

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, v. d.)

I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 775690944

Adresse :

immeuble Anthémis

118 bd marius vivier-merle

Ville :

69003 Lyon

Exercice :

2011

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 60)

Assiette de subvention

A la date de la DF

Recalculée

491 159,40 €

1 136 383,27 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

120 000,00

120 000,00

Montant des acomptes versés

(C) 66 000,00 €

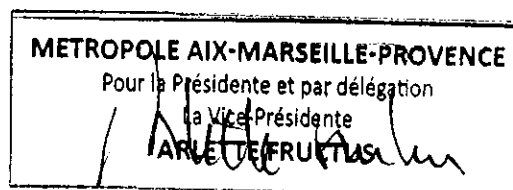
Solde à verser

(B-C) 54 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

02 AVR. 2019



C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : **Surcharge foncière**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	120 000,00	10,56%
Sous-total Subventions	120 000,00	10,56%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 016 383,27	89,44%
Sous-total Prêts	1 016 383,27	89,44%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	1 136 383,27	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 136 383,27	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	646 717,50 €
Surface utile totale	4 311,45 m²
Dont SU Collectif	4 311,45
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	1 723 746,08 €
TVA de la charge fonciere	59 354,69 €
Charge foncière TTC	1 783 100,77 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 136 383,27 €
Taux de la subvention	10,56 %

19 / 2 6 6 / D

DECISION DE FINANCEMENT
CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2011130550040_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
775690944

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

I.C.F. SUD-EST MEDITERRANEE

Immeuble Anthémis

118 bd marius vivier-merle

69003 Lyon

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20181305500107

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13106 Septèmes-les-Vallons

Exercice

2018

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PLUS / PLA1 LES 7 THEMES

Bd Antoine Vabre

Quartier Pré de L'Aube Sud

13240 SEPTEMES LES VALLONS

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	14/12/2011	20111305500127
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
I.C.F. SUD-EST-MEDITERRANEE		
SA HLM/ESI		
Code bénéficiaire : 775690934		
Adresse :		
immeuble Anthémis		
118 bd marius vivier-merle		

Ville :	69003 Lyon
Exercice :	2011

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 60)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	6 829 841,77 €	6 769 311,71 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 210 000,00 €	(B) 210 000,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 63 000,00 €
Solde à verser		(B-C) 147 000,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour la Présidente et par délégation
la Vice-Présidente
ARLETTE FRUCCUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	110 000,00	7,58%
Surcharge foncière	19 031,79	1,31%
Subvention EPCI	0,00	0,00%
Subvention Département	0,00	0,00%
1%.	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	129 031,79	8,89%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 086 558,00	74,87%
Sous-total Prêts	1 086 558,00	74,87%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	235 670,28	16,24%
Sous-total Fonds Propres	235 670,28	16,24%
Total du Financement (I + II + III)	1 451 260,07	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	100 000,00	1,30%
Surcharge foncière	100 968,21	1,31%
Subvention EPCI	240 000,00	3,12%
Subvention Département	136 406,30	1,77%
1%.	352 832,00	4,58%
Sous-total Subventions	930 206,51	12,08%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	5 691 979,00	73,93%
Sous-total Prêts	5 691 979,00	73,93%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 077 096,06	13,99%
Sous-total Fonds Propres	1 077 096,06	13,99%
Total du Financement (I + II + III)	7 699 281,57	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	136 406,30	1,49%
1%.	352 832,00	3,86%
Subvention Etat	210 000,00	2,29%
Subvention EPCI	240 000,00	2,62%
Surcharge foncière	120 000,00	1,31%
Sous-total Subventions	1 059 238,30	11,58%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	6 778 537,00	74,08%

Sous-total Prêts	6 778 537,00	74,08%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 312 766,34	14,35%
Sous-total Fonds Propres	1 312 766,34	14,35%
Total du Financement (I + II + III)	9 150 541,64	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	9 150 541,64	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIÈRES DE L'OPÉRATION

I - Assiette de la subvention : 6 769 311,71 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	50	3 618,45 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	50	3 618,45 m²
Assiette *	:	5 681 247,83 €
Taux de subvention	:	1,76 %
SUBVENTION	:	100 000,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	10	693,00 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	10	693,00 m²
Assiette *	:	1 088 063,88 €
Taux de subvention	:	10,11 %
SUBVENTION	:	110 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 60	Surface utile :	4 311,45 m²
Assiette : 6 769 311,71 €	SUBVENTION :	210 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,10 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale	:	4 311,45 m²
Assiette de subvention	:	1 136 383,27 €
Taux de subvention	:	10,56 %
Montant de subvention	:	120 000,00 €

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	330 000,00 €
---------------------	---------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	1 723 746,08 €
Coût du bâtiment ou des travaux	6 926 819,59 €

Prestations intellectuelles et frais

Prix de Revient H.T.	8 650 565,67 €
Montant de la TVA	499 975,97 €
Prix de revient TTC	9 150 541,64 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	2 122,38 €

Type d'opération : Hors opération spécifique



C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	120 000,00	10,56%
Sous-total Subventions	120 000,00	10,56%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 016 383,27	89,44%
Sous-total Prêts	1 016 383,27	89,44%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	1 136 383,27	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 136 383,27	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	646 717,50 €
Surface utile totale	4 311,45 m²
Dont SU Collectif	4 311,45
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	1 723 746,08 €
Assiette de subvention (dépassement)	1 136 383,27 €
Taux de la subvention	10,56 %

Décision n° 19/267/D

Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté N°18/186/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7ème Vice-Président ;
- La délibération N° ECO 003-4588/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019.

CONSIDÉRANT

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;

- Que l'entreprise SAS Anotherway spécialisée secteur emballages végétaux réutilisables et l'association Brigade Anti Gaspi dont le but est de promouvoir tout projet Anti Gaspi viennent d'intégrer le Technopôle de l'Arbois et qu'en conséquence il convient de régulariser cette implantation par un titre d'occupation.

DECIDE

Article 1 :

Est validée l'implantation de l'entreprise dont l'activité est compatible avec les critères d'éligibilité demandés pour s'implanter sur le Technopôle :

- SAS Anotherway: Convention d'occupation précaire portant sur des bureaux pour une surface de 16,47 m² au bâtiment H. Poincaré pour la période du 1^{er} mars 2019 au 30 juin 2019.

Recette 517,82 euros HT/HC.

- Association Brigade Anti Gaspi: Bail de courte durée portant sur des bureaux pour une surface de 32.94 m² au bâtiment H. Poincaré pour la période du 1^{er} mars 2019 au 28 février 2022

Recette annuelle de 6 498.67 euros HT /HC.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – nature 752 Fonction 61 et nature 752 Fonction 61 Code Activité 11.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 avril 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/269/D

Convention précaire de mise à disposition d'un terrain nu au sein du domaine de la ZAC du Petit Arbois à la société Techno Bam

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté N°18/186/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7ème Vice-Président ;
- La délibération N° ECO 003-4588/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019.

CONSIDÉRANT

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, et que dans ce cadre certaines entreprises peuvent avoir besoin de la mise à disposition d'un terrain nu notamment aux fins de stockage ;
- Que l'entreprise TechnoBam est déjà locataire d'un terrain nu de 30m² au sein de la ZAC du Petit Arbois contractualisé par un avenant à leur convention depuis le 1^{er} mai 2018 ;

- Que le prix de la location au m² a été modifié selon la délibération N° ECO 003-4588/18/CM ;
- Qu'en conséquence il convient de régulariser la modification par un avenant ;

DECIDE

Article 1 :

Est validé l'avenant de l'entreprise TechnoBam prenant effet au 1^{er} mars 2019 décomposé suivant les nouveaux tarifs appliqués par la Métropole, soit 1€/m²/an soit 30 euros an.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – nature 752 Fonction 61 et nature 752 Fonction 61 Code Activité 11.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 avril 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/272/D

Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté N°18/186/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7ème Vice-Président ;
- La délibération N° ECO 003-4588/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019.

CONSIDÉRANT

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;

- Que l'entreprise Lazytech, dont l'activité de bureau d'étude environnement, ingénierie, assainissement, occupe déjà un bureau de 13.70m² à la pépinière Cleantech. Lazytech, accepte de partager ce bureau à titre provisoire avec l'entreprise Bio Pool Tech dont l'activité est la conception et la commercialisation de concepts écologiques et connectés pour l'univers de la piscine.
Que cette entreprise est déjà implantée sur le Technopôle de l'Arbois par une convention de services et d'occupation précaire et accepte de partager son bureau ;
- Qu'en conséquence il convient de régulariser la modification de ladite convention d'occupation par un avenant.

DECIDE

Article 1 :

Est validé l'avenant de l'entreprise SAS Lazytech à la convention de services et d'occupation précaire pour un bureau de 13.70m² à la pépinière Cleantech concerne également la société Bio Pool Tech à titre provisoire, soit du 1^{er} mai 2019 au 7 octobre 2020 pour une redevance annuelle de 1320 euros HT/HC.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – Nature 752 Fonction 61 chapitre 75 Code Activité 11.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 avril 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/273/D

Délégation du droit de préemption urbain au profit de Marseille Habitat de biens et droits immobiliers situés au 6, boulevard Louis Frangin à Marseille 5ème arrondissement cadastré 822 B 12 appartenant à Monsieur Caviggia Alain.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/14/cm du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et La Ciotat ;
- La concession d'Eradication de l'Habitat Indigne Lot 1 n° T1600918CO passée avec Marseille Habitat à Marseille 1^{er}, 2^{ème} quartiers Grands Carmes et Hôtel de Ville, 4^{ème} quartiers blancarde et Cinq Avenues, 5^{ème}, 6^{ème}, 7^{ème}, 8^{ème}, 9^{ème}, 10^{ème}, 11^{ème}, et 12^{ème} arrondissements ;

- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 205 19M0059 reçue en mairie de Marseille le 26 février 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée section 822 B 12 sise 6 boulevard Louis Frangin Marseille 5^{ème} arrondissement appartenant à Monsieur Caviggia Alain.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que ce bien rentre dans le périmètre d'intervention de l'opération d'Eradication de l'Habitat Indigne confié au concessionnaire Marseille Habitat pour le lot 1, de compétence métropolitaine, cette opération visant le renouvellement urbain notamment en traitant des situations d'habitat dégradé par maîtrise foncière sur des immeubles en mauvais état structurel et présentant des conditions médiocres d'habitabilité pour leurs occupants,
- Que la maîtrise foncière de ce bien est nécessaire à la requalification du tissu urbain dégradé et la lutte contre l'habitat indigne, le bien étant frappé d'un arrêté de péril imminent SDI N°18/231 du 18 décembre 2018.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à Marseille Habitat pour l'acquisition de la parcelle cadastrée section 822 B 12 d'une contenance cadastrale de 148m², située au 6, boulevard Louis Frangin Marseille 5^{ème} arrondissement appartenant à Monsieur Caviggia Alain.

Article 2 :

Madame La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision,

Fait à Marseille, le 15 avril 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Avril 2019

Décision n° 19/274/D

Délégation du droit de préemption urbain au profit de la SOLEAM de biens et droits immobiliers situés au 13 rue St Michel à Marseille 6ème arrondissement cadastré 825 B 271 appartenant à l'indivision Daniel/Garbay/Lancellier-Carabelli/Zermati/Leng/Pigeon.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n° 87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/14/cm du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat,
- La concession d'aménagement « Grand Centre Ville » n°11-0136 du 18 janvier 2011,
- La déclaration d'intention d'aliéner n° 013 206 19 M0074 reçue en mairie de Marseille le 11 mars 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée section 825 B 271 sise 13 rue St Michel à Marseille 6ième arrondissement appartenant à l'indivision Daniel/Garbay/Lancellier-Carabelli/Zermati/Leng/Pigeon.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre-Ville », opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la SOLEAM ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à requalifier le tissu urbain ancien dégradé à travers la restructuration d'immeubles en vue de produire 1500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés et créer 20 000 m² de locaux d'activités ou à vocation d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition de la parcelle cadastrée section 825 B 271 d'une contenance cadastrale de 99 m², situés au 13 rue St Michel à Marseille 6ème arrondissement appartenant à l'indivision Daniel/Garbay/Lancellier-Carabelli/Zermati/Leng/Pigeon.

Article 2 :

Madame La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 avril 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/275/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes- Côte d'Azur (EPF PACA) pour l'acquisition des parcelles AM 86, AM 87, AM 88 sise Lieu-dit le Péage, 13770 Les Pennes Mirabeau

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 210-1, L. 211-2, L. 213-3 et L. 300-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 272x12 du Conseil Municipal des Pennes Mirabeau du 4 septembre 2012 instaurant le droit de préemption urbain renforcé sur la totalité des zones urbaines (U) et d'urbanisation future (AU)
- La délibération n° URB 003-1673/17/ BM du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 30 mars 2017 approuvant la convention d'intervention foncière en phase anticipation avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la commune des Pennes Mirabeau sur le secteur du Quartier de la Gare ;

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Avril 2019

- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie des Pennes Mirabeau le 25 mars 2019 portant aliénation des parcelles AM 86, AM 87, AM 88 sise Lieu-dit le Péage, 13770 Les Pennes Mirabeau.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que ces biens se situent dans le périmètre du Quartier de Gare faisant l'objet de la convention d'intervention foncière en phase anticipation avec l'Etablissement Public Foncier PACA et la commune des Pennes Mirabeau exécutoire depuis compter du 20 octobre 2017.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes- Côte d'Azur (EPF PACA) des parcelles AM 86, AM 87, AM 88 sise Lieu-dit le Péage, 13770 Les Pennes Mirabeau.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 avril 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/276/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Ville de Marseille de biens et droits immobiliers situés au 4 rue Vacon à Marseille 1er arrondissement lots n° 1 et 2 dépendants de la parcelle cadastrée 803 A 57 appartenant à la SARL Groupement de Marchands de Biens Provençaux.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n° 87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/14/cm du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et La Ciotat ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n° 013 201 19 M0133 reçue en mairie de Marseille le 4 mars 2019 portant aliénation des lots n° 1 et 2 dépendants de la parcelle cadastrée section 803 A 57 sise 4 rue Vacon à Marseille 1er arrondissement appartenant à la SARL Groupement de Marchands de Biens Provençaux.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que ce bien se situe dans le périmètre de l'opération « Grand Centre-Ville », opération de renouvellement urbain ayant pour objectif d'améliorer l'offre en logements, en locaux d'activités ou d'équipements, l'attractivité résidentielle, économique et culturelle ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à faciliter la redynamisation du commerce et l'attractivité en centre-ville.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la Ville de Marseille pour l'acquisition des lots n° 1 et 2 dépendants de la parcelle cadastrée section 803 A 57 d'une contenance cadastrale de 74 m², situés au 4, rue Vacon à Marseille 1^{er} arrondissement appartenant à la SARL Groupement de Marchands de Biens Provençaux.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 avril 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Avril 2019

Décision n° 19/277/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Ville de Marseille de biens et droits immobiliers situés au 10 rue Glandeves à Marseille 1er arrondissement lots n° 4 et 5 dépendants de la parcelle cadastrée 804 B 350 appartenant à Monsieur De Dianous de la Perrotine Serge.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n° 87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/14/cm du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat ;

- La déclaration d'intention d'aliéner n° 013 201 19 M0122 reçue en mairie de Marseille le 7 mars 2019 portant aliénation des lots n° 4 et 5 dépendants de la parcelle cadastrée section 804 B 350 sise 10, rue Glandeves à Marseille 1er arrondissement appartenant à Monsieur De Dianous de la Perrotine Serge.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que ce bien se situe dans le périmètre de l'opération « Grand Centre-Ville », opération de renouvellement urbain ayant pour objectif d'améliorer l'offre en logements, en locaux d'activités ou d'équipements, l'attractivité résidentielle, économique et culturelle ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à faciliter la redynamisation du commerce et l'attractivité en centre-ville.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la Ville de Marseille pour l'acquisition des lots n° 4 et 5 dépendants de la parcelle cadastrée section 804 B 350 d'une contenance cadastrale de 214 m², situés au 10 rue Glandeves à Marseille 1^{er} arrondissement appartenant à Monsieur De Dianous de la Perrotine Serge.

Article 2 :

Madame La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 avril 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Avril 2019

Décision n° 19/278/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Ville de Marseille de biens et droits immobiliers situés au 73-75 la canebière à Marseille 1er arrondissement Lot n° 186 cadastré 801 D 122 appartenant à la SCI Cordakis.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n° 87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/14/cm du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la ville de Marseille ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat ;

- La déclaration d'intention d'aliéner n° 013 201 19 M0112 reçue en mairie de Marseille le 28 février 2019 portant aliénation du lot n° 186 dépendant de la parcelle cadastrée section 801 D 122 sise 73-75 la Canebière à Marseille 1er arrondissement appartenant à l'indivision SCI Cordakis.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que ce bien se situe dans le périmètre de l'opération « Grand Centre-Ville », opération de renouvellement urbain ayant pour objectif d'améliorer l'offre en logements, en locaux d'activités ou d'équipements, l'attractivité résidentielle, économique et culturelle ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à faciliter la redynamisation du commerce et l'attractivité en centre-ville.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la Ville de Marseille pour l'acquisition du lot n°186 dépendant de la parcelle cadastrée section 801 D 122 d'une contenance cadastrale de 3 128m², situé au 73-75 La Canebière à Marseille 1^{er} arrondissement appartenant à la SCI Cordakis.

Article 2 :

Madame La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 avril 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/279/D

Mise en demeure d'acquérir la parcelle 870 D 27 située traverse de la Haute Granière - 13011 Marseille - appartenant aux consorts Sleiman.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le code de l'Urbanisme et notamment l'article L-230-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations des missions foncières du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau ;
- La mise en demeure d'acquérir du 25 février 2018 reçue le 1er mars 2018 ;
- L'avis de France Domaine n° 2018-211V058 du 19 février 2019.
- La proposition de prix du 1er mars 2019 notifiée par huissier le 1er mars 2019.

CONSIDÉRANT

- Que par courrier reçu en mairie de Marseille le 1^{er} mars 2018, les consorts Sleiman ont mis en demeure la Ville de Marseille d'acquérir la parcelle 870 D 27 située traverse de la Haute Granière à Marseille 11^{ème} arrondissement ;
- Que cette parcelle réservée sous le n° 11-044 au Plan Local d'Urbanisme au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence est nécessaire à la création de la voie U 410 ;

DECIDE

Article 1 :

Est décidée d'acquérir la parcelle 870 D 27 située traverse de la Haute Granière à Marseille 11^{ème} arrondissement, moyennant une indemnité de 254 000 euros HT dont 24 000 euros d'indemnité de remploi, conformément à l'avis de France Domaine ci-dessus cité.

Ce bien est vendu libre de toute location ou occupation.

Article 2:

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 avril 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Avril 2019

Décision n° 19/280/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur de biens et droits immobiliers situés au 1 rue Grignan à Marseille 6ème arrondissement cadastré 827 A 289 appartenant à la SCI Grignan.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n° 87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 024-2782/14/cm du 19 octobre 2017 fixant les conditions d'exercice du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le territoire de la Ville de Marseille ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat ;

- La convention d'intervention foncière sur le périmètre « Grand Centre-Ville » n° 17/0196 du 13 mars 2017 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n° 013 206 19M0073 reçue en mairie de Marseille le 8 mars 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée section 827 A 289 sise 1 rue Grignan Marseille 6^{ème} arrondissement appartenant à la SCI Grignan.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien par l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur s'inscrit dans le cadre de la convention d'intervention foncière sur le périmètre Grand Centre-Ville qui doit permettre, par la requalification du bâti existant, de répondre aux objectifs de l'opération Grand Centre-Ville afin d'améliorer l'offre en logements, en locaux d'activités ou d'équipements, l'attractivité résidentielle, économique et culturelle.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur pour l'acquisition de la parcelle cadastrée section 827 A 289 d'une contenance cadastrale de 222 m², située au 1 rue Grignan Marseille 6ème arrondissement appartenant à la SCI Grignan.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 avril 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Avril 2019

Décision n° 19/281/D

Décision modificative de la régie de recettes Composteurs n°16/144/D et n°18/521/D

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- L'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 autorisant le Président à créer des régies comptables ;
- La décision n°16/144/D du 19 août 2016 relative à la création de la Régie ;
- La décision modificative n°18/521/D du 15 octobre 2018 ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire du 25 mars 2019 ;

CONSIDÉRANT

- La nécessité de proposer de nouveaux moyens de paiement tel que :
 - Le paiement en ligne via le portail métropolitain
 - Le paiement par carte bancaire

Il convient de modifier la décision n°16/144/D et la décision modificative n°18/521/D

DECIDE

Article 1 :

Par décision n°16/144/D il a été institué auprès de la Direction Générale des Services de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, une régie de recettes Composteurs.

Les recettes de la régie Composteurs s'impacteront sur le budget Annexe Collecte et traitement des déchets du Territoire Marseille Provence en fonction de la nature de la recette.

Article 2 :

Cette régie est installée dans les locaux de la :
Direction de la Propreté et du Cadre de Vie
Service Collecte Sélective
Rue Fernand Bonnefoy
13010 Marseille

Article 3 :

La régie encaisse sur l'ensemble du territoire Marseille Provence le produit suivant :

- Caution de mise à disposition des composteurs individuels

Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

Par chèques bancaires
En numéraire
Par carte bancaire via le site internet
Par carte bancaire

Elles sont perçues contre la délivrance à l'utilisateur d'un contrat avec bon de retrait pour mise à disposition du composteur individuel.

Article 5 :

Un fond de caisse d'un montant de 100 euros est mis à la disposition du régisseur.

Article 6 :

Le compte de dépôt de fonds numéro IBAN : FR7610071130000000202036090
BIC : TRPUFRP1 ouvert au nom de la régie de recettes Composteurs auprès du Comptable Public Assignataire est conservé.

Article 7 :

L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

Article 8 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 1 500 euros.

Article 9 :

Le régisseur titulaire est tenu de verser auprès de la caisse du Comptable Assignataire le montant de l'encaisse au moins une fois par mois ou dès que celui-ci atteint le montant maximum fixé à l'article 8.

Article 10 :

Le régisseur titulaire verse auprès de l'Ordonnateur la totalité de pièces justificatives des opérations de recettes perçues au minimum une fois par mois.

Article 11 :

Les contrats de composteurs seront proposés sur les marchés et lieux publics suivants :

Parc Chanot, Rond-Point du Prado, 13008 MARSEILLE
Esplanade du Vieux Port, 13001 MARSEILLE
Place de la Joliette, 13002 MARSEILLE
Escale Borely, 148 avenue Mendes France, 13008 MARSEILLE
Domaine de Luminy : Avenue de Luminy 13009 MARSEILLE
Jardin de la colline pujet : Rue Abbé D' Assy 13007 MARSEILLE
Jardin des Corbières : Route du Rove 13016 MARSEILLE
Jardin du Bois Sacré : Rue du Bois Sacré 13007 MARSEILLE
Jardin Emile Duclaux : 86 Boulevard Charles Livon 13007 MARSEILLE
Jardins de la Magalone : 245 Boulevard Michelet 13009 MARSEILLE
Jardin Beau Ste-Elizabeth : rue Beau 13012 MARSEILLE
Jardin Bonriot : Boulevard Bonriot 13012 MARSEILLE
Jardin de la Perrine : Avenue des Borromées 13012 MARSEILLE
Jardin de l'Oasis : 49 Chemin de St Antoine à St Joseph 13015 MARSEILLE
Jardin Félicien David : Avenue d'Haïti 13012 MARSEILLE
Parc de la Pelouque : Chemin de la Pelouque 13016 MARSEILLE
Parc des trois Lucs : Place des Trois Luc 13012 MARSEILLE
Parc du vieux Moulin : Traverse de la Rous 13010 MARSEILLE
Parc Antoine-Brégante : Route de la Viste 13015 MARSEILLE
Parc Bagatelle : 125 Rue du Commandant Rolland 13008 MARSEILLE
Parc Borely : Avenue du Prado 13008 MARSEILLE
Parc central de Bonneveine : Avenue de Hambourg 13008 MARSEILLE
Parc de la colline saint joseph : Boulevard du Redon 13009 MARSEILLE
Parc de la Maison Blanche : Boulevard Paul Claudel 13009 MARSEILLE
Parc de la Mirabelle : Avenue William Booth 13012 MARSEILLE
Parc de la Moline - Relais Nature : 26 Boulevard Marius Richard 13012 MARSEILLE
Parc de l'espérance : Boulevard Charles Moretti 13014 MARSEILLE
Parc de fond obscure : Avenue Prosper Mérimée 13014 MARSEILLE
Parc des Bruyères : Chemin des Prudhommes 13010 MARSEILLE
Parc des 7 collines : Traverse de la Buzine 13011 MARSEILLE
Jardin du Pharo : Boulevard Charles Livon 13007 MARSEILLE
Parc du 26^{ème} centenaire : Rond-Point Zino Francescatti 13010 MARSEILLE
Parc François Billoux : 246 Rue de Lyon 13015 MARSEILLE

Parc Longchamp : Boulevard du Jardin Zoologique 130014 MARSEILLE
 Parc Pastré : 155 Avenue de Montredon 13008 MARSEILLE
 Parc St Cyr : 83 Boulevard de St Loup 13010 MARSEILLE
 Parc Valmer : 271 Corniche Kennedy 13007 MARSEILLE
 Parc Henri Fabre : 20 Boulevard de Gabés 13008 MARSEILLE
 Parc Bortoli : 2 Chemin du Lancier 13008 MARSEILLE
 Parc Athéna : Rue Albert Einstein 13013 MARSEILLE
 Ferme pédagogique du Roy d'Espagne : Rue Jules Rimet 13009 MARSEILLE
 Ferme pédagogique du Collet des Comtes : 137 Boulevard des Libérateurs 13012 MARSEILLE
 Ferme pédagogique de la Tour des Pins : 2 Traverse Cade 13014 MARSEILLE
 Cours Estienne d'Orves, 13001 MARSEILLE
 Esplanade du J4, 13002 MARSEILLE
 Place de Lanche, 13002 MARSEILLE
 Place Bargemon, 13002 MARSEILLE
 Place Castellane 13006 MARSEILLE
 Esplanade Jean-Paul 2, La major, 13002 MARSEILLE
 Cours Julien 13006 MARSEILLE
 Parvis René Dufaure de Montmirail 13008 MARSEILLE
 Place aux Huiles 13007 MARSEILLE
 Place Estrangin Pastré 13006 MARSEILLE
 Place du Général de Gaule, 13001 MARSEILLE
 Place Joseph Vidal, 13008 MARSEILLE
 Place Jean-Jaures 13006 MARSEILLE
 Place Gabriel Peri 13001 MARSEILLE
 La friche Belle de Mai, 41 rue Jobin 13003 MARSEILLE
 Place du 23 janvier 1943, 13002 MARSEILLE
 5 rue du Marché des Capucins, 13001 MARSEILLE
 Place Monthyon, 13008 MARSEILLE
 Place Durand, 13014 MARSEILLE
 Boulevard Michelet, 13008 MARSEILLE
 Cours Joseph Thierry, 13001 MARSEILLE
 Place Sebastopol, 13004 MARSEILLE
 Avenue du Prado 13006 MARSEILLE
 La Canebière 13001 MARSEILLE
 Place Canovas, 13015 MARSEILLE
 Place des Etats Unis, 13014 MARSEILLE
 Esplanade Saint Just, 13004 MARSEILLE
 Place Raphel, 13016 MARSEILLE
 Place Bernard Cadenat, 13003 MARSEILLE
 Place Pol Lapeyre, 13005 MARSEILLE
 Place Esmond Audran, 13004 MARSEILLE
 Plage de l'Estaque, 13016 MARSEILLE
 Boulevard Chave 13005 MARSEILLE
 Place Leopold Baravel, 13008 MARSEILLE
 Allées de Meilhan, 13001 MARSEILLE
 Boulevard Michelet, 13009 MARSEILLE
 Cours Belsunce, 13001 MARSEILLE
 Place Général de Gaulle, 13960 SAUSSET-LES-PINS
 Avenue Siméon Guin, 13960 SAUSSET-LES-PINS
 Place Jean Jaures, 13960 SAUSSET-LES-PINS
 Avenue du Port, 13960 SAUSSET-LES-PINS
 Place du Marché, 13620 CARRY-LE-ROUET
 Quai du Professeur Émile Vayssière, 13620 CARRY-LE-ROUET
 Place des Résistants, 13220 CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES
 Place Bellot, 13220 CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES
 Avenue de la Côte Bleue, 13120 GIGNAC-LA-NERTHE
 Place de l'Hôtel de Ville, 13120 GIGNAC-LA-NERTHE

Cours du 11 Novembre, 13190 ALLAUCH
 Place dr Joseph Chevillon, 13190 ALLAUCH
 Place de la Mairie, 13240 SEPTEMES-LES-VALLONS
 Place Baragnon, 13260 CASSIS
 Place de la République, 13260 CASSIS
 Place Georges Clemenceau, 13260 CASSIS
 Quai des Baux, 13260 CASSIS
 Esplanade Charles de Gaulle, 13260 CASSIS
 Place de l'Eglise 13380 PLAN DE CUQUES
 Place de la Fontaine, 13380 PLAN DE CUQUES
 Rue du 18 Juin 13380 PLAN DE CUQUES
 Rond-point de l'Olivier, 13380 PLAN DE CUQUES
 Parc du Bocage, 13380 PLAN DE CUQUES
 Sous les Arcades, 13420 GEMENOS
 Rue Maréchal des Logis Planzol, 13420 GEMENOS
 Cours Pasteur, 13420 GEMENOS
 Cours Sudre, 13420 GEMENOS
 Place Georges Clémenceau, 13420 GEMENOS
 Esplanade Lyautey, Esplanade du Parc Tony Garnier, 13470 CARNOUX-EN-PROVENCE
 Avenue du Marechal Juin, 13470 CARNOUX-EN-PROVENCE
 Place de la Mairie, 13600 CEYRESTE
 Place Général de Gaulle, 13600 CEYRESTE
 Place des Héros, 13600 CEYRESTE
 Vieux Port, 13600 LA CIOTAT
 Boulevard Anatole France, 13600 LA CIOTAT
 Rond point des Messageries Maritimes, 13600 LA CIOTAT
 Boulevard Beau Rivage, 13600 LA CIOTAT
 ZAC de l'Ancre Marine, Chemin du Puits de Brunet, 13600 LA CIOTAT
 Cours Mirabeau, 13700 MARIGNANE
 Rue Saint-Exupéry, 13700 MARIGNANE
 16 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, 13700 MARIGNANE
 15 Avenue Général de Monsabert, 13820 ENSUES-LA-REDONNE
 31 Avenue de la Côte Bleue, 13820 ENSUES-LA-REDONNE
 Chemin du Stade, 13820 ENSUES-LA-REDONNE
 Parvis de l'Hôtel de Ville, 13820 ENSUES-LA-REDONNE
 Place du Marché, 13820 ROQUEFORT-LA-BEDOULE
 6 place de la Libération, 13830 ROQUEFORT-LA-BEDOULE
 Allée Hyppolite Gondrexon, 13830 ROQUEFORT-LA-BEDOULE
 Rue Jacques Duclos, 13740 LE ROVE
 135 D568, 13740 LE ROVE
 Rue Jacques Duclos, 13740 LE ROVE
 147 Boulevard Barthélémy Abbadie, 13730 SAINT-VICTORET
 Avenue Jacques Prévert, 13730 SAINT-VICTORET
 Avenue de la Cascade, 13730 SAINT-VICTORET
 Plages Prado 13008 MARSEILLE
 Plages Corbières 13016 MARSEILLE
 Plages Pointe Rouge 13008 MARSEILLE
 Stades Louis Delors 13008 MARSEILLE
 Parc Mirabelle Avenue William Booth 13012 MARSEILLE
 Docks Village la Joliette 13002 MARSEILLE
 Mairie 1/7^e arrondissement, 125 La Canebière Immeuble Léon Blum 13001 MARSEILLE
 C.M.A Velten 16 rue Bernard Dubois – 13001 MARSEILLE
 C.M.A Dugommier 12 Bd Dugommier – 13001 MARSEILLE
 C.M.A Sénac 6/8 rue Sénac – 13001 MARSEILLE
 C.M.A Les Lices 12 rue des Lices – 13007 MARSEILLE
 C.M.A Saint Georges 49 rue Charras – 13007 MARSEILLE
 C.M.A Maison des Jeux Boulevard Cieussa – 13007 MARSEILLE

C.M.A Maison Créative 233 Corniche Kennedy – 13007 MARSEILLE
 C.M.A Roucas Blanc 232 Chemin du Roucas-Blanc – 13007 MARSEILLE
 C.M.A Maison de la Mer 244 Corniche Kennedy – 13007 MARSEILLE
 C.M.A Vallon des Auffes 92 rue du vallon des Auffes – 13007 MARSEILLE
 Mairie 2/3 - 2 place de la Major 13002 MARSEILLE
 Maison Pour Tous Kléber 16 rue Desaix 13003 MARSEILLE
 Maison Pour Tous Panier Joliette 66 rue de l'Evêché 13002 MARSEILLE
 Maison Pour Tous Belle de Mai 1/6 boulevard Boyer 13003 MARSEILLE
 Mairie 4/5 - 13 square Sidi Brahim 13005 MARSEILLE
 Centre d'Animation Fédération 14 bd Meyer 13004 MARSEILLE
 Centre d'Animation Hopkinson 52, Rue Beau 13004 MARSEILLE
 Centre d'Animation Vallier 10 rue de la Visitation 13004 MARSEILLE
 Centre d'Animation Chartreux 108, Bd Françoise Duparc 13004 MARSEILLE
 Mairie 6/8 - 125 rue du Commandant Rolland 13008 MARSEILLE
 Centre d'Animation Vauban 114, Boulevard Vauban 13006 MARSEILLE
 Centre d'Animation Salle Valère Bernard Place Valère Bernard 13006 MARSEILLE
 Centre d'Animation Castellane 23, rue Falque 13006 MARSEILLE
 Centre d'Animation Michel Lévy 15 Rue Pierre Laurent 13006 MARSEILLE
 Centre d'Animation Falque 36, rue Falque 13006 MARSEILLE
 Centre d'Animation Sylvabelle 71, rue Sylvabelle 13006 MARSEILLE
 Centre d'Animation Rouet Angle rue Benedetti/rue Renzo 13008 MARSEILLE
 PIJ Rouet 7, rue Benedetti 13008 MARSEILLE
 Cadenelle 15, avenue de la Cadenelle 13008 MARSEILLE
 Sainte-Anne 388, avenue de Mazargues 13008 MARSEILLE
 Maison des Sports de Bonnefon Place Bonnefon 13008 MARSEILLE
 Base Nautique « Tempo Mer » 1, port de la Pointe Rouge 13008 MARSEILLE
 Pastré 155, avenue de Montredon 13008 MARSEILLE
 Les Calanques 2, traverse de la Marbrerie 13008 Marseille
 Mairie 9/10 - 150 boulevard Paul Claudel 13009 Marseille
 CMA (Centre Municipal d'Animation) La Cayolle Traverse Colgate 13009 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Baumettes 31, traverse Rabat 13009 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Cabot 24, boulevard des Alisiers 13009 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Joseph Aiguier 30, chemin Joseph Aiguier 13009 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Atelier des Arts 133, bd Sainte-Marguerite 13009 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Luminy Rue Henri Cochet 13009 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Mazargues 1, boulevard Dallest 13009 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Redon 361, boulevard du Redon 13009 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Trioulet 36, avenue Aviateur Lebrix 13009 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Cayolle - Allée des Pêcheurs 13009 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Le Florida 1, rue Auguste Comte 13010 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) La Renette 31, bd Romain Rolland 13010 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Sainte-Geneviève 211, bd Romain Rolland 13010 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Saint-Tronc 134, rue François Mauriac 13010 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) La Timone 49, avenue Benjamin Delessert 13010 MARSEILLE
 Mairie 11/12 - Avenue Bouyala d'Arnaud 13012 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 100, Boulevard de la Barasse 13011 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 216, Boulevard de Saint Marcel 13011 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 93, Boulevard de la Valbarelle 13011 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 4 chemins des Bellons 13011 Marseille
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 172, Boulevard des Libérateurs 13012 Marseille
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 194, Boulevard Charles Kaddouz 13012 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 73, Rue Saint Jean du Désert 13012 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 355, avenue de Montolivet 13012 Marseille
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 213, Avenue de Montolivet 13012 MARSEILLE

CMA (Centre Municipal d'Animation) 40, avenue de la rosière 13012 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 29 rue Série 13012 MARSEILLE
 Mairie 13/14 - 72 rue Paul Coxe 13014 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 1 chemin des Grives 13013 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 81 avenue de la Maurelle 13013 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 10 place Pélabon 13013 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 32 avenue de Saint-Jérôme 13013 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 40 chemin de St-Mitre à Four de Buze 13013 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 17 avenue Paul Dalbret 13013 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Avenue Saint-Paul 13013 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 41 boulevard Perrin 13013 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 58 avenue Corot 13013 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 55 traverse Charles Susini 13013 MARSEILLE
 Maison des Associations et de la Démocratie Traverse Paul Converset 13014 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 33 Boulevard Larousse 13014 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 14 avenue des Arnavaux 13014 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Maison des Associations et de la Démocratie 63 avenue du Merlan 13014 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 72 rue Paul Coxe 13014 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 1 place des Etats-Unis 13014 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Rue Mahboubi Tir 13014 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 50 Avenue Prosper Mérimée 13014 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Boulevard Charles Moretti 13014 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 78 boulevard de Bon Secours 13014 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 23 Boulevard Truphème 13014 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) 2 Rue Berthelot 13014 MARSEILLE
 Mairie 15/16 - 246 rue de Lyon Parc François Billoux 13015 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Denis Papin, 8 Boulevard Papin – 13015 MARSEILLE
 Maison Municipale d'Arrondissements des Associations Estaque Plage 90, Plage de l'Estaque – 13016 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Estaque Gare, 39 rue Le Pelletier – 13016 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) La Calade Campagne Pignon, 2 Boulevard Ledru Rollin – 13015 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Le Chalet, 20 rue Vert Clos / 7, chemin de La Martine – 13015 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Saint Louis, 24 avenue du Rove – 13015 MARSEILLE
 Maison Municipale de la Petite Enfance de Mourepiane, 18 rue Poussardin – 13016 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Estaque Riaux, 2 place du Centre – 13016 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Les Aygalades, 28 boulevard de La Padouane- 13015 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Les Crottes, 36 rue de Lyon – 13015 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Saint André 11, boulevard Jean Labro – Saint André – 13016 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Saint Pol Roux, 7 traverse des Mûriers – 13016 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Saint Henri, 113 rue Rabelais – 13016 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Verduron Bas, 11 allée des Vignes – 13015 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Verduron Haut, 65 boulevard Marius Brémont – 13015 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) Mirabeau, 5 impasse Albarel Malavasi – 13015 MARSEILLE
 CMA (Centre Municipal d'Animation) du Sport Villa Pigala, 15 impasse Pigala – Saint Antoine - 13015 MARSEILLE

Article 12 :

Le régisseur titulaire est assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Le régisseur titulaire percevra une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 14 :

Les mandataires suppléants percevront une indemnité de responsabilité dont le taux sera précisé dans l'acte de nomination pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie, selon la réglementation en vigueur.

Article 15 :

Madame la Présidente de la Métropole et Monsieur le Receveur des Finances de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 15 avril 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 15 Avril 2019

Mission Elu : Monsieur Richard Mallié - 1er congrès des Elus Engagés pour la relation Afrique - France - 13 avril 2019 - Bordeaux

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Richard Mallié, en qualité de 2^{ème} Vice-président délégué aux Relations internationales et européennes ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des membres du Bureau.

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Richard Mallié est Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué aux Relations internationales et européennes.

DECIDE

Article 1 :

Monsieur Richard Mallié se rendra à Bordeaux du 11 au 13 avril 2019 pour assister au 1^{er} congrès des Elus Engagés pour la Relation Afrique France qui s'inscrit dans le cadre de la 7^{ème} édition des Journées nationales des Diasporas Africaines.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 avril 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Avril 2019

Avenant 1 au bail commercial de sous location n° 18045 avec Aix Marseille Université pour la location de bureaux - Immeuble Castel - 13002 Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

L'établissement public Aix Marseille Université a signé le 8 décembre 2017 avec la SCI OSLO LE CASTEL un bail commercial en l'état futur d'achèvement sous condition suspensive portant sur un immeuble de bureaux et des parkings associés sis 61 Bd des Dames à Marseille.

Le 15 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille Provence a conclu avec cet établissement public, locataire principal, un contrat de sous location portant sur les locaux décrits ci-après, savoir :

- Locaux Hors Zones à Aménager consistant principalement dans les locaux situés en RDC, 61 Bd des Dames (13002) à Marseille,
- De Zones à Aménager consistant principalement dans le patio et la toiture terrasse communes ainsi que dans 4 emplacements de stationnement en rez-de-chaussée et au sous-sol de l'immeuble.

Par la suite, le bailleur et le locataire principal ont convenu deux avenants au bail principal : le premier le 18 mai 2018 et le second le 27 juillet 2018.

L'avenant au bail de sous location a pour but de prendre acte de ces deux avenants au bail principal.

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu de signer un avenant n°1 au bail de sous location pour tenir compte des novations aux dispositions conventionnelles du fait des avenants 1 et 2 au bail principal relativement :
 - aux fiches techniques modificatives,
 - à la date de mise à disposition,
 - à la remise des documents et moyens d'accès,
 - à la constatation, superficie des locaux sous-loués,
 - des charges et taxes,
 - de la participation du sous locataire à la prise en charge d'une prestation de gardiennage et d'accueil de l'immeuble Le Castel « Héritage »,

DECIDE

Article 1 :

Est signé l'avenant n°1 au bail commercial de sous location n° 18/0453 du 15 juin 2018 à effet du 7 août 2018 qui prend acte des changements induits par les avenants au bail principal.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence est chargée de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 19 avril 2019

Martine VASSAL

Mise à disposition de salles du Palais du Pharo pour les journées de l'hydrogène les 10 et 11 juillet 2019

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

Dans le cadre des journées de l'Hydrogène dans les territoires, les 9, 10 et 11 juillet 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité la Ville de Marseille pour la location de l'auditorium et de l'Espace Vieux Port au Palais du Pharo. Il convient donc de signer une convention d'occupation précaire avec la VDM dans les conditions suivantes :

- **Désignation** : Salles Auditorium et Espace Vieux port situées au Palais du Pharo - 13007 Marseille

- **Durée** : 3 journées du 9 au 11 juillet 2019

- **Montant de la location** : 26 425,80 € TTC, comprenant les prestations techniques, de sécurité incendie et de nettoyage.

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu de signer une convention d'occupation précaire avec la Ville de Marseille pour la location des salles Auditorium et Espace Vieux Port au Palais du Pharo.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention d'occupation précaire, pour les journées du 9 au 11 juillet 2019 avec la Ville de Marseille pour la location des salles sus mentionnées, aux conditions ci-avant exposées.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal centralisé de la Métropole – Sous politique A 130 – Nature 6132 – Chapitre 011 - Fonction 020.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 avril 2019

Martine VASSAL

Mise à disposition de salons de la Villa Gaby à Marseille - 13007

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

Dans le cadre des journées de l'Hydrogène dans les territoires, la Métropole Aix-Marseille Provence a sollicité DMEVENT pour la mise à disposition des salons David, Frioul, Traquandi ainsi que la terrasse de la Villa Gaby. Il convient donc de signer une convention d'occupation précaire avec la DMEVENT dans les conditions suivantes :

- **Désignation** : Salons David, Frioul, Traquandi ainsi que la terrasse de la Villa GABY – 258 corniche JF Kennedy – 13007 Marseille

- **Durée** : soirée du 10 juillet 2019

- **Montant de la location** : 18 060,00 € TTC, comprenant les prestations techniques et de nettoyage.

CONSIDÉRANT

- Qu'il y a lieu de signer une convention d'occupation précaire avec la société DMEVENT pour la mise à disposition des salons David, Frioul, Traquandi ainsi que la terrasse de la Villa GABY.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention d'occupation précaire, pour la soirée du 10 juillet 2019 avec la DMEVENT pour la mise à disposition des salons sus mentionnées, aux conditions ci-avant exposées.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal centralisé de la Métropole – Sous politique A 130 – Nature 6132 – Chapitre 011 - Fonction 020

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 avril 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole
Présidente du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône

Décision n° 19/286/D

Décision d'ester en justice- désignation de la SCP CHARREL ET Associés pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose au Bureau d'études BATTIER

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1810449-3 déposée au Tribunal administratif de Marseille, le 17 décembre 2018, par le Bureau d'études BATTIER, demandant l'annulation du titre de recettes n°366 – bordereau n°131, d'un montant de 10 980 euros émis par la Métropole Aix-Marseille-Provence, le 26 novembre 2018, dans le cadre de l'application de pénalités de retard, lors de la résiliation du marché de maîtrise d'oeuvre relatif à l'aménagement de l'avenue Bocoumajour à Carry-le-Rouet ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représenté dans cette affaire par la SCP CHARREL et Associés, 5 rue Boussairolles 34000 MONTPELLIER.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP CHARREL et Associés, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 18 avril 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 18 Avril 2019

Décision n° 19/291/D

Décision d'estimer en justice - Désignation du Groupement SCP D'avocats Vedesi/SELARL Sindres pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose au syndicat CGT des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La requête n°1810657-1 déposée devant le Tribunal administratif de Marseille le 24 décembre 2018 par le syndicat CGT des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicitant l'annulation de la décision de rejet du 12 décembre 2018 du Président du bureau central de vote des CAP A, B et C ;
- L'ordonnance de rejet n°1810657 rendue par la Tribunal administratif de Marseille le 28 février 2019 ;
- La requête n°19MA01299 déposée devant la Cour administrative d'appel de Marseille le 21 mars 2019 par le syndicat CGT des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicitant l'annulation de l'ordonnance du 28 février 2019 ;

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant la Cour administrative d'appel de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par le Groupement SCP d'Avocats Vedesi / SELARL Sindres, domicilié 28 rue d'Enghien à Lyon 69002.

Article 2 :

Les honoraires dus au Groupement SCP d'Avocats Vedesi / SELARL Sindres pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 avril 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Avril 2019

Décision n° 19/292/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SELARL UGGC Avocats pour défendre les intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire concernant les syndicats secondaires des bâtiments A et C de la copropriété du Parc Corot à Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les deux assignations devant le Tribunal de grande instance de Marseille signifiées le 26 mars 2019 faites à la demande de l'administrateur provisoire Associés afin de solliciter la désignation d'un expert chargé de constater l'état de carence des syndicats secondaires des bâtiments A et C de la copropriété du Parc Corot située dans le 13ème arrondissement de Marseille.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal de grande instance de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SELARL UGGC Avocats, domiciliée 3/5 rue Gilbert Dru à Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELARL UGGC Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision

Fait à Marseille, le 24 avril 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Avril 2019

Décision n° 19/293/D

Décision d'ester en justice. Désignation de la MCL Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les affaires contestant l'approbation du Plan local d'urbanisme de la Commune Le Puy Sainte Réparate.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1702497 présentée par la SCI les Pontiers devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation partielle de la délibération du 9 février 2017 par laquelle le conseil municipal de la commune du Puy Sainte Réparate a approuvé son Plan Local d'Urbanisme en ce qu'elle a classé en zone 2AU le Nord de la parcelle n°AL 204 et en zone N la parcelle n°AL 203 et le sud de la parcelle n°AL 204, d'autre part, à ce qu'une somme de 3000 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative ;
- La requête n°1705526 présentée par la SCI Willy Jimmy devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation partielle de la délibération du 9 février 2017, par laquelle le conseil municipal de la commune du Puy Sainte Réparate, a approuvé son Plan Local d'Urbanisme, et à l'annulation par voie de conséquence de la décision du 10 juin 2017 par laquelle le Maire de la commune du Puy Sainte Réparate a implicitement rejeté le recours gracieux de la SCI Willy Jimmy tendant au retrait de la délibération du 9 février 2019, et d'autre part, à ce qu'une somme de 3000 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Avril 2019

- La requête n°1702469 présentée par Monsieur Rigal Jean et consort devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation partielle de la délibération du 9 février 2017 par laquelle le conseil municipal de la commune du Puy Sainte Réparate a approuvé son Plan Local d'Urbanisme en ce que l'Orientation d'Aménagement et de Programmation H5 vise à l'urbanisation du quartier dit le Rousset et classe en zone 1AUd et 1AUdj les parcelles adossées à ce projet ;
- La requête n°1702500 présentée par Monsieur Aurientis Michel devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation de la délibération du 9 février 2017 par laquelle le conseil municipal de la commune du Puy Sainte Réparate a approuvé son Plan Local d'Urbanisme, en ce qu'elle a classé en zone 2AU la parcelle AL 202 et en zone N les parcelles AL146 et AIL147 et d'autre part, à ce qu'une somme de 3000 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal administratif de Marseille et d'être représentée dans ces affaires par la MCL Avocats – Le Vénitien – 27 boulevard Charles Moretti 13014 Marseille.

Article 2 :

Les honoraires dus à la MCL Avocats pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 avril 2019

Martine VASSAL



DECISION DE FINANCEMENT CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :
2013130550070_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
642016703

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES

1175 prt des milles
CS 40650

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500004

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13213 Marseille - 13e arrondissement

Exercice
2019

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération :
PLS - PARC ALHENA
CHATEAU GOMBERT
Rue Louis Leprince Ringuet
13013 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département :

Date

Bouches du Rhône

23/12/2013

N° de décision

20131305500201

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES

SA HLM/ESH

Code bénéficiaire : 642016703

Adresse:

1175 prt des milles

CS 40650

Ville :

13090 Aix-en-Provence

Exercice :

2013

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 3)

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

Recalculée

0,00 €

0,00 €

Subvention

Initiale

Recalculée

(A) 0,00 €

(B) 0,00 €

Montant des acomptes versés

(C) 0,00 €

Solde à verser

(B-C) 0,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

17 AVR. 2019

METROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE
Pour la Présidence

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quantités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	200 560,94	53,04%	2,36%
CDC foncier PLS	105 000,00	27,77%	2,36%
Prêts PEEC	70 000,00	18,51%	
Sous-total Prêts	375 560,94	99,31%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	2 606,08	0,69%	
Sous-total Fonds Propres	2 606,08	0,69%	
Total du Financement (I + II + III)	378 167,02	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	378 167,02		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

3

179,55 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

3

179,55 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 3

Surface utile :

179,55 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

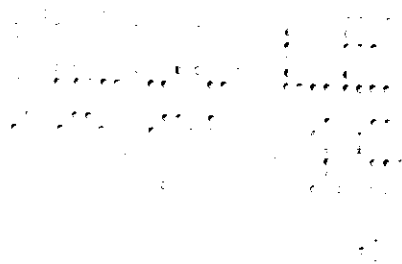
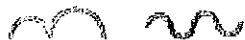
II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	76 916,84 €
Coût du bâtiment ou des travaux	192 335,46 €
Prestations intellectuelles et frais	89 199,85 €
Prix de Revient H.T.	358 452,15 €
Montant de la TVA	19 714,87 €
Prix de revient TTC	378 167,02 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 106,19 €/m²

1

Type d'opération : accord Action Logement 2013-2015

31 03 2014
01 10 2014
01 03 2015



DECISION DE FINANCEMENT

CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2013130550071_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

642016703

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES

1175 prt des milles

CS 40650

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500003

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13213 Marseille - 13e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2019

Opération : PLUS / PLAI PARC ALHENA
CHATEAU GOMBERT
Rue Louis Leprince Ringuet
13013 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département	Date	N° de décision
Bouches du Rhône	23/12/2013	20131305500255
Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)		
S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES		
SA HLM / ESH		
Code bénéficiaire : 642016703		
Adresse :		
1175 prt des milles		
CS 40650		
Ville :	13090 Aix-en-Provence	
Exercice :	2013	

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 11)

Assiette de subvention	A la date de la DF 5161	Recalculée
	1 452 504,19 €	1 465 983,87 €
Subvention	Initiale	Recalculée
Budget délégué de l'Etat à l'EPCI	(A) 61 700,00 €	(B) 61 700,00 €
Montant des acomptes versés		(C) 18 510,00 €
Solde à verser		(B-C) 43 190,00 €

Fait à MARSEILLE



le :

17 AVR. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	6 100,00	0,56%
Surcharge foncière	10 768,06	1,00%
Subvention PEEC	10 768,05	1,00%
Conseil Général	55 500,00	5,13%
Ville de Marseille	55 000,00	5,08%
Sous-total Subventions	138 136,12	12,77%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	519 243,64	48,00%
Prêt CDC foncier	233 000,00	21,54%
Sous-total Prêts	752 243,64	69,53%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	191 485,00	17,70%
Sous-total Fonds Propres	191 485,00	17,70%
Total du Financement (I + II + III)	1 081 864,76	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	55 600,00	7,64%
Surcharge foncière	7 931,94	1,09%
Subvention PEEC	7 931,94	1,09%
Conseil Général	0,00	0,00%
Ville de Marseille	0,00	0,00%
Sous-total Subventions	71 463,88	9,82%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	388 000,00	53,31%
Prêt CDC foncier	170 000,00	23,36%
Sous-total Prêts	558 000,00	76,67%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	98 357,93	13,51%
Sous-total Fonds Propres	98 357,93	13,51%
Total du Financement (I + II + III)	727 821,81	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Conseil Général	55 500,00	3,07%
Ville de Marseille	55 000,00	3,04%
Subvention PEEC	18 700,00	1,03%
Subvention Etat	61 700,00	3,41%
Surcharge foncière	18 700,00	1,03%
Sous-total Subventions	209 600,00	11,58%

II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	907 243,64	50,13%
Prêt CDC foncier	403 000,00	22,27%
Sous-total Prêts	1 310 243,64	72,40%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	289 842,93	16,02%
Sous-total Fonds Propres	289 842,93	16,02%
Total du Financement (I + II + III)	1 809 686,57	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 809 686,57	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 465 983,87 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	459,72 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	7	459,72 m²
Assiette *	:	848 408,91 €
Taux de subvention	:	0,72 %
SUBVENTION	:	6 100,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	334,64 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	4	334,64 m²
Assiette *	:	617 574,96 €
Taux de subvention	:	9,00 %
SUBVENTION	:	55 600,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 11	Surface utile :	794,36 m²
Assiette : 1 465 983,87 €	SUBVENTION :	61 700,00 €
	Taux moyen de subvention :	4,21 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale	:	794,36 m²
Assiette de subvention	:	267 565,23 €
Taux de subvention	:	6,99 %
Montant de subvention	:	18 700,00 €

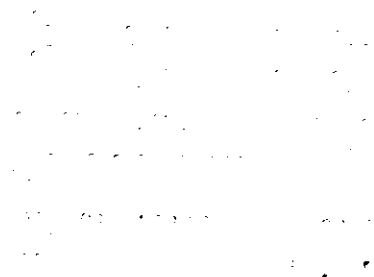
TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION	:	80 400,00 €
-------------------	---	--------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière HT	369 663,23 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 156 101,44 €
Prestations intellectuelles et frais	189 578,05 €
Prix de Revient H.T.	1 715 342,72 €
Montant de la TVA	94 343,85 €
Prix de revient TTC	1 809 686,57 €
Prix de revient au M² de surface utile (PR / SU)	2 278,17 €/m²

Type d'opération : accord Action Logement 2013-2015



C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	18 700,00	6,99%
Subvention PEEC	18 700,00	6,99%
Sous-total Subventions	37 400,00	13,98%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	230 165,23	86,02%
Sous-total Prêts	230 165,23	86,02%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	267 565,23	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	267 565,23	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	119 154,00 €
Surface utile totale	794,36 m²
Dont SU Collectif	794,36
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	369 663,23 €
Assiette de subvention (dépassement)	267 565,23 €
Taux de la subvention	6,99 %



DECISION DE CLOTURE POUR SURCHARGE FONCIERE

Numéro d'opération :

2013130550071_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

642016703

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES

1175 prt des milles

CS 40650

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500002

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13213 Marseille - 13e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2019

Opération : PLUS / PLAI PARC ALHENA
CHATEAU GOMBERT
Rue Louis Leprince Ringuet
13013 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département :

Bouches du Rhône

Date :

23/12/2013

N° de décision

20131305500204

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

S.A. FRANCAISE DES HABITATIONS ECONOMIQUES

SA HLM / ESH

Code bénéficiaire : 642016703

Adresse :

1175 prt des milles

CS 40650

Ville :

13090 Aix-en-Provence

Exercice :

2013

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 11)

Assiette de subvention

A la date de la DF

Recalculée

240 561,00 €

267 565,23 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

18 700,00

18 700,00

Montant des acomptes versés

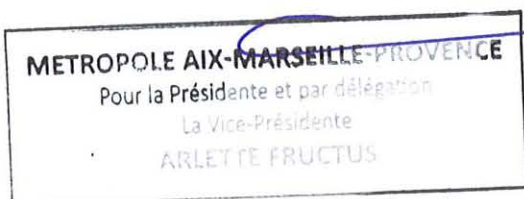
(C) 0,00 €

Solde à verser

(B-C) 18 700,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 17 AVR. 2019



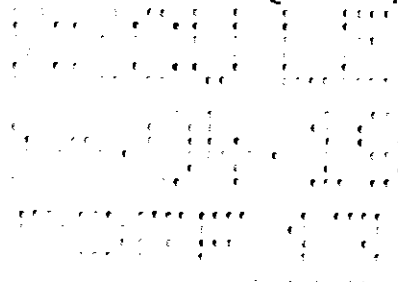
C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	18 700,00	6,99%
Subvention PEEC	18 700,00	6,99%
Sous-total Subventions	37 400,00	13,98%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	230 165,23	86,02%
Sous-total Prêts	230 165,23	86,02%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	267 565,23	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	267 565,23	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	119 154,00 €
Surface utile totale	794,36 m²
Dont SU Collectif	794,36
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	369 663,23 €
TVA de la charge foncière	17 056,00 €
Charge foncière TTC	386 719,23 €
Assiette de subvention (dépassement)	267 565,23 €
Taux de la subvention	6,99 %



DECISION D'ANNULATION
D'UNE DECISION DE FINANCEMENT

Numéro d'opération :

2016130550077

N° SIREN du maître d'ouvrage

058811670

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500001

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13202 Marseille - 2e arrondissement

Nature des logements

Résidence sociale

Type de bénéficiaire

Jeunes

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2019

A - DECISION FAVORABLE		B - OPERATION INITIALE	
Date de la décision favorable		20/12/2016	UNIVERSITÉ RÉGIONALE DES METIERS
N° de la décision favorable		20161305500171	RÉSIDENCE SOCIALE ETUDIANT
Exercice		2016	Euroméditerranée Quartier d'Arenc Bd de Paris Rue Salengro Rue Urbai
			13202 MARSEILLE

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu les décisions référencées ci-dessus,

Vu le code de la construction, et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 R.381-1 à R.381-6 ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 1 pour l'année 2018 en date du 21 juin 2018,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil Métropolitain du 30 mars 2017, et la délibération DEVT 002-3861/18/CM du Conseil Métropolitain du 18 mai 2018,

Vu le courrier d'ERILIA (ref FIN-PP/MP/208.752) en date du 18/09/2018, demandant l'annulation de la décision n° 20161305500171, suite à l'abandon du projet par la Région PACA,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** Est annulée la décision favorable ci-dessus accordée au bénéficiaire : S.A. ERILIA (n°SIREN : 058811670).
pour un prêt d'un montant maximum de : 4 410 200,00 €
nécessaire à la construction ou à l'amélioration de : 151 logement(s) locatif(s)
à réaliser à : Marseille - 2e arrondissement.
- ARTICLE 2.** La totalité des acomptes déjà payés au bénéficiaire de la subvention devront être reversés par celui-ci au Trésor Public.
- ARTICLE 3.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés , chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 17 AVR. 2019

METROPOLE AIX-MARSEILLE PROVENCE
Pour la Présidente et par délégation
La Vice-Présidente
ARLETOUR



Décision n° 19/300/D

Décision d'ester en justice. Désignation de la SELAS Adamas Affaires Publiques pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à Monsieur Anthony Jombart suite au jugement n°19/00304 du Conseil de Prud'hommes de Martigues du 19 mars 2019

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête N° RG F 18/00337 présentée par Monsieur Anthony Jombart devant le Conseil de Prud'hommes de Martigues le 19 juin 2018, tendant notamment, à titre principal, à la requalification de son contrat d'accompagnement dans l'emploi en contrat de travail à durée indéterminée, à la reconnaissance du caractère sans cause et réelle de son licenciement, à la condamnation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à lui verser diverses sommes à titre indemnitaire, et à titre subsidiaire, à la reconnaissance du caractère abusif de la rupture de son contrat de travail et à la condamnation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à lui verser diverses sommes à titre indemnitaire ;
- Le jugement n°19/00304 du Conseil de Prud'hommes de Martigues du 19 mars 2019 qualifiant d'abusif la rupture anticipée du contrat à durée déterminée de Monsieur Jombart, condamnant la Métropole Aix-Marseille-Provence à verser à Monsieur Jombart une somme de 5 016,24 euros à titre de dommages et intérêts représentant les salaires dus jusqu'au terme du contrat, une somme de 4 000 euros à titre de dommages et intérêts pour défaut de formation convenue et une somme de 1 500 euros à titre d'indemnité pour frais de procédure, et ordonnant l'exécution provisoire de la décision ;

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient de faire appel du jugement n°19/00304 rendu par le Conseil de Prud'hommes de Martigues le 19 mars 2019.

DECIDE

Article 1 :

De faire appel du jugement n°19/00304 rendu par le Conseil de Prud'hommes de Martigues le 19 mars 2019 et d'être représentée dans cette affaire par la SELAS Adamas Affaires Publiques, cabinet d'avocats, 55 boulevard des Brotteaux, 69455 Lyon Cedex 06.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SELAS Adamas Affaires Publiques, pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

.

.Fait à Marseille, le 18 avril 2019

Martine VASSAL